MAY 24 1940

ODICAL ROOM
ERAL LIBRARY
IV. OF MICH.

REVUE DE PARIS

15 AVRIL 1940

ANDRÉ SIEGFRIED	*Une grande enquête américaine*	553
IGNOTUS	*Le Cardinal Verdier*	581
TRISTAN DERÈME	*Délices des poètes*	591
JACQUES CHASTENET	*La guerre totale*	611
SAMUEL PEPYS	*Journal intime*	624
ADOLPHE JAVAL	*L'agriculture en guerre*	641
JEAN D'ESME	*Les chevaliers sans éperons.* - III.	658
MARCEL JOUHANDEAU	*Chaminadour*	683
LÉANDRE VAILLAT	*L'Exposition de Rome de 1942*	691
LOUIS MADELIN	*L'Histoire*	703
GÉNÉRAL BROSSÉ	*Les opérations militaires*	714
HENRY BIDOU	*Le Mouvement littéraire*	721

PIERRE D'ESPEZEL : *Vieux Paris.*

LA LIVRAISON : 10 FRANCS

47e ANNÉE NUMÉRO 8

La Revue de Paris il y a 25 ans

D'un article de M. André Chevrillon : L'Allemagne et la Guerre, *paru dans la* Revue de Paris *du* 15 *avril* 1915, *nous extrayons les passages suivants :*

Aujourd'hui, c'est l'idée de la race qui, logiquement, dirige le rêve, en se subordonnant, en utilisant la vision allemande de l'histoire. Idée plus dangereuse encore que cette vision, car si l'on conçoit qu'une rancune, une ambition historique se puissent satisfaire, l'orgueil de race apparaît insatiable. Idée non moins arbitraire, non moins fausse et sujette à subir toutes les directions de la volonté, car elle ne se fonde sur rien que sur certaines conclusions de la grammaire comparée. Elle suppose en effet, ce qui n'est pas, que, toujours, à chaque domaine linguistique, un domaine ethnique correspond, — hypothèse trop simple, insoutenable quand on songe que dans une Gaule latinisée, mais non de sang latin, trois ou quatre siècles ont suffi pour éliminer du langage toute trace du Gaulois ancestral. L'hypothèse admise, justement parce que simple et riche en puissances de sentiment, en suggestions d'orgueil et de mépris, à la notion du groupe des langues aryennes, la notion de la race indo-européenne a correspondu. Indo-germanique, disent les Allemands et, de là, de nouvelles et fascinantes illusions. Car d'une souche indo-germanique, il est clair que la famille germanique est aujourd'hui, en Europe, le seul représentant, le rameau direct et non greffé de sève étrangère. Pour M. H. S. Chamberlain, dont le livre [1] nourrit d'éléments mystiques le rêve allemand, les deux expressions s'équivalent, — mais il semble oublier souvent ses définitions. Pour ses disciples pangermanistes, ce n'est pas seulement tout ce qui est allemand qui est indo-européen, c'est en Europe tout ce qui est indo-européen et, plus généralement, tout ce qui est noble, qui est allemand et doit redevenir allemand...

...En Giotto, reconnaissez un Jotte, en Aligheri un Aigler, en Vinci un Winke, en Buonarotti un Bohnrodt ; comme en Velasquez un Velahisc, et en Murillo un Mœrl ; comme en Arouet, en Diderot, en Gounod, — tous trois de physionomie et de verve, de flamme ou de grâce si françaises, — un Arwid, un Titroh et un Gundiwald [2].

J'aperçus un jour le docteur Woltmann, l'écrivain pangermaniste, notoire auteur de ces découvertes qui fournissaient, hier, le thème d'un article patriotique aux *Münchener neueste Nachrichten*. Il venait m'interroger sur la personne physique de Taine, qu'il se figurait grand, blond, dolichocéphale et de teint coloré. Derrière ses lunettes d'or, sa conviction se lisait dans le bleu de ses yeux imperturbables et fervents. Il n'interrogeait plus, il démontrait, sans percevoir notre étonnement, sans s'inquiéter du ridicule ou de l'absurdité des conséquences. Il était entré dans un concept, un *Begriff*...

1. *La genèse du* XIX*e siècle.* Traduit par Robert Godet.
2. E. Seillière : *Les Mystiques du Néo-romantisme.*

MIDDLETOWN[1]

UNE VILLE AMÉRICAINE PENDANT LA CRISE

Les États-Unis, de 1896 jusqu'à 1929, ont traversé une période de prospérité presque ininterrompue : il y a bien eu la crise de 1907 et celle de 1921 mais elles n'ont été que passagères, et très vite le flot antérieur d'optimisme et de progrès a repris son cours ; les années qui se groupent autour de 1925, notamment, apparaissent, dans l'histoire américaine, comme une sorte de point culminant de richesse, de succès et de satisfaction : elles symbolisent parfaitement une phase de prospérité que les contemporains croyaient normale et durable mais que la crise de 1929 a reléguée dans le passé. On dit B. C. ou A. C. *(before crisis* ou *after crisis)*, comme on dit av. J.-C. ou apr. J.-C. C'est que l'année 1929 a marqué le début d'une période nouvelle, non révolue quand la guerre a éclaté et que caractérisent, non plus la joie et la fortune mais la crise, le doute et le découragement. On avait escompté, de bonne foi, un avenir de progrès illimité et pour ainsi dire garanti : l'année 1929 a apporté la stagnation, le recul, la fin des grands espoirs. Une psychologie nouvelle, s'opposant à celle de la période précédente, s'est ainsi dessinée et l'on peut prendre les années 1932 à 1935

1. *Robert S. Lynd* et *Helen Merrell Lynd, Middletown in transition, a study in cultural conflicts* (Harcourt, Brace and Cy, New-York 1939).

comme les plus typiques de l'état d'esprit nouveau. Mais on ne connaît pas plus les États-Unis si l'on s'en tient à 1935 que si l'on s'attarde à 1925 : les deux dates, représentant deux aspects bien divers d'un même pays, doivent être envisagées l'une et l'autre, si l'on veut essayer de le comprendre.

Je ne connais pas d'œuvre sociologique de plus grande portée que celle entreprise par Robert S. Lynd et Helen Merrell Lynd dans leur double monographie d'une petite ville américaine, en 1925 et en 1935, sous le titre de *Middletown : a study in contemporary American culture*, puis, dix ans plus tard, de *Middletown in transition : a study in cultural conflicts*. Une première fois, en 1925, accompagnés d'un groupe de collaborateurs, les enquêteurs se sont penchés, pendant un an et demi, sur un centre urbain moyen de l'Indiana, en plein *Central West* : un an et demi de séjour dans Middletown, dont le nom sans doute — Moyenneville — est imaginé, mais dont le modèle, bien réel, a servi de thème à une étude de curiosité passionnée et d'implacable objectivité ; puis trois ans et demi de travail pour la rédaction du livre, qui paraît en 1929, au moment même où l'ère de la grande prospérité prend fin. En 1935, dix ans ont passé depuis l'observation initiale : l'atmosphère, la température sont devenues si différentes que les auteurs sont amenés à se demander ce qu'est Middletown, dans ces circonstances si nouvelles ; et ils reviennent, avec une équipe de cinq assistants, sur les lieux mêmes de leur premier travail. Cette fois-ci l'enquête dure seulement un peu plus d'un an, car on est sur un terrain déjà connu, et le livre paraît, après un consciencieux dépouillement des documents recueillis, en 1939. Le titre est le même, avec une variante : il s'agit toujours de Middletown, mais de Middletown *in transition*. C'est que la crise a modifié bien des choses, et notamment, dans une large mesure, l'idée qu'on se fait de la vie, de la prospérité, de l'avenir. C'est un magnifique sujet que cette psychologie d'un même groupe humain, observé à dix ans de distance, par rapport à cette notion centrale de la prospérité ou de la crise, de la confiance ou du découragement, du succès ou de la période des difficultés. Il y a eu, dans la littérature des différents pays, bien des études de villes : du point de vue géographique, démo-

graphique, psychologique, humain. Je ne crois pas qu'il y ait jamais eu d'étude aussi volontairement complète, ne négligeant rien, ne reculant devant l'indiscrétion d'aucune curiosité ; je ne crois pas non plus qu'il y en ait jamais eu de plus véritablement intelligente. On pouvait verser dans la statistique, dans la monographie de microscope, et en effet il s'agit de statistique, de microscope aussi, mais les auteurs n'ont jamais, dans le détail, perdu de vue l'ensemble et ils ont toujours cherché à comprendre, de telle sorte que la lecture de ces pages fait plus qu'instruire, elle donne cette joie de l'esprit que suggère le travail bien fait d'une intelligence lucide.

Qu'est-ce que Middletown ? C'est une ville de 38 628 habitants en 1925, de 47 790 habitants en 1935, située dans la région centrale de l'Indiana-Illinois, à environ 1 000 kilomètres de l'Atlantique, c'est-à-dire en plein cœur du continent, loin de toutes les influences étrangères. Le milieu est industriel ; les principales fabrications sont l'auto, les pièces détachées pour l'auto, la fonderie, les fils de fer, la verrerie, notamment les bocaux de verre pour les conserves de fruits, l'argenterie, le mobilier. Il s'agit en somme d'équipement industriel, plus encore que d'objets de consommation : ce que les économistes appellent *durable goods*, c'est-à-dire l'équipement même d'un pays qui s'industrialise. On s'explique que Middletown ait bénéficié à plein de la prospérité d'après-guerre, fondée avant tout sur un formidable développement d'outillage. On s'explique aussi que la crise ait ébranlé une structure ne se justifiant que par la constante intensification du progrès et du succès.

Le tableau ci-dessous souligne, en quelques chiffres, à quel point la crise est, pour Middletown, une réalité :

	1925	1929	1933
	—	—	—
Nombre d'établissements industriels....	100	106	81
Valeur de la production.....	100	159	69
Nombre d'ouvriers.....	100	150	80
Masse des salaires payés.....	100	147	49

Le chômage se lit ouvertement dans la diminution du nombre

des ouvriers, et la chute catastrophique de la masse des salaires équivaut à la ruine du pouvoir d'achat de la consommation. Ces indices, compulsés par un économiste, sont comme des jetons sur un marbre froid, mais point n'est besoin de beaucoup de réflexion pour comprendre qu'il s'agit au contraire de la plus dure des réalités. Dans cette ville, où en 1929 on était parti pour la gloire, il faut, en 1933, s'efforcer de vivre tout simplement. D'où la question que se posent tout d'abord les enquêteurs : De quoi vit Middletown?

I. — Le Gagne-Pain *(getting a living)*.

Au temps de la grande prospérité d'avant 1929, la philosophie de Middletown était optimiste : évolution est synonyme de progrès, notion qui semble échappée du XIXe siècle ; la civilisation américaine est l'expression finale du progrès ; c'est dans une politique de laissez-faire qu'il faut chercher le succès... Toutes ces idées sont, en fait, issues du siècle précédent, qui se survit dans le nouveau monde, plus que dans l'ancien. Une doctrine nouvelle se fait jour cependant, c'est que la prospérité est désormais chose définitive aux États-Unis : le palier d'une richesse continue semble acquis et garanti ; il n'y aura plus de crises mais seulement des réajustements pour ainsi dire sans douleur ; c'est ce que l'on appelle la *New Era*.

Or, voici octobre 1929 et la crise de *Wall Street*. On refuse de la voir, ou plutôt on la réduit, d'autorité, à une simple crise de spéculation. Je me rappelle le *slogan* du moment : *Wall street sells but Main street buys* ! Cela veut dire que le spéculateur malsain de la grande ville a perdu confiance ; mais les éléments sains de la petite ville (*Main street)* gardent, eux, tout leur optimisme et ils achètent ! Il faut pourtant se rendre à l'évidence : la crise, d'abord boursière, devient économique. En 1930, même à Middletown, il y a 25 % de chômeurs et il devient impossible de dire que les choses vont bien. C'est alors la phase des explications et des remèdes qui commence : « Tout irait bien, et bien vite, si les poli-

ticiens ne s'en mêlaient pas, si les consommateurs continuaient d'acheter. » On les y invite, par de nouveaux slogans *(Buy now...)*. Une sorte de Science chrétienne ou de méthode Coué pénètre le domaine des affaires : « La crise n'est que dans les esprits ; niez-la et il n'y aura plus de crise... » Mais aucun de ces arguments ne se révèle efficace ou probant et bien au contraire, avec les années, la crise s'enfonce, s'installe, entraînant avec elle le pessimisme et le découragement : la démoralisation est à son comble en mars 1933 quand le président Roosevelt, élu en décembre 1932, prend le pouvoir.

La politique de la N.R.A. apporte un espoir temporaire, elle est même accueillie avec enthousiasme dans tels milieux d'affaires qui, demain, protesteront contre ce qu'elle contient d'arbitraire, d'interventionnisme et d'économie dirigée ; puis les industriels et commerçants se lassent du débordement de bureaucratie qu'elle implique et du reste, en juin 1935, un jugement de la Cour suprême prononce son illégalité. Plus durable, plus populaire aussi est la politique des subventions de tous ordres que le régime Roosevelt, à la façon d'une manne, répand sur le pays : il s'agit de rendre au peuple un pouvoir d'achat qu'il a perdu, en mettant entre ses mains les instruments monétaires avec lesquels il paiera ses acquisitions : c'est la théorie de l'amorçage de la pompe *(pump priming)*. L'industrie, le commerce n'aiment guère ces théories et ces pratiques, qui contredisent la tradition de la non intervention ; mais l'argent est là, qui s'offre, comment le refuser ? C'est une pluie de primes, d'indemnités de chômage, de subventions, de crédits pour les travaux publics qui s'abat sur le pays. L'expérience, à la longue, est décevante : on arrive bien à stimuler une consommation superficielle mais non pas, avec ces procédés, à remettre en mouvement une machine économique qui semble grippée ; le monde des affaires, après un flirt assez bref, se détourne du président, devient son pire adversaire, un adversaire passionné, qui ne pardonne pas.

Mais qu'en pense le peuple, et notamment le personnel ouvrier ? La N.R.A., d'inspiration corporatiste plutôt que marxiste, favorise le groupement des travailleurs en syndicats et celui des patrons en organisations de producteurs : on

trace la limite d'un salaire minimum et, en échange, on permet au patronat de s'associer pour maintenir les prix, — justement ce que la politique anti-trust lui interdisait ou cherchait à lui interdire de faire. Interrogeons Middletown, pour savoir si l'ouvrier y voit avec faveur cet encouragement donné au syndicat. L'Amérique, en matière d'unions ouvrières, est en retard sur l'Europe : il y a des villes, dites de *closed shop*, où les travailleurs, syndiqués, réussissent à obtenir des conditions de salaires exceptionnellement satisfaisantes ; il y en a d'autres, fort nombreuses, où le syndicat n'est pas reconnu par les patrons, n'existe pas ; c'est le régime de l'*open shop*. Middletown est, en 1933, une ville d'*open shop* ; l'ouvrier n'y éprouve aucun sentiment quelconque de classe ; il ne pense guère qu'à son auto et au prix de l'essence avec laquelle il la fera marcher. Dans ces conditions, la tentative de constituer des syndicats échoue : l'ouvrier, en se groupant, redoute de mécontenter l'employeur et de perdre son *job* ; il faut ajouter qu'il ne veut pas payer les cotisations ; sa conscience ouvrière est nulle, de sorte que le mouvement, après un bref et superficiel essor, demeure sans lendemain : il y avait, en 1929, 900 syndiqués sur 13 000 ouvriers ; le chiffre monte à 2 800 en 1934, mais pour retomber à 1 000 en 1935. La crise est en somme demeurée, pour le travailleur de Middletown, une expérience individuelle, nullement une expérience de classe, et la ville reste, comme avant Roosevelt et la N.R.A., une *open shop town*.

En ce qui concerne la position de l'ouvrier dans l'usine, l'enquête révèle du reste de singulières transformations, moins par rapport à 1925 qu'à 1890, première base lointaine de comparaison de cette magnifique étude. L'usine américaine d'autrefois, et même celle de la génération précédente, était relativement simple de structure : le patron, secondé par ses ingénieurs, ses employés et ses contremaîtres ; les ouvriers qualifiés ; les manœuvres, ces derniers, qu'on appelait jadis hommes de peine, chargés des travaux exigeant un effort physique. Aujourd'hui, les manœuvres ont pour ainsi dire disparu ; on ne voit plus, dans l'atelier américain, personne à qui s'impose un surmenage musculaire quelconque : il y a toujours quelque dispositif mécanique pour s'en charger à

sa place. Le nombre des ouvriers qualifiés visibles paraît également avoir décliné. On constate, par contre, le développement, à vrai dire formidable, d'un type nouveau de travailleurs, les *semi skilled* ou manœuvres spécialisés, qui, moyennant un apprentissage de quelques jours ou même de quelques heures, servent les machines. Au-dessus d'eux, ce n'est pas tant le patron qu'on aperçoit désormais — car, dans beaucoup de cas, il n'y a plus de patron individualisé — qu'une sorte d'état-major hypertrophié, comprenant les ingénieurs, les dessinateurs, les inspecteurs, les organisateurs innombrables du travail, sans parler d'une section qui s'accroît chaque jour davantage, celle des employés et des vendeurs : c'est que les fonctions individuelles sont devenues faciles, en raison de l'automatisme de la machine ; mais l'organisation, la préparation du travail de la machine elle-même tendent à se présenter comme des opérations de la plus extrême complexité.

Ce sont là des transformations bien connues : l'enquête de Middletown, nous en montre, sur le vif, les conséquences pour l'ouvrier, considéré comme individu. La première est son déclin technique, déclin qui semble paradoxal, au moment même où partout dans le monde ce qu'on appelle la classe ouvrière est en train de conquérir la puissance politique. La machine a dérobé au travailleur l'individualisme de son travail, elle lui a volé sa compétence, qu'elle a rendue sans emploi, puisque n'importe qui, mis devant la machine, peut la faire marcher. Le chômage dit technologique est un autre effet de la mécanisation : dès 1927, deux ans avant la crise, la difficulté de trouver des emplois se faisait sentir ; il en est résulté une concurrence accrue entre les hommes et les femmes, chaque sexe cherchant à s'assurer le monopole de certains métiers. A vrai dire, ce chômage technologique n'a peut-être pas la gravité tragique que certains lui prêtent, parce que les emplois d'ouvriers, que la machine raréfie, sont compensés, et au delà, par des emplois nouveaux qui se créent, dans les bureaux, dans les transports, dans les opérations innombrables et de plus en plus compliquées de la distribution : après la période mécanique, on en arrive à la période administrative de l'industrie. Si la circulation était libre dans l'organisme social, si l'économie dirigée ne sévis-

sait pas en le frappant de sclérose, la réadaptation des fonctions se ferait sans doute presque spontanément, en dépit de quelques souffrances, peut-être inévitables mais temporaires. Le pessimisme, contrairement à l'opinion courante, ne paraît pas ici de mise.

Ce qui est plus grave, et même peut-être tragique, c'est que les conditions d'avancement de l'ouvrier ne lui permettent plus, comme dans le passé (du moins aux États-Unis), de gravir tous les échelons, de la base au sommet. Prenons comme comparaison l'échelle de Jacob, elle ne comporte pas d'interruption, on peut la gravir sans qu'il y ait hiatus. Hélas, ce n'est plus vrai de l'échelle de Jacob industrielle : les ingénieurs et d'une façon générale l'état-major sont recrutés par le haut ; très vite l'ouvrier, qui vient du bas, rencontre une limite qu'il ne peut plus dépasser : il manque des échelons, et il n'y a plus différence de degré mais différence de nature entre les personnels du bas et du haut. En haut, il faut une technique, qui s'acquiert dans les écoles, plutôt que dans la pratique de l'atelier. Ce qu'on demande désormais au travailleur proprement dit, c'est moins l'habileté artisanale d'hier que l'endurance dans le travail, la conscience dans l'attention, la vitesse dans les mouvements : telle est bien la signification de la substitution de la masse des semi-qualifiés à l'élite des qualifiés. Cette transformation est si grande qu'elle est en train d'avoir sa répercussion dans la conception même des unions ouvrières : l'*American Federation of Labor* se composait de *craft unions*. c'est-à-dire de syndicats de métiers ; le mouvement dirigé par Lewis, contre Green, chef de l'*American Federation*, vise au contraire à créer des syndicats d'ateliers, groupant toutes les unités humaines travaillant dans une même usine. Il y a donc déclin du métier. Il y a aussi — et c'est toujours la même tendance contraire à l'individualité — déclin du petit patron entreprenant, fierté de l'ancienne Amérique, au détriment de la grande organisation industrielle, qui suscite à son tour le développement d'une *leading business class*.

Le vieil optimisme démocratique américain cesse d'être justifié par les faits, si l'on ne peut plus effectivement gravir l'échelle du bas jusqu'en haut : l'aphorisme de Carnegie,

There is always room at the top, n'a sans doute pas cessé d'être vrai, mais ce n'est plus par le rang qu'on a surtout chance de s'élever. Ne va-t-il pas, dans ces conditions, se former des classes, comme en Europe, puisque ce n'est pas le même courant qui circule, de la base au sommet? On distingue en effet, à Middletown, certains indices de différenciations sociales; la foi traditionnelle, qui garantissait à chacun la possibilité du succès, est obscurément ébranlée; mais elle ne l'est qu'obscurément, dans le subconscient le plus profond. La sensibilité, dans ce domaine, évolue moins vite que la structure sociale, et la conséquence, c'est que l'optimisme américain, même s'il n'est plus justifié, continue d'exister; c'est aussi qu'au moment même où s'indique la naissance éventuelle, dans la société, de classes distinctes les unes des autres, on ne peut constater l'existence d'aucun sentiment de classe. Le phénomène nouveau qui se laisse voir est d'un autre ordre, c'est l'habitude de recevoir les subventions de l'État, de vivre à son crochet : il n'y a là ni danger révolutionnaire ni marxisme, au sens propre du mot, mais plutôt une sorte de démagogie, dont les Irlandais d'Amérique, dans leurs gestions municipales, ont été depuis bien longtemps les précurseurs; c'est cela surtout qui semble devoir rester du régime Roosevelt.

II. — Charité ou Assistance sociale.

La crise a posé, aux États-Unis, un problème nouveau, celui de l'assistance sociale, devenue l'alternative inévitable de la charité privée : problème urgent, tragique, presque hallucinant, qui n'a épargné aucune communauté locale et qui s'impose notamment à Middletown. Nous voici en pleine réalité quotidienne.

Il existe aux États-Unis, à cet égard, une doctrine traditionnelle, héritée du XIXe siècle, c'est que l'entretien des chômeurs, quand il y en a, est l'affaire de la charité privée, qui doit y suffire : « Ce pays, se dit-on, est un pays libre, qui garantit à tous une chance égale et où les occasions, pour l'in-

dividu intelligent et actif, sont sans limites ; si, dans ces conditions, les gens ne réussissent pas, c'est leur faute, non celle de la société. Il y aura bien sûr toujours des gens malheureux, trahis par leur mauvaise chance ou leurs défauts ; mais il y a aussi, en Amérique, des chrétiens : qu'ils s'occupent des pauvres, on compte sur eux pour cela ! Mais surtout que l'État ne s'en mêle pas ! »

Telle est l'opinion des milieux d'affaires dirigeants quand la crise éclate. Or, en quelques mois, le nombre des chômeurs se multiplie, dans des proportions que le plus pessimiste n'eût osé prévoir. Mais l'Américain est un brave homme, dévoué, généreux, charitable ; sa « réaction », comme on dit là-bas, est spontanée : « Nous ne pouvons laisser des concitoyens mourir de faim *(cannot let Americans starve)*, notre devoir est de donner un coup de main *(lend a hand)*. » Il ne peut du reste s'agir, dans la pensée de tous, que d'une crise passagère : comme tant de fois antérieurement, le redressement se fera et l'on rentrera dans la *normalcy*. On raisonne en somme les yeux tournés vers le passé et l'on compte, pour résoudre le problème, sur un outillage social du passé, celui de l'initiative individuelle.

Or l'ampleur de la crise en fait un phénomène nouveau, vis-à-vis duquel les expériences antérieures se révèlent rapidement inutilisables. Bien vite, la charité privée, en dépit de ses ressources exceptionnellement importantes, est débordée : en 1928, Middletown secourait 613 familles nécessiteuses ; le chiffre monte, en 1933, à 3.506, c'est-à-dire qu'un foyer sur quatre dépend de l'assistance. La Chambre de Commerce, les églises, les sociétés philanthropiques se réunissent pour aviser car le problème les dépasse, bien évidemment : il apparaît nettement que la solution est sociale, non privée.

Voici justement la manne des subventions qui, en 1933, commence à tomber du ciel démocrate : l'argent afflue, on n'a même pas besoin de le demander ; sous des formes multiples, l'assistance prend la place de la charité essoufflée. C'est contraire à la doctrine de laissez-faire des dirigeants du commerce et de l'industrie ; le précédent est dangereux, et l'on s'en rend compte, mais quoi, va-t-on refuser ce pactole, qui ne demande qu'à couler à pleins bords ? Middletown,

nous expliquent les enquêteurs, *plays the game* et s'emploie, conformément à des méthodes politiques connues, à obtenir le plus de crédits possible. Les autorités sociales n'en éprouveront, nous le verrons plus loin, aucune reconnaissance pour le président...

Mais qu'en pensent les assistés ? L'ouvrier moyen de Middletown est un Américain du Centre-ouest un peu rude *(sturdy Midlander)*, dont la philosophie de la vie, authentiquement nationale, est celle de l'aide-toi, le Ciel t'aidera. L'indemnité de chômage ne lui plaît guère à première vue et il préférerait bien davantage un emploi *(get a job)*. Il faut vivre cependant : on accepte la subvention et, comme partout, on s'y habitue. Il y a là une expérience que le peuple de Middletown n'oubliera pas. C'est, ne nous y trompons pas, une étape décisive dans l'évolution américaine : il y a eu, de tout temps, des municipalités faisant, aux États-Unis, une politique relevant de cette inspiration mais c'est la première fois que l'État, l'État fédéral, s'engage à fond dans cette voie.

Le monde des affaires s'en rend compte et il se rend compte en même temps qu'on ne pouvait guère faire autrement car la nécessité d'accorder des secours était pressante. Mais il en éprouve une sorte de curieux ressentiment, obligé qu'il est d'admettre que la charité privée est disqualifiée, précipitée de son piédestal bourgeois et chrétien, ce qui entraîne forcément une diminution de prestige pour ceux qui, hier encore, en assuraient le fonctionnement. L'État, position nouvelle de sa part, a dû accepter une responsabilité sociale, à l'égard des victimes de la crise ; de ce fait la bureaucratie fédérale est apparue dans les affaires locales. C'est tout un changement de philosophie : d'une part, il ne peut plus être question de dire au chômeur que c'est sa faute, que s'il cherchait vraiment du travail il en trouverait ; le chômeur lui-même l'avait peut-être cru dans le passé, mais maintenant il considère la crise un peu comme le cultivateur l'orage : c'est un cataclysme qui tombe du ciel, il pleut sur les bons comme sur les méchants ! Déclin de la responsabilité individuelle, puissance accrue de l'intervention politique, subtil ébranlement, chez l'ouvrier, de la morale du travail, voilà des nouveautés dont la portée n'échappe pas aux autorités sociales de la Chambre de Com-

merce : d'où la naissance d'un sourd ressentiment contre la crise, contre le président, contre cette philosophie politique nouvelle, qui sape à la base les principes fondamentaux de l'américanisme.

III. — La Crise et la Vie privée.

Dans la crise, on voit tout de suite le chômage, l'assistance, l'intervention de l'État : c'est, comme on dit, spectaculaire. On voit moins bien et moins vite la gêne se glissant subrepticement au foyer, désorganisant le ménage et la vie familiale, rendant difficiles l'éducation des enfants, l'instruction des adolescents : le mur de la vie privée, qui n'est pas un vain mot, dissimule longtemps les misères, les souffrances multiples qu'apporte avec elle une dépression prolongée. Une enquête est-elle possible sur ces répercussions? Nous savons qu'en France, par exemple, elle serait d'une extrême difficulté : interrogés sur des questions intimes, les gens ne répondraient pas, se formaliseraient même souvent de curiosités, à leurs yeux choquantes et intolérables. Mais, aux États-Unis, l'entreprise est réalisable : l'Américain moyen est un être très simple, qui comprend qu'on s'intéresse à ses faits et gestes, qui ne soupçonne pas d'arrière-pensée chez celui qui l'interroge ; il répond volontiers et honnêtement, sans jamais se livrer à des facéties. Quand, comme dans le cas de Middletown, l'équipe des enquêteurs est de premier ordre, le résultat est excellent : la contribution ainsi apportée à l'observation sociologique doit être considérée comme d'immense valeur.

On a souvent observé qu'en temps de crise le rythme des mariages se ralentit. Middletown confirme le phénomène puisque, de 1929 à 1932, le déclin y est de 37 p. 100 : on manque de courage pour se marier ; même quand on a décidé de le faire, on hésite, on remet à plus tard, quand la situation sera meilleure, quand les chances de trouver un emploi seront plus grandes. L'enquête signale, dans les écoles secondaires, beaucoup de mariages secrets : c'est le résultat,

paraît-il, d'une discipline disparue ; la jeunesse, toujours libre, le devient davantage encore... Mais les divorces diminuent en même temps que les mariages. En temps ordinaire, Middletown divorce beaucoup : il y a, bon an mal an, 25 divorces pour 100 mariages ; en 1929, pour un total de 753 mariages, il y a même eu 281 divorces. Middletown, à l'américaine, n'est pas sans en ressentir quelque fierté car, songez-y, le record d'Hollywood est battu ! On se tromperait en pensant que le divorce est surtout le fait des classes moyennes car l'ouvrier divorce tout autant. C'est peut-être dans ce fait qu'il faut chercher l'explication de la fidélité accrue des époux pendant la crise : un divorce coûte 60 dollars, et c'est là une dépense qu'on hésite à faire ; de même qu'on retarde le mariage, par manque d'argent, on retarde la séparation pour faire l'économie de la somme, après tout importante, qu'elle coûterait. N'oublions pas non plus que l'indemnité de chômage est accordée plus libéralement aux ménages qu'aux chômeurs isolés, et c'est encore une raison, si l'on est marié, de rester ensemble plus longtemps qu'on ne l'aurait fait autrement. Il se peut que ces explications soient terre à terre : elles portent en tout cas la marque de la vérité. Toutefois, si le divorce fait partie des mœurs américaines, ce serait une erreur de le considérer comme une institution acceptée par la morale et pour ainsi dire amnistiée d'avance : Middletown demeure sévère pour ceux qui divorcent ; la famille reste l'idéal officiellement recommandé. Recommandé, mais non suivi : en quarante ans, de 1890 à 1930, le volume moyen des familles a passé de 4,6 à 3,7 ; le taux des naissances par 1 000 habitants est tombé de 21 en 1929 à 18,4 en 1933. Rien là qui soit particulier à l'Ouest américain : les États-Unis sont entraînés dans le même mouvement démographique que la civilisation occidentale tout entière.

Ces données quantitatives sont intéressantes, mais plus significatives sont les observations, qualitatives celles-ci, faites par les enquêteurs sur la morale des jeunes. La crise, manifestement, a plongé ceux-ci dans un désarroi profond. Vers 1925 — j'en avais alors fait souvent l'expérience —, le jeune Américain, de vingt ans par exemple, était toujours

optimiste, toujours conservateur, toujours conformiste : « L'avenir est à moi », se disait-il, et jamais il ne se plaignait de rien. S'il y avait des mécontents, des critiques parfois amers du système américain, c'étaient presque toujours des gens de plus de quarante ans. Voilà qui a bien changé : désillusionnées, les nouvelles générations savent, par une précoce et cruelle expérience, que pour elles la vie risque d'être difficile : elles ne trouveront pas d'emplois, même avec des diplômes ; elles se morfondront peut-être longtemps, en dépit de tous leurs efforts, dans une morne et démoralisante inaction. Il ne leur servira de rien de se retourner vers leurs aînés car ceux-ci n'ont guère de conseils utiles à leur donner. Si les jeunes se marient, c'est la même incertitude qui les attend : le mari, autrefois, soutenait la femme, qui s'occupait des enfants ; il arrive souvent aujourd'hui que la femme, en possession d'un emploi, soutienne son mari chômeur : c'est alors lui qui, n'ayant rien à faire, promène et soigne les enfants. Mais, même en Amérique, c'est le monde renversé car, en dépit des circonstances nouvelles, le vieil idéal familial n'a pas beaucoup évolué : les hommes, ce n'est pas un secret, n'aiment pas les femmes modernes ; ils préfèrent, quand c'est matériellement possible, épouser la jeune fille sans profession, qui s'occupera d'eux et de la maison, comme autrefois. Dans les milieux aisés de Middletown, on désapprouve les femmes mariées qui recherchent un *job* : on tolère, à la rigueur, qu'elles soient artistes, sculpteurs, professeurs d'art ; on trouvera singulier *(queer)* qu'elles soient avocates, doctoresses, realtors (achats et ventes d'immeubles ou de terrains) ; c'est avec une certaine inquiétude qu'on les verra devenir auteurs, journalistes ou musiciennes ; mais on condamnera franchement la femme mariée qui voudrait devenir actrice, pasteur, dentiste, gérante d'hôtel, photographe, ostéopathe ou fonctionnaire... L'esprit « bourgeois » n'a pas, comme on le voit, été totalement éliminé du nouveau monde.

Ainsi la famille américaine se défend ; elle préférerait, sans trop oser le dire, survivre sous sa forme traditionnelle, héritée de la vieille Europe. L'évolution, pourtant, est dans le sens opposé, celui d'un affaiblissement croissant du lien

familial. La cause en est sans doute dans l'indépendance, de plus en plus accentuée, des enfants à l'égard des parents, dès l'âge de l'école ; elle est aussi dans la fréquence des divorces, décidément entrée dans les mœurs ; et non moins peut-être dans l'habitude qu'ont de plus en plus les femmes de prendre un emploi.

IV. — Les Loisirs et la Crise.

Dans les milieux d'affaires américains, les hommes méprisent au fond le loisir et n'estiment que les affaires : le *business game* est leur passion, presque exclusive ; pour eux, c'est la chose importante, celle qui prime tout ; on est sévèrement jugé si l'on prend de trop longues vacances, si l'on se retire trop tôt, si l'on paraît préférer la vie intellectuelle aux responsabilités de la production. Il est admis, par contre, dans les mêmes milieux, que la femme ait des loisirs : le ménage, hautement mécanisé, est désormais insuffisant pour l'occuper ; les enfants, très vite, quittent la maison ; la culture sera considérée comme le domaine propre de l'élément féminin dans la société. Nous sommes donc en présence d'une civilisation où la production est l'affaire des hommes, tandis que l'activité intellectuelle paraît plus naturellement réservée au sexe faible. Cette espèce de division du travail, ou si l'on veut de la distraction, est un phénomène propre à l'Amérique, mais il se pourrait qu'il s'agisse simplement d'une scène de la vie future.

Quant au loisir ouvrier, il relève également, aux États-Unis, d'une psychologie spéciale, qui jette un jour intéressant sur l'évolution américaine tout entière. Il y a eu, au XIXe siècle, dans l'Amérique du Nord, une période d'espoir pour ainsi dire indéfini. Le plus modeste travailleur, le plus fruste pionnier sentait s'ouvrir devant lui un avenir sans limites : avenir géographique dans la conquête de l'Ouest, qui semblait sans bornes, la notion d'Ouest prenant, on le sait, une sorte de valeur mystique ; avenir d'ambition également, chaque ouvrier croyant, non sans raison, pouvoir,

par son mérite, parvenir au sommet de l'échelle sociale. La conséquence de cet état d'esprit, qui était normal il y a une cinquantaine d'années, c'est que l'ouvrier travaillait avec passion, sans souci du loisir, sans que se développât en lui le moindre esprit de classe. Au lendemain de la guerre de 1914-1918, pendant l'étonnante période de prospérité à laquelle nous avons plusieurs fois déjà fait allusion, cet état d'esprit survécut aux circonstances qui, à l'origine, l'avaient fait naître : sans doute devenait-il difficile, pour le simple travailleur, de gravir tous les échelons mais il ne s'en rendait pas compte, d'autant plus qu'une propagande adroite entretenait l'illusion du succès pour tous. Le travailleur gardait donc son optimisme, justifié, reconnaissons-le, par le salaire qu'il était à même de gagner : même s'il ne s'élevait pas dans la hiérarchie de l'usine, son niveau de vie progressait de telle façon qu'il ne songeait pas à se plaindre. Il ne songeait pas non plus à se tourner les pouces car il se sentait en mesure d'accumuler assez de dollars pour s'offrir de précieuses satisfactions, notamment l'acquisition d'une automobile : l'auto devient en effet, à partir de 1925 environ, la mesure du succès matériel de chaque travailleur.

Avec la crise, l'ouvrier n'a plus qu'une seule préoccupation, celle de ne pas perdre son emploi. Puis, ce but atteint, il s'attache avant tout à conserver son auto, symbole du *standard of living* qu'il espère maintenir en dépit des circonstances. Voilà pourquoi il se cramponne, si l'on ose dire, à sa voiture, prêt à faire n'importe quel sacrifice pour qu'elle ne lui échappe pas : à ses yeux, elle passe avant tout et, par exemple, avant le syndicat. C'est là sans doute qu'il faut chercher la raison de ce fait, en apparence paradoxal, que la crise ne provoque, à Middletown, aucun déclin de l'automobile : le nombre des stations d'essence, qui était en 1929 de 41, s'y élève en 1933 à 70 ; la quantité d'essence vendue en 1933 n'a diminué que de 4 p. 100 par rapport à 1929 ; en 1934, Middletown possède une auto par 5,2 personnes, contre 6,1 en 1923. Il se peut qu'il s'agisse de vieilles autos, mais on garde son auto. On peut en conclure, avec les enquêteurs, que la voiture se révèle bien moins vulnérable à la crise que le mariage, le divorce, les enfants, la toilette ou les bijoux...

L'automobile est en effet si bien entrée dans les mœurs, aux États-Unis, qu'elle a totalement cessé d'y être considérée comme un luxe. *Le Petit Café* de Tristan Bernard, écrit à la veille de la guerre de 1914, fait état de la situation comique d'un garçon de café, devenu millionnaire mais obligé de rester garçon de café, qui arrive à son travail en automobile. Ce comique, qui n'est plus maintenant pour nous que rétrospectif, est complètement incompréhensible pour les Américains, tant la possession d'une voiture par n'importe qui leur paraît chose naturelle. Je me rappelle qu'au retour d'un voyage, vers 1926, je racontais, à la façon de Tartarin, qu'aux États-Unis on mendiait en auto ! J'exagérais à peine : l'enquête de Middletown nous révèle que nombre d'assistés possèdent des « cars », sans nullement perdre pour cela le droit de toucher des secours.

Il ressort de ces circonstances que l'ouvrier américain, comme le patron, fait passer le travail avant le loisir : quand la prospérité règne il est sollicité par le haut salaire, et quand sévit la crise il se préoccupe surtout de ne pas chômer ; le loisir forcé ne lui apparaît pas alors comme une chose désirable. Les États-Unis en sont encore à cette phase de l'évolution économique où la production passe d'abord. Il y a néanmoins, comme ailleurs, évolution du loisir.

Au temps de mes premiers voyages aux États-Unis, vers 1898 ou 1900, les snobs affectaient de dédaigner le tennis, qui cessait d'être *fashionable*, et préconisaient le golf. Mais le golf s'est tellement popularisé qu'il prend, à son tour, figure de sport démocratique. L'aristocratie de Middletown, hier encore égalitaire et douée des qualités du *good mixer*, fait maintenant du cheval, du polo, de l'avion, dans des clubs relativement exclusifs, dont Babbitt, resté fidèle au golf, n'est pas membre. On assiste ainsi à quelque chose comme la naissance d'une classe sociale qui se différencie moins par son travail que par ses distractions. Quant à la masse, ses amusements deviennent une sorte d'institution publique, sujette à organisation collective, par l'État ou du moins par la communauté : on constate, et notamment depuis la présidence Roosevelt, un développement considérable des terrains populaires de sports, des tennis publics, des théâtres, des

piscines. Le phénomène est de grande importance et, ne nous y trompons pas, de portée politique. Le loisir, tout comme le travail, cesse d'être chose individuelle, relevant de l'initiative de chacun : l'ouvrier, secouru et distrait par la communauté, tend à relever d'un système qui rappelle, à sa façon, le *Panem et circenses* des anciens.

V. — La Politique.

La conception que se fait Middletown de la politique municipale est authentiquement américaine : on l'abandonne, d'un commun accord, à un personnel de politiciens médiocres, parfois même tarés. « C'est, semble-t-on se dire, le domaine de la concussion, de l'intrigue, du népotisme électoral », et l'on se résigne, un peu comme les Chinois de l'ancien régime, qui considéraient les mandarins comme des voleurs, mais en même temps comme un mal nécessaire. Le maire ne se recrute jamais, pour ainsi dire, dans l'élite industrielle ou commerciale ; c'est presque toujours un politicien professionnel, que les gens « bien » ne songeraient même pas à inviter chez eux. Pourtant la Chambre de Commerce, ainsi que les intérêts qu'elle représente, ne peut se désintéresser tout à fait de la gestion municipale, de sorte que celle-ci est surveillée, subventionnée indirectement et, dans une certaine mesure, contrôlée. Il y a en effet bien des moyens de communiquer et de s'entendre. Dans ces conditions, que la municipalité soit républicaine ou démocrate, voilà qui, au fond, n'est que de minime importance. La destinée de la ville n'en est pas sérieusement affectée : ce n'est pas de l'hôtel de ville, mais plutôt de la Chambre de Commerce que dépend vraiment le progrès de Middletown.

Il n'y a de vie politique proprement dite que tous les quatre ans, lors de l'élection du président de la République, car le nouveau monde a l'esprit plébiscitaire : il s'agit vraiment alors de déléguer un tribun du peuple à la magistrature suprême, et c'est l'occasion d'opposer programme à programme, candidat à candidat, conception politique à con-

ception politique ; le pays, au moment de ces élections, est traversé, d'un bout à l'autre, par un grand courant de propagande et d'enthousiasme qui l'unifie, qui fait authentiquement des États-Unis une nation.

Le résultat des quatre derniers scrutins présidentiels (1924, 1928, 1932, 1936) nous révèle assez bien les conditions dans lesquelles fonctionne, à Middletown, cette vie politique :

Pourcentage des Votants[1].

	1924	1928	1932	1936
Républicains	61,8	68,8	52	42,4
Démocrates	33,6	30,7	46,1	56,8
Socialistes	»	0,2	1,9	0,2
Progressives	3,3	»	»	»
Communistes	»	»	»	0,1
Divers	1,3	0,3	8	0,5

Il résulte de ces chiffres que le régime est fondé sur le système des deux partis : en 1924, 95,4 p. 100 des votes vont aux deux candidats républicain et démocrate ; en 1928, 99,5 p. 100 ; en 1932, 98,1 p. 100 ; en 1936, 99,2 p. 100. Il n'y a pas, en fait, de tiers parti : La Follette, qui représente pourtant un courant de gauche important, réunit à peine plus de 3 p. 100 des voix en 1924 ; les candidats socialiste et communiste n'atteignent même pas ce pourcentage, ce qui confirme l'indifférence, soulignée plus haut, à l'égard des campagnes ouvrières exprimant un sentiment de classe et d'une façon générale l'hostilité américaine pour tout ce qui est « radical », ce terme étant, en anglais, synonyme d'extrémiste ou de révolutionnaire.

Traditionnellement, Middletown est républicain, ce qui reflète, dans l'ensemble, l'attitude générale du *Middle West :* Coolidge et Hoover obtiennent respectivement, en 1924 et 1928, 61,8 et 68,8 p. 100 des voix ; Hoover garde encore 52 p. 100 des votants en 1932, année de la première élection de Roosevelt, ce dernier ne réunissant sur son nom que

1. Ces chiffres s'appliquent au comté de Middletown, dont la ville de Middletown forme les 69 p. 100.

46,1 p. 100 des suffrages. Jusqu'à cette date, ce sont les influences conservatrices, représentées par les milieux de la Chambre de Commerce, qui l'emportent. Mais, en 1936, il y a un renversement frappant, le président démocrate étant élu avec 56,8 p. 100 des voix, tandis que Landon, le candidat républicain, tombe à 42,4 p. 100. Que s'est-il passé? Nous savons qu'à Middletown 7 électeurs sur 10 sont ouvriers ou employés : la politique du président a manifestement détaché des rangs conservateurs une fraction importante de gens, naguère modérés, qui réagissent maintenant en rentiers sociaux, en électeurs subventionnés, en bénéficiaires de la manne électorale. Le groupe patronal a fait en faveur de Landon une campagne passionnée mais il n'a convaincu ni le peuple ni le petit commerce ni le tout petit patronat. De part et d'autre, on a jugé de façon contraire la politique du président. Dans le milieu des affaires, resté par tempérament anti-interventionniste, on condamne sévèrement une doctrine financière consistant à dépenser sans compter pour faire pleuvoir sur le pays la manne des subventions : tous les bourgeois français sérieux comprendront cette réaction de protestation et d'instinctive défense. Mais le peuple semble avoir éprouvé une tout autre impression : il est reconnaissant à l'hôte de la Maison Blanche de paraître se souvenir qu'il y a de pauvres gens, de prendre parti pour eux ; pour une fois, se dit-il, le consommateur est préféré au producteur ; les gens sérieux s'indignent que Roosevelt ait créé par milliers les *jobs* nouveaux qui obèrent le budget : mais les bénéficiaires de ces *jobs*, ainsi que tous ceux qui pourraient bien les obtenir, trouvent l'initiative excellente... Prenons garde ici de ne pas aller trop loin : ce peuple est dépensier, irresponsable, étranger aux saines préoccupations conservatrices, c'est évident ; il est démagogique, à la manière irlandaise, mais ce serait une erreur de le taxer de marxisme car il n'a pas de sentiment de classe. Il serait plutôt peuple, à la façon du XIXe siècle, se concevant à la vérité comme distinct d'un étage social supérieur qui, si longtemps, a bénéficié de la protection, secrète ou avouée, des autorités établies. La démocratie est pour lui une réalité mais la Révolution, à ses yeux, est un terme dépourvu de sens.

VI. — L'Esprit de Middletown.

Flaubert avait conçu le projet d'écrire un dictionnaire des idées reçues : il y eût noté, classé, analysé les idées admises par la bourgeoisie de son temps. Dans un chapitre final, intitulé « l'esprit de Middletown », les enquêteurs ont entrepris de traiter un sujet de cet ordre : Que pense l'homme moyen de Middletown? Quelles sont ses opinions réelles sur la morale, la religion, la famille, les affaires, la société, la politique, le monde? Quelle est, en un mot, sa conception de la vie, telle qu'elle s'exprime dans ses jugements stéréotypés, ses approbations ou ses condamnations, les proverbes qu'il aime à citer? Je ne crois pas qu'on ait fait ailleurs de tentative aussi consciencieuse, aussi poussée, aussi intelligemment conduite. La contribution sociologique est de premier ordre et doit être proposée comme un modèle à tous ceux qui songeraient à entreprendre ailleurs un travail analogue.

Résumons, sous la forme d'une sorte de tableau, les traits essentiels du portrait.

Les qualités que Middletown apprécie.

Il faut être honnête et brave (au sens de notre Midi, c'est-à-dire avoir bon cœur).

Le caractère est plus important que l'intelligence (c'est une vieille préférence britannique).

Il faut être bon type *(good fellow)* et bon voisin *(good neighbour)*, c'est-à-dire, comme on dit encore dans notre Midi, « pas fier ».

Il faut être *booster*, c'est-à-dire croire à l'avenir de Middletown et y contribuer par une collaboration civique consciente et affichée (le contraire du *booster* est le *knocker*, l'esprit critique qui voit les objections, les obstacles et décourage ses concitoyens : Middletown le déteste).

Il faut enfin être comme tout le monde, ne pas prétendre

avoir raison tout seul (la plus grande folie en effet, selon La Rochefoucauld) et adopter, de préférence, les solutions qui ont déjà été mises à l'épreuve.

Tout cela est conformiste, assez conservateur ; mais ceux-là seuls qui ne connaissent pas les États-Unis s'en étonneront.

La croyance au progrès.

Middletown a la conviction qu'évolution est synonyme de progrès : c'est la loi de la vie (du moins aux États-Unis).

Dès l'instant que progrès signifie développement, tout accroissement quantitatif équivaut effectivement à un progrès : plus une chose est grande, plus elle est belle (c'est le sens de la formule, devenue banale aux États-Unis, *the biggest in the world*).

Les maux doivent se guérir tout seuls, la nature y pourvoit ; du reste, la bonne volonté *(good will)* résout tous les problèmes (en effet, l'Amérique n'a cessé, depuis 1918, de conseiller à l'Europe la bonne volonté) ; que chaque individu fasse sa propre affaire et la société tout entière en bénéficiera (c'est la tradition, demeurée très vivante aux États-Unis du laissez-faire du XIXe siècle).

L'esprit civique.

Il faut être loyal à son groupe, avoir l'esprit de la communauté *(community spirit)*, dès lors servir avant tout sa famille, sa ville, son État, sa nation (les États-Unis) : *America first* est donc un simple principe de bon sens.

Conséquence : travailler au progrès de Middletown, qui est indéfini.

Se méfier de ce qui n'est pas américain, parce que l'Américain est meilleur que l'étranger. La plupart des étrangers en effet sont inférieurs, en tout cas différents, exotiques : les nègres, les catholiques, les Juifs peuvent, individuellement, être de braves gens, mais ils ne sont pas des nôtres *(not of us, not quite like us)*.

Les conceptions économiques.

L'homme d'affaires américain est le représentant accompli de l'idée que les Américains se font du progrès, et, parmi les hommes d'affaires, le *small business man* est un exemple particulièrement réussi, illustrant la nature vraiment saine de la société américaine.

Le succès de l'homme d'affaires signifie prospérité générale et le désir de devenir riche est chose bonne pour la communauté.

Le Gouvernement doit intervenir le moins possible.

L'homme d'affaires ne doit pas se retirer trop tôt.

Le riche est plus intelligent et plus industrieux que le pauvre : c'est naturel, il ne serait pas riche sans cela.

La vie de famille et la vie sociale.

Les relations sexuelles avant le mariage ou en dehors du mariage sont immorales.

Les femmes sont meilleures, plus « pures » que les hommes ; dans les relations personnelles, les hommes ont moins de tact, de délicatesse que les femmes (cette opinion est fréquente dans les milieux protestants de tous les pays).

Les femmes manquent d'esprit pratique (réponse des hommes au jugement ci-dessus).

La culture est l'affaire des femmes, comme la production est l'affaire des hommes.

Les professeurs sont des ratés (opinion courante dans nombre de milieux industriels européens).

Le fait d'être artiste ne donne pas le droit d'être immoral (c'est la vieille conception anglaise de l'*artistic temperament*, qui comporte naturellement, en même temps que le sens artistique, le goût de la vie de bohème).

La politique.

La démocratie américaine est la forme idéale du gouvernement des hommes. Les Américains sont le peuple le plus libre, le plus riche ; les États-Unis sont le pays de toutes les

possibilités *(the land of opportunity)* : seuls, dans ces conditions, des idéologues dangereux peuvent songer à changer une Constitution qui suffisait à des hommes comme Washington ou Lincoln.

Les Anglais sont ce qu'il y a de mieux en Europe.

On ne trouve de révolutionnaires ou d'extrémistes que parmi les étrangers ou les fauteurs de troubles hirsutes *(long-haired troublemakers)*.

Il y aura toujours des politiciens voleurs, mais néanmoins... les États-Unis sont le pays le mieux gouverné du monde.

Il faut être philanthrope quand on est riche.

Les gens qui reçoivent la charité doivent être reconnaissants.

L'Amérique ne doit pas se mêler des affaires de l'Europe et laisser celle-ci se débrouiller.

La religion.

Le christianisme est la forme définitive de la religion : toutes les autres religions lui sont inférieures.

Une communauté sans églises est chose que nul ne peut approuver : il est quelquefois ennuyeux d'aller à l'église, mais on doit encourager le *church going*.

Le protestantisme est supérieur au catholicisme.

Ce qu'on croit est moins important que ce qu'on est : il n'y a pas en fin de compte beaucoup de différence entre les diverses dénominations protestantes.

La papauté est contraire à l'esprit américain *(having a pope is unamerican)*.

Un catholique ne devrait jamais être élu président des États-Unis.

Les pasteurs sont des gens dépourvus d'esprit pratique, qui ne réussiraient jamais dans les affaires (opinion masculine).

Les pasteurs ne devraient, en chaire, parler que de religion et s'abstenir d'aborder les questions d'affaires, de politique, qu'ils ne connaissent pas *(know nothing about)*.

Opinions, conduites ou types sociaux
que Middletown condamne.

Toute espèce de personnalité divergente du type moyen : par exemple le non-optimiste, le *non-joiner* (c'est-à-dire l'individualiste qui refuse la collaboration), celui qui est « fier ».

Toute innovation en art, en littérature, dans les idées, sauf toutefois si elle est susceptible de se prêter à une présentation sensationnelle ou spectaculaire (trait profond de l'Américain, au fond conservateur mais qui ne résiste pas à l'attrait de ce qui est nouveau, frappant, *thrilling*).

Tout ce qui est contraire à la tradition ou la convention, tout ce qui est « radical » ou bien exotique, par exemple : les gens qui critiquent telle institution américaine fondamentale, les planistes sociaux, les intellectuels, les professeurs, les poseurs de l'esprit *(highbrows)*, les révolutionnaires, les Russes, les pacifistes, tous ceux qui veulent en savoir trop, les non-protestants, les Juifs, les nègres *(not quite our sort)*.

Middletown condamne en somme tout ce qui n'est pas loyal à la communauté. Mais, attention, c'est une condamnation effective, car les types sociaux ainsi désapprouvés sont considérés comme des fauteurs de trouble : tôt ou tard, ouvertement ou silencieusement, Middletown les élimine, à moins qu'elle ne réussisse à les assimiler.

VII. — Tendances de Fond.

La plupart de ces formules expriment, assez fidèlement, les conceptions qui avaient cours, hier encore, dans la société bourgeoise de tous les pays, principalement dans les milieux industriels et protestants : il y a là un héritage du XIXe siècle que les États-Unis sont loin d'avoir rejeté, notamment dans

ce Centre-ouest où se maintient, plus qu'ailleurs, la vieille tradition américaine. Sans doute le peuple de Middletown ne partage-t-il ces convictions qu'à un moindre degré que ses dirigeants : la politique du président Roosevelt tend manifestement à lui faire abandonner un certain nombre de ces *slogans*. Pourtant il n'est pas excessif de dire que ces conceptions sont encore celles qui inspirent l'esprit de la petite ville. On y notera ceci de particulier que, dans un pays considéré à juste titre comme celui du progrès, elles sont, en somme, conservatrices. On ne comprendrait pas, en effet, l'évolution américaine si l'on ne se rendait compte qu'aux États-Unis les mœurs sont en avance sur celles de l'Europe mais qu'en fait d'idées, de doctrines, de principes, on y est en retard d'un bon quart de siècle sur le vieux monde. Les conceptions énumérées dans l'inventaire ci-dessus sont, à peu de choses près, celles des milieux provinciaux, principalement commerçants et protestants, où j'ai passé mon enfance, soit en Normandie, soit en Alsace : elles nous paraissent aujourd'hui, même d'un point de vue bourgeois, démodées.

Surtout, l'esprit de Middletown est curieusement porté à la défensive et l'on trouverait, je crois, les mêmes réactions dans toutes les parties des États-Unis, en tout cas dans les milieux d'affaires. Il y a sans doute un immense progrès de la tolérance religieuse : en fait, les différentes dénominations protestantes ont cessé de lutter les unes contre les autres ; elles songeraient plutôt à opposer un front commun aux périls qui les menacent. Mais la tolérance politique, économique, sociale, culturelle est, bien au contraire, en recul marqué. L'élite de Middletown songe surtout à se défendre beaucoup plutôt qu'à laisser le champ libre aux idées nouvelles qui pourraient se faire jour en fait de réforme politique ou sociale ; partout du reste, aux États-Unis, une notion nouvelle tend à se répandre, celle de la sécurité : on a l'impression que les gens ne regardent plus l'avenir qu'avec une sorte de méfiance, soucieux surtout qu'ils sont de maintenir intact le legs américain du XIXe siècle ; qu'il s'agisse de la crise, du chômage, du « radicalisme » au sens anglais du terme, il faut bien constater une sorte de complexe de la peur, nouveau dans une certaine mesure aux États-Unis.

C'est que la crise, doublée du régime Roosevelt, a apporté des expériences nouvelles. L'optimisme traditionnel, qui s'exprimait dans la croyance au progrès indéfini, garanti statutairement aux Américains, ne paraît plus de mise quand il faut faire face à des problèmes, imprévus et immédiats, comme ceux du chômage et de l'assistance sociale généralisée. On ne sait trop que penser, non plus, de l'apparition soudaine d'une bureaucratie fédérale hypertrophiée, intervenant dans la politique des États, hier si orgueilleux de leur autonomie. C'est encore une sorte de nouveauté que l'effort, soutenu par le Gouvernement, de la classe ouvrière (le terme même n'eût pas été de mise il y a quinze ans) pour s'organiser en face du patronat. Les assistés sociaux, les salariés, les bénéficiaires innombrables de la politique des subventions peuvent trouver excellentes ces innovations : elles effraient profondément le milieu des affaires, qui, jusqu'à une époque toute récente, était resté sans conteste le milieu dirigeant.

De là une fissure dans l'intégrité des belles convictions optimistes d'hier. On conserve en principe l'optimisme ancien, avec la confiance qu'il implique dans le développement, naturel et nécessaire, du pays ; on espère, par une sorte d'instinct, que la crise est simplement temporaire : *the pendulum will swing back*, se dit-on pour se rassurer, mais on n'en est pas sûr car on commet l'erreur classique de généraliser sur le moment présent. N'est-il pas possible, en effet, que l'Amérique traverse de nouveau une période conservatrice en politique ? Au fond on a eu peur et l'on demeure inquiet, avec une crainte obscure de l'avenir : l'interventionnisme, la manne politicienne qui tombe du ciel fédéral, le travail organisé n'apparaissent aux dirigeants de la production que comme des expériences malsaines, dont il faut espérer qu'elles resteront sans lendemain ; c'est l'explication de la passion avec laquelle le monde des Chambres de Commerce a soutenu la candidature du gouverneur Landon, le « prudent » Landon, contre celle du président sortant.

Peut-être faut-il voir dans cette hostilité un sentiment de classe qui s'ignore, la résistance instinctive à une poussée populaire dont on s'effraie. Car le peuple, on ne saurait se le dissimuler, tend à changer depuis la crise et surtout depuis

l'expérience Roosevelt. Cette confiance élémentaire dans le succès possible pour tous, qui était jusqu'alors sa conviction sincère, il ne l'éprouve plus au même degré et la tonalité conservatrice du pays en est modifiée. Ce n'est pas, nous l'avons constaté à plusieurs reprises, qu'il acquière, comme en Europe, une conscience de classe susceptible de se transformer en lutte de classe ; et cependant c'est dans cette voie qu'il s'oriente car il se rend compte de plus en plus qu'il y a des pauvres. Il est alors trop heureux de voter pour un président qui paraît justement s'apercevoir qu'il y a de pauvres gens et qui, au lieu de leur donner simplement de bons conseils, les aide, les indemnise, les subventionne, crée pour eux des jobs innombrables. Pareil état d'esprit est en contradiction avec la philosophie traditionnelle des pionniers, fondée sur l'initiative et la responsabilité de l'individu. Tant qu'il y avait, à l'Ouest, une « frontière », où l'énergie de chacun pouvait librement se donner carrière, il était naturel que chacun n'eût à compter que sur soi-même. Mais l'Ouest ainsi conçu n'est plus maintenant qu'un bel avenir qu'on a derrière soi. Il tend à se constituer en conséquence une masse populaire, relativement amorphe et irresponsable, qui regarde naturellement vers l'État. Cette psychologie existe, depuis un siècle, dans les municipalités des grandes villes américaines, largement peuplées d'éléments immigrés ; s'appliquant à l'ensemble du peuple, elle est, en somme, nouvelle : c'est pour les États-Unis le passage d'un âge économique et social à un autre, et c'est dans ce sens que se justifie profondément le titre du livre : *Middletown in transition.*

ANDRÉ SIEGFRIED

LE CARDINAL VERDIER

Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons la mort de S. E. le cardinal Verdier. En lisant l'étude de notre collaborateur Ignotus, qui ouvre de si larges aperçus sur l'œuvre poursuivie par l'éminent prélat, nos lecteurs ressentiront dans toute son étendue la perte qui afflige aujourd'hui le clergé français — et avec lui toute la France.

Son Éminence révérendissime monseigneur Jean Verdier, cardinal-prêtre de la sainte Église romaine du titre de Sainte-Balbine, archevêque de Paris, supérieur général de la Compagnie de Saint-Sulpice, doyen des cardinaux français, jouit en France d'une popularité immense et à l'étranger d'un prestige considérable. L'annonce de sa venue, où que ce soit, attire des foules. Ses paroles ont un retentissement profond. Un prélat étranger disait de lui naguère : « C'est le géant du Sacré Collège. » Essayons de démêler les traits caractéristiques de cette personnalité à la fois simple et complexe, tentons de discerner les raisons de cette popularité, de ce prestige et de cet ascendant.

Ce prince de l'Église est d'abord, avant tout et par-dessus tout, un prêtre et, qui plus est, un prêtre de Saint-Sulpice. Il a été profondément marqué par l'esprit sulpicien. Il en est devenu l'incarnation. Il en pratique les vertus depuis plus de cinquante ans et a su en adapter à notre époque les traditions séculaires : modestie, simplicité, bonhomie que la pourpre cardinalice n'ont pu altérer ni modifier ; prudence, équilibre, discrétion qui caractérisent toutes ses décisions ; vie intérieure intense, passion de la direction des âmes, goût des belles cérémonies, spiritualité ennemie des complications et de la multiplicité des dévotions, finesse de psychologie et parfaite compréhension des besoins à la fois de son temps et des fidèles ; paternelle compassion pour les faiblesses humaines mais en

même temps fermeté de doctrine, intransigeance d'autant plus grande sur les principes que des cas particuliers et des circonstances spéciales autorisent sinon des accommodements, du moins des applications exceptionnelles.

Il a été élevé aux suprêmes honneurs ecclésiastiques tardivement et sans étapes préliminaires. A soixante-six ans, le Saint-Siège le sortit subitement des séminaires, où il avait toujours vécu, pour le créer cardinal-archevêque de Paris. Cette promotion subite étonna, stupéfia le grand public de qui M. Verdier n'était guère connu. Elle fut trouvée extrêmement justifiée par les innombrables ecclésiastiques qui avaient bénéficié de ses enseignements et de ses conseils, par les innombrables laïcs qui avaient eu l'occasion de venir le consulter. Car, si les bureaux où M. Verdier s'était livré à ses travaux intellectuels, si les confessionnaux d'où il avait dirigé tant d'âmes sacerdotales n'eurent jamais pignon sur rue et furent toujours confinés dans des bâtiments de séminaires, ces bureaux et ces confessionnaux exerçaient, depuis longtemps, une force d'attraction peu commune sur tous ceux qui, personnalités ecclésiastiques ou laïques, directeurs d'œuvres ou de revues, avaient des charges et des responsabilités. C'était même parfois un carrefour de nations, tellement, avec le cardinal Baudrillart, il avait réussi à faire du séminaire des Carmes de l'Institut catholique de Paris, une pépinière de séminaristes étrangers. Auprès de M. Verdier, on était toujours certain de trouver un appui, un réconfort, un éclaircissement, un encouragement, une solution. Avec lui, on était en confiance. Avec lui, on était en sécurité. Avec lui, on était toujours sur la voie droite.

Quand on a passé quarante-trois ans de sa vie dans une telle attitude intellectuelle et spirituelle, quoi qu'il puisse vous arriver, on ne change pas sa nature, on ne change pas son caractère, on ne se change pas. Le prêtre sulpicien est resté vivant sous le chapeau cardinalice. Le changement de couleur de sa soutane n'a modifié en rien son cœur ni son âme ni ses goûts ni son tempérament.

Il n'a pas recherché les honneurs, on peut même dire qu'il a fait ce qu'il a pu pour s'y soustraire. C'est par surprise et à son corps défendant qu'il dut accepter que le cardinal Dubois le fît nommer protonotaire apostolique. Et lorsque Pie XI,

après avoir beaucoup réfléchi et beaucoup prié, décida de le placer à la tête de l'archidiocèse de Paris, M. Verdier pleura de désespoir. Il batailla auprès du nonce, monseigneur Maglione, mettant en avant mille objections, essayant de montrer combien il se sentait peu apte, combien il était peu préparé pour occuper un siège si important. Il dut accepter, mais ce fut chez lui acte de résignation.

C'est que cet homme toujours souriant, toujours optimiste, et si maître de lui, est un être d'une sensibilité qui n'a d'égale que sa bonté. Il est capable de délicatesses touchantes. Il a, pour consoler ceux qui pleurent, des accents émouvants, les accents que seul peut trouver un cœur plein de tendresse.

Ce qui frappe chez lui, outre une intelligence remarquable, ouverte à tout et extraordinairement compréhensive, c'est le génie de trouver, en toutes circonstances, les gestes et les paroles appropriés ; des gestes et des paroles qui n'ont souvent rien d'extraordinaire en apparence, qui semblent très simples mais dont justement le caractère génial vient de ce que leur simplicité était ce qui était nécessaire au moment où ils furent accomplis, au moment où elles furent prononcées. Ce don — car c'en est un — ce don de la Providence où se mêlent de l'intelligence, du tact, du sens de l'opportunité, de la sagesse et une psychologie aiguë, est le secret de beaucoup des succès du cardinal Verdier au cours des missions qui lui furent confiées, au cours des voyages qu'il effectua en Europe centrale et en Amérique, au cours des négociations souvent délicates qu'il mena. C'est aussi le secret du succès de plusieurs de ses interventions publiques dans les moments critiques. Un chrétien ne peut certes ne pas voir là aussi le doigt de Dieu, l'inspiration providentielle, mais il n'en reste pas moins que l'Histoire est là pour prouver que ces inspirations providentielles, comme par hasard, ne viennent qu'à certaines natures humainement disposées à s'en servir ou à en être les fidèles et judicieuses exécutrices.

Au nombre de ces prédispositions naturelles, il faut mettre le merveilleux équilibre du cardinal Verdier, son sens de la mesure qui le tient éloigné des utopies et des illusions, qui l'empêche de s'aventurer plus qu'il ne faut. Il n'est pas de ceux qui, tête baissée, s'emballent pour une idée ou pour une

cause dès lors qu'elle leur paraît juste ou justifiée. Il est capable d'enthousiasme, mais jamais de ce qu'on appelle l'emballement. Il reste pondéré dans sa joie comme dans sa tristesse, dans ses approbations comme dans ses condamnations. Il sait que certaines colères s'apaisent avec le temps, que certaines complications se dénouent toutes seules, que certaines gloires sont éphémères, certains oublis momentanés, certains succès superficiels, certains échecs seulement apparents. Son bon sens l'a beaucoup servi au cours de sa carrière et, indifférent aux éloges pompeux qui lui sont parfois décernés « à bout portant » ou jetés en plein visage, il a toujours aussi pris son parti, avec philosophie, de quelques incompréhensions.

Sa piété est à la dimension de son zèle sacerdotal, qui en est tout imprégné et dont elle est la nourriture. Mais elle est, comme toute sa personne et son activité, candide, prudente et sage. Elle a horreur des mesquineries et des mièvreries. Elle aime les formules simples et les grandes dévotions parmi lesquelles celle à la Vierge Marie chère à Saint-Sulpice occupe une place d'honneur.

Il faut entendre avec quel accent il parle à ses prêtres de la prière, de la mortification, de la messe, de la retraite, de leur ministère sacerdotal, pour se rendre compte du degré de sa foi, de son amour des âmes, de son désir passionné d'apporter de la lumière, de jeter de la confiance, de remplir de fierté ses frères dans le sacerdoce. Il s'y montre, comme dans d'autres domaines, comme en face des questions familiales, sociales et civiques par exemple, un grand réaliste et un homme d'ordre.

Il ne passe pas son temps à regretter le passé. Il prend notre monde tel qu'il est et, partant de ces réalités, cherche à l'améliorer. Il veut de l'ordre dans les vies privées comme dans la vie publique, dans le monde intérieur et dans le monde extérieur, l'ordre dans les consciences comme dans l'État. « La vie, aime-t-il à répéter, est essentiellement ordre et cet ordre, le grand devoir de l'homme est de l'assurer. » Qu'est-ce pour lui que réaliser l'ordre dans la vie morale? C'est se connaître, se maîtriser, mettre à sa place hiérarchisée chacune de nos affections, chacun de nos sentiments, chaque acte de notre vie. Le désordre, partout où il se trouve, fût-ce dans les vies

les plus dévouées, lui semble un mal. A ses prêtres, en même temps qu'il leur recommande les vertus propres à leur sacerdoce éternel, il dit : « D'abord, soyez hommes, c'est-à-dire ayez une vie *ordonnée* : c'est votre premier devoir. »

Quand, supérieur de séminaire, il arrivait au soir des journées d'ordinations, au moment où le quittaient ces âmes sacerdotales à la formation desquelles il avait apporté tous ses soins, chaque fois, la même angoisse le saisissait, la même pensée l'obsédait : « Ce cher fils, se disait-il, va vers la haute mer. Sera-t-il heureux? Fera-t-il du bien? Ah! qu'il se défie! Il emporte avec lui, et sans qu'il s'en doute peut-être, un levain d'une irrésistible puissance, une richesse dangereuse : la grâce sacerdotale. Cette grâce ne lui laissera pas un instant de répit ; elle le soulèvera sans cesse. Ou bien il s'abandonnera à la continuelle poussée de ce levain *et alors c'est l'ordre*, c'est le bonheur, c'est la vie, c'est l'épanouissement. Ou bien il opposera à ces divines impulsions le poids de sa paresse, de sa négligence, de son sensualisme et alors c'est le malaise, *le désordre* ; les crevasses se forment et en elles bientôt la poussière et hélas ! la boue ! »

Cet homme d'ordre est aussi un novateur, un homme ayant les yeux ouverts sur son temps, le partisan d'un ordre *nouveau* s'adaptant aux conditions actuelles de la vie et du monde. Héritier des traditions vénérables, respectables et respectées de la Compagnie de Saint-Sulpice, il n'a pas hésité à prendre telle ou telle mesure qui s'imposait mais qui était une nouveauté. Il n'a pas hésité à entreprendre, partout où il a passé, des constructions nouvelles ou à rajeunir des mobiliers, fût-ce de sacristie. Il n'est pas de prélat qui ait permis avec plus de bienveillance aux découvertes ou inventions modernes de se mettre au service de l'Église. Il n'en est pas qui ne se soit plus complaisamment prêté aux interviews de journalistes, aux éclairs du magnésium, aux allocutions par T.S.F., aux poses devant les appareils enregistreurs de cinéma, aux bénédictions de studios, d'avions, etc... N'a-t-il pas, pour qu'un film cinématographique, dont il espérait du bien, pût en être tiré, un jour, dans l'église Saint-Sulpice, fait semblant de conférer les ordres à de jeunes séminaristes? Cet archevêque constatant que les vêpres et les grand'messes étaient de plus en plus délais-

sées par les fidèles, n'a pas hésité non plus à recommander d'autres genres de cérémonies, d'autres genres d'apostolat. Tout en maintenant les principes, il veut accommoder l'exercice de la religion aux exigences du monde moderne.

Il est véritablement hanté par le spectacle de la déchristianisation des masses et lui qui fut professeur de morale pendant plus de trente ans, il voit avec angoisse la vieille morale chrétienne oubliée ou bafouée. « On dirait, écrit-il, qu'à la morale de jadis s'est substitué un amoralisme pratique qui ne cherche plus dans les actes humains le bien ou le mal mais uniquement l'utile à ses fins personnelles, l'opportun ou l'agréable. » Or, ajoute-t-il, « quand de telles attitudes se généralisent, quand gouvernants et gouvernés, oublieux de leurs devoirs, n'obéissent plus qu'à leurs caprices et à leurs passions, ne prépare-t-on pas ainsi une voie certaine à la lutte féroce des appétits, c'est-à-dire à la révolution et au sang? Car l'homme doit choisir, qu'il le veuille ou qu'il ne le veuille pas, entre l'ordre et le désordre, entre la vertu et le vice, entre le bien et le mal ».

C'est pour canaliser ce courant néfaste qui menace de tout submerger, c'est pour « en purifier les flots », que le cardinal Verdier préconise la création d'un *ordre nouveau*, « là où les erreurs contemporaines ne semblaient devoir semer que la ruine et la mort ». Combien de fois, en combien de lettres pastorales et d'allocutions, il est revenu sur ce sujet, suppliant les catholiques, leur montrant comme une tâche urgente et opportune de démasquer « les doctrines auxquelles nous devons le triste état social qui est le nôtre », les suppliant de rappeler au monde les enseignements spécifiquement sociaux de l'Église, de travailler, de toutes leurs forces, à restaurer, à remettre en honneur la morale chrétienne! Le retour à la vie morale mais à une vie morale *chrétienne*, pour l'individu, pour la famille, pour la profession, pour la cité, pour l'humanité elle-même représente à ses yeux, à l'heure présente, il y insiste, une question de vie ou de mort. C'est en même temps le remède certain à tous les maux dont nous souffrons :

De grâce, écrit-il, qu'on ne sépare pas ce que Dieu, la nature et les siècles ont uni. La morale vivante, celle dont l'influence est vraiment pratique, ne fut jamais offerte à l'homme comme un simple code rigide et froid. Partout et toujours ses prescriptions se sont présentées comme les volontés du Père qui est aux cieux et qui nous aime. Sans cette auréole, la morale resterait une série

de formules abstraites, théoriques et, comme tant d'autres formules, elle n'irait qu'à la seule intelligence. Et pour diriger vraiment la vie de l'homme et obtenir de lui l'inévitable sacrifice, il faut s'adresser à la fois à l'intelligence et au cœur.

Il y a plus encore. C'est un fait historique incontesté que la vraie vie morale a été créée, entretenue, vivifiée par le souvenir et l'influence de la vie du Christ. La civilisation leur doit ce qu'elle a de meilleur et de plus durable. Les fêtes chrétiennes, les pratiques religieuses, les temples magnifiques élevés par nos pères et qui restent la vraie parure de la France, les manifestations solennelles de la piété commune, les beaux exemples de nos saints et soutenant et vivifiant toute cette vie pratique de beauté morale, la vie de Jésus, sa doctrine, ses institutions, la sainte Eglise qui le continue à travers les siècles, voilà la morale agissante, voilà la vraie vie, celle-là seule qui peut sauver le monde !

Aurions-nous la vie morale vraie, influente, plus forte que les passions et au besoin capable de tous les héroïsmes, sans la crèche, sans la croix, sans la confession, sans l'Eucharistie? La morale philosophique est sans vie parce qu'elle est sans amour et sans espérance. Elle n'a pas guidé et ne guidera jamais le monde.

Avec la morale chrétienne, le devoir nous apparaît comme la volonté d'un père qui nous aime ; comme le chemin où, guidés par les leçons et les exemples de Jésus et soutenus par ses secours, nous allons au bonheur et dans ce monde et dans l'autre. Le devoir est lié au plus intime de notre être, à nos convictions, à nos amours, à nos espérances. Il est aimé et rendu si facile !

Avec la morale chrétienne, et avec elle seule, nous unissons le présent au passé dans ce que l'un et l'autre possèdent de meilleur et de plus vivant. Avec nos pères nous lions notre vie quotidienne et les heures solennelles de notre existence aux mêmes pratiques cultuelles, aux mêmes gestes et aux mêmes formules. Nous croyons, nous aimons, nous vivons ce qu'ils ont cru, aimé et vécu. On ne saurait exagérer l'influence d'un tel fait sur la civilisation.

Enfin, avec la morale chrétienne et avec elle seule, le train de la vie humaine se remettra sur ses rails et pourra continuer sa marche pour le bien et pour le bonheur de tous.

Grâce à elle, *chacun de nous* retrouvera ou accroîtra le souci de la dignité personnelle, la pratique des vertus, la charité à l'égard du prochain et plus particulièrement de ceux qui souffrent, le respect scrupuleux des droits d'autrui, la modération dans les désirs, l'humilité et la patience, ces deux vertus si intiment liées à notre bonheur, et même, quand il le faudra, la force de sacrifier ses propres intérêts au bien de nos frères.

L'ordre social serait vite rétabli si chaque citoyen s'efforçait de réaliser dans ses relations privées ou publiques les enseignements et les directions de la morale.

Le foyer retrouverait vite l'union des âmes, la stabilité et le bonheur, si, fidèles à la morale chrétienne, les époux se donnaient l'un à l'autre l'amour *vrai*, celui qui se fonde surtout sur la beauté et la grandeur de la tâche familiale, et qui se soutient aux heures difficiles par l'esprit de sacrifice.

Le problème économique serait orienté vers sa vraie solution, si patrons et ouvriers, producteurs et consommateurs, étudiaient leurs devoirs et leurs droits à la lumière des enseignements de la morale chrétienne, et si les uns et les autres ajoutaient aux légitimes exigences de la justice, les préoccupations de charité sans lesquelles les relations humaines restent toujours dures et infécondes.

L'État retrouverait l'ordre et avec lui la paix sociale, s'il recevait de la morale chrétienne et s'il appliquait courageusement la juste notion de son rôle, de ses droits et de ses devoirs.

Ces paroles peuvent sans doute s'appliquer à toutes les sociétés et à toutes les nations et on ne s'étonne pas de l'écho que leur donnèrent des évêques étrangers. Elles sont néanmoins plus directement adressées par le cardinal Verdier à la France.

Pour la rechristianisation de la France, pour que son clergé pût reconquérir les masses, il donnerait sa vie avec autant de simplicité que de générosité. Il aime passionnément son pays, sa patrie. Il a écrit de belles pages sur le patriotisme et c'est parce que son patriotisme est ardent qu'il voudrait voir la France renouer ses traditions chrétiennes, condition indispensable, aime-t-il à répéter, pour qu'elle puisse, reprenant le chemin de sa véritable destinée, remplir sa mission dans le monde, « dans le monde nouveau qui s'éveille à la vie ».

C'est pour rendre la France à Dieu qu'à la demande du pape Pie XI, il a dirigé avec tant d'activité l'organisation dans notre pays de l'Action catholique, coordonnant, avec l'aide de ses collègues dans l'épiscopat, les quelques cinq cents œuvres nationales diverses qui fleurissent sur notre territoire. Mais parmi ces œuvres, celles qui s'adressent à la jeunesse, aux jeunes ouvriers (J.O.C.) et aux scouts, par exemple, occupent dans son cœur une place de prédilection ; car ces jeunes sont, sur les nuages noirs, l'Espérance, car ils sont ceux qui, purs, fiers, joyeux et conquérants seront appelés demain à construire la cité nouvelle.

C'est pour rendre la France à Dieu en même temps que pour donner du travail à des centaines d'ouvriers et d'artistes en chômage par suite de la crise économique qu'il jeta dans le ciel, par une initiative hardie, ses cent nouveaux clochers, qu'il ouvrit ses cent chantiers connus jusqu'au delà des mers et qui lui ont valu le surnom de Cardinal des Chantiers.

C'est pour rendre la France à Dieu qu'il voudrait aujourd'hui obtenir la promesse de certaines révisions, de certaines concessions au sujet du statut de l'Église de France. Il ne voudrait pas que, la paix revenue et une paix chrétienne assurée au monde, la reconstruction nationale fût tentée sans l'Église. Il souhaiterait qu'elle fît, dans la nation, une place plus grande à Dieu.

Il ne tire aucune vanité du prestige dont il jouit. Il sourit

même quand on en parle devant lui. Mais il voudrait en avoir bien davantage, afin d'obtenir ce qu'il considère comme indispensable pour l'avenir de la France. Lui si calme, lui si bon, parce qu'il s'agit, à ses yeux, d'une cause sacrée, serait capable de hausser le ton de sa voix, il serait capable d'en appeler au pays si on opposait, le moment venu, à ses revendications, un silence obstiné ou un refus catégorique. Nulle influence, nulle puissance ne le ferait dévier de ce qu'il considère comme son devoir.

Rien non plus ne peut entamer son optimisme envers et contre tout, qui est une manière d'apporter aux âmes des consolations et de la joie. Aux heures les plus critiques qui ont précédé la guerre et au moment de la déclaration de guerre, les paroles de confiance, les messages d'espérance du cardinal Verdier ont été, pour bien des âmes, un réconfort et un appui. On le sentait, on le voyait lorsque, à la sortie des cérémonies qu'il présidait, les femmes du peuple s'accrochaient à son manteau, se bousculaient pour baiser son anneau ou faire bénir leurs enfants. Il y avait, dans les yeux de ces foules autour de leur archevêque, de la reconnaissance et de l'imploration.

Ces heures de guerre, nul ne les a vécues avec plus d'angoisse intérieure que le cardinal Verdier. Angoisse pour la patrie en danger, angoisse pour le sort de ses prêtres et de ses séminaristes qu'il a vu partir, par centaines, pour les armées, comme officiers, comme soldats, comme aumôniers ; angoisse pour les paroisses que ces départs laissaient vides, sans clergé ; angoisse pour les œuvres qui se trouvaient désorganisées ; angoisse pour les répercussions spirituelles du drame. Il s'est efforcé, cependant, de rassembler ce qui restait. Il a donné des consignes, distribué des mots d'ordre dans le même temps que le Saint-Siège lui donnait les pouvoirs d'ordinaire, de généralissime spirituel, si l'on peut dire, des armées de terre et de l'air de la France en guerre.

Le cardinal Verdier représente à merveille, par ses vertus sacerdotales, le prêtre français. C'est, dans toute l'acception du terme, *un vrai prêtre*, et dans sa bouche je sais qu'il n'y a pas de plus bel éloge. Il incarne aussi, par ses vertus sulpiciennes, cette grande Compagnie à laquelle nous devons les qualités exceptionnelles de notre clergé, le meilleur clergé du

monde assurément. En outre, par ses qualités personnelles, par son physique et jusque par le ton de sa voix et par son accent, le cardinal est un type représentatif merveilleux et parfait de ces Français à la foi robuste comme le roc de leurs montagnes, remarquables par leur bon sens, leur bonhomie, leur franchise, leur amour profond de la patrie, leur attachement sincère et instinctif à l'Église, ces Français comme on en trouve encore un grand nombre dans nos campagnes qui, sains de corps, d'esprit et d'âme, forment le fonds de notre race et en sont tout l'espoir.

Vrai prêtre, le cardinal Verdier est, par là et à cause de cela, un grand prélat. C'est un Français dont le rayonnement spirituel et moral conquiert à notre patrie, on comprend maintenant pourquoi, des sympathies innombrables et précieuses hors de nos frontières.

IGNOTUS

PETITS TOURMENTS
SINON
DÉLICES DES POÈTES
OU :
DE LA PLACE DES MOTS

Au moment que M. Lalouette nous disait ces deux vers de Racine :

> Et tandis que Burrhus allait secrètement
> De l'armée en vos mains exiger le serment,

M. Decalandre parut dans la petite pièce où nous étions réunis et, comme il ne pense qu'à son futur *Traité de l'Harmonie des Vers Français*, où, depuis des années, il occupe ses nuits, il poussa tout de suite une sorte de rugissement heureux, salua promptement et dit : — N'est-ce pas?... C'est là le grand secret de la musique de nos vers ! Il est dans ces deux T : *Tandis – secrèTement* ; il est dans ces deux S : *Secrètement – Serment* ; il est dans ces quatre R : *BuRRhus – secRètement – aRmée – seRment* ; il est dans ces quatre M : *ment – mée – mains – ment*. Et je n'ai pas tout dit !... Il est dans les M, dans les R encore, dans les C, quand La Fontaine écrit :

> Notre âme, c'est cet homme amoureux de lui-même...

Ame – homme - amou – même ; — et je ne parle pas aujourd'hui des voyelles ! Il est dans les R, les T, les M, dans ce vers de Baudelaire :

> Tu marches sur des morts, Beauté, dont tu te moques...

Tu – té – tu – te, mar – mor – mo... Il est dans les R, les T, les S, dans ce vers de l'épître à Huet :

Je chéris l'Arioste et j'estime le Tasse...

C'est *Ri – ri*, et *oste – esti* ; puis l'S et le T se séparent ; leur ordre change : *Tasse*. Il est dans les V, quand Phèdre dit à sa nourrice :

Il vit : je ne veux pas en savoir davantage...

Vi – veu – voir – van ; dans les V, dans les L, quand M. Paul Valéry chante :

Si loin que le vent vague et velu les achève...

Ven – va – ve – ve, loin – le – lu – les ; dans les V, les R, les T, au vers de Mallarmé :

Vaporeuses, tiraient de mourantes violes...

Va – vi, reu – rai – ran, ti – te ; et que tirait-on de ces violes ?

De blancs sanglots glissant sur l'azur des corolles.

Blan – glo – gli, san – san – sur, ur – ur – oro...

— Vous avez découvert l'allitération ! dit Mme Baramel en riant.

— Je dis seulement qu'elle est partout en notre poésie ; que l'on ne parle d'elle que pour proclamer qu'il l'en faut bannir, comme l'un des plus tristes fléaux de la république des Muses ; et que c'est elle pourtant qui ne cesse point de faire le charme secret des poèmes. Mais il est bien peu de curieux qui songent à regarder comme les vers sont faits, quand il leur suffit, comme à tant de personnes, d'y trouver leur enchantement ; et les ennemis mêmes de l'allitération, du moins ceux que nous avons rencontrés, ne marquent point beaucoup d'étonnement devant ce vers de Mallarmé, qui me revient en l'esprit, quand j'en pourrais citer vingt autres :

La triste opacité de nos spectres futurs,

où se rencontrent cinq T, dont deux sont occupés à faire entendre *tris* et *tre*, trois fois le son S, et *pa – pec*, en outre. Répéter, c'est le grand secret de l'art des vers et répéter,

pourrait-on dire, n'importe quel son ! Ne raillez point ; nous sommes dans un fabuleux paysage où règne une Nymphe Echo, qui ne se voudrait certes point passer des fêtes de la rime, qui ne sont non plus que répétitions, mais qui ne s'en contente pas.

Dites-vous, pour interroger : *Qu'est-ce?* N'en demeurez surtout point là ! Faites encore entendre ces deux sons du K et de l'S ; dites, et c'est un vers que vous prononcerez :

Qu'est-ce que c'est?

— Vous voulez rire !

— C'est un vers de Verlaine, dans les *Romances sans Paroles :*

Parfums sinistres !
QU'EST-CE QUE C'EST?
Quoi bruissait
Comme des sistres?

Vous aurez remarqué, dans ce quatrain, ces *si – is – ce – c'est – sait – sis* et ces *qu'est – que – quoi – com...* Qu'est-ce que c'est? Aimez-vous mieux : *Qu'est-ce que ça* ... Ouvrons encore Verlaine, pour relire dans *Jadis et Naguère :*

L'injure des hommes
QU'EST-CE QUE ÇA fait?
Va, notre cœur sait
Seul ce que nous sommes.

Mais ces deux sons d'S et de K — *qu'est-ce que c'est* (ou *que ça*) — pourquoi, puisque nous sommes sur cette pente, ne les faire retentir une troisième fois?

QU'EST-CE QUE C'EST QUE CE berceau soudain
Qui lentement dorlote mon pauvre être?...

Nous ne rêvons pas. Verlaine dit bien, au premier vers : *Qu'est - que – que* et *ce – c'est – ce – ceau – sou.* Tel est le jeu de huit syllabes, dans ce vers qui n'en a que dix, — et le son K renaît au début du second, où les R, les T, les M, à leur tour, entrent dans la ronde... Vous ne dites rien?

— Non ; je songe qu'à vous entendre, le rêve du poète serait d'écrire en vers comme a fait, en prose, celui de qui nous tenons cette phrase immortelle et télégraphique : *Prends patience, pauvre petit pilotin, pour poste premier pilote Pondichéry !*

— Rions, Madame, et comme vous riez ; mais avez-vous remarqué que cette même lettre P était assez souvent, mais plus discrètement, répétée dans ces vers de Baudelaire, que je crois que vous savez par cœur :

Un navire Pris dans le Pôle,
Comme en un Piège de cristal...
Plafond illuminé Pour un oPéra bouffe...
Quand la Pierre, oPPrimant ta Poitrine Peureuse...

comme en ceux de Racine, de Boileau, de La Fontaine, de Verlaine, de Mallarmé :

Semer ici la Plainte et non Pas l'éPouvante...
L'entrée aux Pensions, où je ne Prétends Pas...
Passait dans son esPrit Pour le Plus beau du monde...
La Place où rePosa la tête de l'aPôtre...
A l'air Pur et limPide et Profond du matin...

et de M. Paul Valéry :

O marche lente, Prompte, et Pareille aux Pensées...
Mais Pour caPricieux et Prompt que tu Paraisses...
Pure, et toute Pareille au Plus Pur de l'esPrit...
Ni de Pente Plus Pure où je ramPe à ma Perte...

et faudra-t-il, pour achever de vous convaincre, que nous chantions avec Verlaine :

O vous tous, ma Peine est Profonde ;
Priez Pour le Pauvre GasPard !

Vous ne serez peut-être plus très surprise maintenant d'être touchée, comme vous l'êtes, par ces deux grands vers de Victor Hugo, si, pour nous confier leur image, ils se ruent en cascades secrètes : *che – chê – cher*, *fa – font*, *bruit – ba – bû*, *etc...* :

Oh ! quel farouche bruit font dans le crépuscule
Les chênes qu'on abat pour le bûcher d'Hercule !

et je voudrais dire...

— Et nous vous écouterions volontiers, dit en souriant madame Baramel, mais faut-il vous avouer que ce n'était point là du tout le domaine de nos propos. Quand vous alliez entrer, M. Escanecrabe venait de déclarer qu'il importait que, dans les vers et dans la prose, ainsi qu'on le lui avait,

disait-il, jadis enseigné, on respectât l'ordre des mots, qui était fixé, comme par un décret des préséances, et que, tenter d'y rien changer, c'était entreprendre de ruiner l'ordonnance des plus beaux cortèges où notre esprit se puisse plaire. C'est alors que M. Lalouette lui demanda si Racine avait dit, ou du moins Agrippine : ... *et tandis que Burrhus allait secrètement exiger le serment de l'armée en vos mains*, ou si Néron avait entendu ces deux vers, comme vous avez fait en entrant :

> Et tandis que Burrhus allait secrètement
> De l'armée en vos mains exiger le serment...

Là-dessus, vous vous êtes élancé sur les cataractes de vos *ments – mée – mains – ment*, et jusques en des *pen – plu – pu – pe – per*, quand nous n'avions ici souci que de la place des mots dans les vers français.

— Madame, dit M. Théodore Decalandre, vous me pardonnerez peut-être, si je ne me montre pas très confus de mon égarement, puisque aussi bien il n'a pas su m'emporter si loin que je me sois trouvé, tandis que vous aviez la bonté de m'entendre, hors du problème général, où vous étiez vous-mêmes, et qui est celui de nos vers et je veux dire de la manière qu'ils sont faits. Il y faut des répétitions de lettres, je ne regrette pas de l'avoir dit, et il y faut aussi que, dans certains cas, l'ordre des mots y soit tel qu'il puisse donner assez d'étonnement aux personnes qui le remarquent ; mais il est vrai que l'art des poètes se montre souvent si puissant que la plupart de nos pareils qui les écoute en est si bien charmés, qu'elle ne prend pas toujours garde à de singuliers tours de phrase dont elle n'oserait elle-même user. Mais il faut faire les vers ; et s'il vous est venu le dessein de dire en deux alexandrins ou en deux décasyllabes : *Rome seule pouvait ressembler à Rome, Rome seule pouvait faire trembler Rome* ; ou bien : *Rome est le seul monument de Rome et Rome seulement a vaincu Rome*, je crois bien que vous devrez suivre l'exemple de Joachim du Bellay qui, tour à tour, écrivit :

> Rome seule pouvait à Rome ressembler,
> Rome seule pouvait Rome faire trembler...

> Rome de Rome est le seul monument
> Et Rome Rome a vaincu seulement.

Mais si deux lignes de prose deviennent de la sorte deux vers, pourquoi deux vers, qui ne riment pas, ne se mueraient-ils pas parfois en un distique? Convient-il de dire, quand la comédie exige deux vers masculins et qui s'accordent :

> Nous en avons nous deux informé votre père :
> Un billet de sa femme a confirmé le tout...

ou, comme a fait Molière au *Dépit Amoureux :*

> Nous en avons nous deux votre père informé :
> Un billet de sa femme a le tout confirmé?...

C'est ainsi que l'on pousse les mots à la rime et que Joad ne dit point *trempé de sang*, mais *de sang trempé*, et dans quel tourbillon de mots :

> L'impie Achab détruit, et de son sang trempé
> Le champ que par le meurtre il avait usurpé...

Direz-vous : *Si le ciel est affamé de sang et de morts* ... Vous n'aurez pas oublié ces vers qu'écoutait Iphigénie :

> Si de sang et de morts le ciel est affamé,
> Jamais de plus de sang ses autels n'ont fumé.

Vous vous plairiez assurément à proclamer, et dût votre verbe changer de temps :

> Pressé de toutes parts d'armes et d'ennemis,
> Je les défiais tous et les ai tous soumis!

Mais ce n'était point le propos de Voltaire, en ce passage de sa *Henriade :*

> D'armes et d'ennemis pressé de toutes parts,
> Je les défiai tous et tentai les hasards.

— Monsieur, dit M. Escanecrabe, on voudrait que les poètes fussent dispensés de tous ces travaux ; et il me semble que ces mots, qu'on arrache à leur place accoutumée, doivent souffrir, non point sans doute à la façon des exilés, mais comme je ferais moi-même, si l'on m'obligeait à dormir dans ma cave ou à prendre mon repas dans l'escalier.

— Peut-être n'aimez-vous point ces inversions, parce que trop de versificateurs en ont fait un très grand abus et, pour

ne parler que d'un seul, on eût vu sans beaucoup de regrets, dans ces deux couples d'alexandrins, Castel, en son poème des *Plantes*, placer chaque fois le second vers avant celui qui le précède :

Du fragile débris des feuilles arrachées
Déjà le long des bois les routes sont jonchées...

De l'émail élégant des champs et des prairies
L'aiguille de Minerve orna ses broderies...

et quand on lit ces deux autres vers, qui sont aussi dans son ouvrage :

Aux flûtes des bergers, aux sons de Philomèle,
Succède des torrents le fracas écumeux,

on se demande si ce n'est pas uniquement pour sacrifier aux élégances et grâces de 1797 qu'il n'a pas écrit simplement :

Succède le fracas des torrents écumeux...

Mais il est, hélas ! un fort grand nombre de cas où les vers ne se font pas tout seuls, comme on croit aisément que c'est la coutume de l'herbe et même des nèfles ou des roses. Il les faut composer, et c'est une vérité très généralement ignorée ; et ces inversions...

— Vous nous parlez du vieux temps...

— Baudelaire fait-il autre chose, quand il écrit :

Des Cieux Spirituels l'inaccessible azur...
Pendant que des mortels la multitude vile...
De Frascati défunt Vestale énamourée...
Du bouffon favori la grotesque ballade...
Je suis de mon cœur le vampire...

Il n'est que de relire ces vers de M. Paul Valéry :

Des mânes impuissants les millions amers...
Des amants détachés tu mires les malices...
Mon image de fleurs humides couronnée...
Où sont des morts les phrases familières ?...

Ma – mi – mer ; *man – mi – ma* ; *mon – ma – mi* ; *mor – mi* ; *phra – fa*... dit doucement M. Decalandre, qui poursuivit :

— Mallarmé n'écrivait-il point :

> J'ai de mon rêve épars connu la nudité !...
> O de notre bonheur, toi, le fatal emblème !...

et l'a-t-on vu former ces deux vers :

> Tu sais, ma passion, que, pourpre et déjà mûre,
> Chaque grenade éclate et murmure d'abeilles,

ou s'il a pris soin d'écrire : *et d'abeilles murmure?* Ne faut-il laisser au poète quelque liberté?

— Liberté dont il n'use que pour se mieux soumettre à des contraintes ! s'écria M. Escanecrabe.

— Si les vers remplissent assez bien leur office, qui est de nous toucher et de nous émouvoir, pour faire vivre et revivre en nous des idées, qui sont le trésor de l'homme, faut-il donc les détruire, pour la seule raison qu'on ne rencontre point toujours en eux les mots dans l'ordre où vous voudriez les voir, et vous plairait-il, qu'au lieu de cet alexandrin :

> De l'antique Vénus le superbe fantôme...

Baudelaire eût écrit, dont certains ne seraient point du tout étonnés :

> Le superbe fantôME de l'antique Vénus?...

Désireriez-vous qu'on eût interdit à Racine que sa Phèdre nous dît :

> Ce n'est plus une ardeur dans mes veines cachée :
> C'est Vénus toute entière à sa proie attachée,

pour nous priver du plaisir charmant de retrouver cette proie et ces participes, remis à leur place coutumière, dans ces paroles de Lampito chez M. Maurice Donnay : « ...Ce n'est plus une ardeur cachée dans mon âme, c'est Cypris tout entière attachée à sa proie, comme disent les tragiques. »

Vous n'aimez point Boileau, qui m'est très cher, mais ne vous paraît-il pas assez piquant qu'au vers où il parle de la place des mots, il ait justement disposé sa phrase de cette

façon qui vous emplit d'horreur, et faudra-t-il enfin qu'on dise ainsi désormais ce fragment de son *Art Poétique :*

Enfin, Malherbe vint et, vainqueur de Ronsard,
Ajusta la cadence au secret de son art,
Enseigna le pouvoir d'un mot mis en sa place,
Et fit règner la règle aux cimes du Parnasse?

M. Lalouette voulut piquer sans doute M. Delacandre, car on l'entendit murmurer :

Tremblants comme les fils des tristes Montézumes,
De poule, à ce moment, c'est la chair que nous eûmes;

puis il fredonna :

N'aimez-vous voir dans le matin
S'envoler un pêcheur-martin?

M. Théodore Decalandre se prit à rire et lui dit :

J'aime mieux voir dans la fraîcheur
S'envoler un martin-pêcheur!

— Je vous demande, dit M. Escanecrabe, s'il est personne qui puisse prendre aucun plaisir à ce vers : *Et que d'amour de vous, il est doux de souffrir?*

— Vous venez de le faire! dit madame Baramel.

— Vous n'ignorez ces deux distiques où Musset pour Ninon soupire :

Il n'en est pas moins vrai qu'en dépit de vous-même,
Quand vous dites un mot vous sentez qu'on vous aime,
Que, malgré vos mépris, on n'en veut pas guérir,
Et que d'amour de vous, il est doux de souffrir.

— On ne soutient pas, dit M. Decalandre, que toutes les inversions soient heureuses ni seulement bonnes; et nous n'avons jamais eu la pensée de louer M. des Lentilles lorsque, dans *Ragotin* de La Fontaine et Champmeslé, il dit ces vers dont le deuxième est mémorable :

Autant qu'Argus eut d'yeux je voudrais des oreilles,
Pour de ce grand ouvrage entendre les merveilles...

et si Verlaine sourit lorsqu'il écrit aux *Fêtes galantes :*

Et ce vicomte déréglé
Des champs donne à son cœur la clé;

on ne peut laisser d'être un peu surpris, quand il dit à Louise Michel, non point : *On meurt pour votre évangile*, mais :

> Citoyenne ! *Votre évangile*
> *On meurt pour !* C'est l'Honneur et bien...

— *Vos yeux, belle marquise, je meurs d'amour pour !...* Quel regret que la phrase fameuse ne soit ainsi faite ! Et n'est-ce point Verlaine encore, qui n'a pas dit : *un peu trop ridicules...*

— Il a dit, en effet :

> Nous fûmes *trop ridicules un peu*
> Avec nos airs de n'y toucher qu'à peine.
> Le dieu d'amour veut qu'on ait de l'haleine.
> Il a raison ! Et c'est un jeune dieu.

— Ce sont des vers charmants, dit madame Baramel, et je suis très éloignée de chercher aucune querelle au poète pour son *trop ridicules un peu*, quand je pense que Corneille lui-même, ce n'est pas : *Vous êtes plus que très belle*, qu'il avait écrit, mais certes, à cette dame *bien dangereuse à voir de près*

> Vous êtes *belle plus que très*,
> Et vous avez le teint si frais...

— Ces participes poussés à la rime, dit M. Escanecrabe : *a le tout confirmé, dans mes veines cachée...*

Mais M. Lalouette redisait les petits vers de Voltaire :

> Philis, qu'est devenu ce temps
> Où dans un fiacre promenée,
> Sans laquais, sans ajustements,
> De tes grâces seules ornée ?...

— Et j'avoue, ajouta-t-il, que j'ai toujours envie de modifier ainsi le quatrain :

> Philis, qu'est devenu ce temps
> Où dans l'ombre à peine alarmée,
> Sans laquais, sans ajustements,
> De vos seules grâces armée...

pour la seule raison que j'aime beaucoup, et depuis le jour lointain que je l'ai, pour la première fois, lu, ce vers des *Fleurs du Mal :*

> Son regard de vigueur et de grâces armé...

— Ces grâces, dit M. Escanecrabe, me font rêver à des tonnerres, à des couleuvres...

— Quelle extravagance ! dit madame Baramel.

— Pardonnez-moi, je pensais aux paroles du Prophète dans *les Juifves* de Robert Garnier :

> Penses-tu qu'il y ait un Dieu dessus ta tête,
> *De tonnerres armé*, d'éclairs et de tempête ?...

Je me rappelais aussi cet alexandrin de Marmontel, dans *la Boucle de Cheveux Enlevée*, poème héroï-comique qu'il avait traduit de Pope :

> Là paraît Alecto, *de couleuvres armée*...

C'est au chant IV.

— Et vous n'aurez pas oublié, dit M. Decalandre, le vers de Sainte-Beuve :

> Et tandis qu'elle parle, et que, *de grâce armée*...

mais j'aime mieux celui de Baudelaire pour ce qu'*armé* sans doute s'y rencontre plus heureusement détaché, précédé, comme chez Marmontel et Garnier, d'un *e* muet, qui se lie à lui par le son délicieux d'une S, qui est un Z ; mais nous nous égarerions encore en la musique des consonnes, quand je voulais seulement dire à Monsieur Escanecrabe que le participe ainsi mis au bout du vers pouvait, de ce fait, prendre une force inusitée, quand il lui arrive si souvent de passer, aux phrases que nous lisons, comme ces coutumières pièces de monnaie dont on n'a point accoutumé de contempler beaucoup le relief ; et cette force dont je veux parler, il n'est, par exemple, aucun de nous qui n'en puisse être frappé, tant la chute, par ce moyen, est vigoureusement marquée, dans le beau vers des *Fleurs du Mal :*

> Andromaque, des bras d'un grand époux *tombée*...

Cette force, dis-je, se sait aussi montrer, encore qu'elle ne s'exerce pas au même point du vers, — et qu'il s'agisse d'un adjectif ou d'un participe, le problème reste le même — quand le Faune de Mallarmé, et sans que rien l'y contraignît pour former son vers, souligne en quelque sorte le mot *fier*,

par la seule place qu'il lui donne, lorsqu'il note, non point : *fier de ma rumeur*, mais :

> Moi, *de ma rumeur fier*, je vais parler longtemps
> Des déesses...

Nul ne refusera licence au Serpent de M. Paul Valéry de ne dire pas : *toute la sollicitude*, pour chanter :

> Tu es si belle, juste prix
> De *la toute sollicitude*
> Des bons et des meilleurs esprits...

et vous penserez que ce n'est point pour quelque autre raison que Verlaine, dans Sagesse, écrivit : *à fin seule*, au lieu *d'à seule fin :*

> Mais descendons, si ce n'est pas trop abuser
> De vos pieds las, *à fin seule* de reposer
> Vos yeux qui n'ont jamais rien vu que de Montmartre...

— C'était pour sa césure !

— Il s'en souciait bien, comme on le voit au vers d'avant, ce poète d'ailleurs qui forma cet alexandrin entre mille autres, qu'on ne dédaigne certes point :

> Opposant cordia — lement aux sorts contraires...

Ces manières donc de placer les mots et qui parfois paraissent insolites ne servent point seulement à loger en la bonne extrémité du vers les syllabes qu'exige la rime...

— Assurément, dit M. Decalandre, et nous retrouverions ces inversions encore au terme du premier hémistiche, qui ne veut point tomber au gouffre d'une muette ; et, tout de même qu'à la rime :

> Deux Mulets cheminaient, l'un *d'avoine chargé*,

La Fontaine écrit à la césure :

> L'un, *d'éponges chargé*, marchait comme un courrier...

> Non *de Perles brodé*, mais de toutes mes Larmes !

dit Baudelaire ; et si ce n'est point maintenant aucun *e* muet qui gêne le poète, la Phèdre de Robert Garnier, lorsqu'elle invoque sa sœur Ariane — *Ariane ma sœur*, dit-elle un peu

plus haut, déjà — se garde certes de nous faire entendre : *Regarde-moi par pitié...* quand vous savez l'alexandrin qu'elle prononce :

> *Regarde* par pitié *moi*, ta pauvre germaine...

Mais si l'on sépare de la sorte et violemment *moi* de *regarde*, ne pourra-t-on l'un de l'autre éloigner les deux premiers mots de *quelle que soit?* M. Paul Valéry nous donne la réponse :

> *Quelle*, et si fine, et si mortelle,
> *Que soit* ta pointe, blonde abeille...

et nous remarquerons à peine maintenant que, pour ne donner point dans l'hiatus de *montera – en* et de *toi – ô*, Baudelaire écrit, en un simple renversement :

> Et sans cesse vers toi, sommet blanc et neigeux,
> *En vapeurs montera* mon Esprit orageux...

> Quand la nature, grande en ses desseins cachés,
> *De toi se sert*, ô femme, ô reine des péchés...

La rime, au reste, la césure, l'hiatus, sont-ils les seules puissances qui incitent le poète à tenter de placer ses mots dans un ordre inaccoutumé, quand l'un des grands travaux de l'art des vers est de faire entrer treize syllabes, si ce n'est plus, dans un alexandrin...

— Vous rêvez !

— Point du tout et si le poète donc dispose ses mots avec une grande liberté, on nous passera de dire aussi que parfois il les taille et que, de la sorte, il ressemble assez bien aux sculpteurs. Ce n'est point à dire qu'il possède aucun ciseau ! Qu'en ferait-il, quand il lui suffit de placer au bon endroit un mot qui fasse bon office. Si je dis : *Dans l'ombre, le lièvre a vu un brin de serpolet*, vous entendez treize syllabes, et un hiatus vous déchire les oreilles. Mais ce petit mot d'*un* nous montrera qu'il est ici très utile, s'il nous permet d'écrire :

> Le lièvre a vu dans l'ombre un brin de serpolet.

Si vous deviez vous enquérir de secrètes fiançailles, diriez-

vous en un vers : *Ils se sont entre-promis?* Non, mais, comme Garnier dans sa fameuse *Bradamante :*

> *Ils s'entre sont promis?* — Voire avecque serment...
> Même si vous savez *qu'ils s'entre soient promis.*

Mais qu'est-ce qu'une dizaine de mots! Que ferions-nous pour que devinssent vers ces quelques lignes :

Le Maître, par un œil profond, a apaisé, sur ses pas, la merveille inquiète de l'éden, dont le frisson final éveille, dans sa voix seule, le mystère d'un nom pour la Rose et le Lys... Moi, soucieux de votre désir, je veux voir une agitation solennelle de paroles survivre par l'air, pour l'honneur du tranquille désastre, à (celui) *qui s'évanouit hier, dans le devoir idéal que les jardins de cet astre nous font...*

Vous avez reconnu le *Toast Funèbre* de Mallarmé :

> Le Maître, par un œil profond, a, sur ses pas,
> Apaisé de l'éden l'inquiète merveille
> Dont le frisson final, dans sa voix seule, éveille
> Pour la Rose et le Lys le mystère d'un nom...
> Moi, de votre désir soucieux, je veux voir,
> A qui s'évanouit, hier, dans le devoir
> Idéal que nous font les jardins de cet astre,
> Survivre pour l'honneur du tranquille désastre
> Une agitation solennelle par l'air
> De paroles...

M. Escanecrabe se prit à rêver : — Je voudrais, nous dit-il, peindre en des vers qui pussent plaire ce sentiment profond du poète érudit, qui, par un soir sombre et plein de nuages, espère en sa gloire future. Il songe qu'il est pareil à quelque oiseau et que nul encore ne devine l'azur ouvert à son vol, ni l'inspiration, pareille à une sirène dont il est le maître, ni son pauvre logis, où il est si laborieux, caverne qu'il ne veut plus quitter, tant elle est pour lui pleine de délices; personne ne voit encore le triomphe, rose de pourpre fabuleuse dont s'enchante au futur ce monde froid à la manière des banquises...

> Nul, funèbre la nue aux fenêtres, ne dit
> Déjà non clos l'azur au plumage érudit
> Ni la sirène esclave et la caverne exquise
> Ni si rouge la rose exalte une banquise...

— Pardonnez-moi, Monsieur, dit M. Decalandre, mais s'il est permis de parler de la sorte, vous vous êtes mal embarqué, je crois, avec cet érudit et poétique oiseau, quand il me semble qu'il convenait, en votre affaire, d'évoquer quelque humble, sans doute, mais magnifique métamorphose et de songer au vigoureux mystère d'une chrysalide... Si l'Avenir tient nos dés dans un cornet mystérieux, quel est le nombre qui pourrait sortir pour assurer la gloire du poète? On ne sait; et le poète rêve aux siècles qui viendront. Ils n'ont pas encore une forme, mais ils sont, dans ses pensées, les seuls vraiment qui lui appartiennent, quand les saisons du nôtre, où il est ignoré, l'enveloppent et le dérobent aux regards, et, précisément comme cette chrysalide, que j'ai tout à l'heure nommée et qui sent déjà palpiter, dans les ténèbres où elle médite, ses ailes futures :

Nul, funèbre la nue à nos fenêtres, n'est
Qui dise du futur quel nombre au noir cornet
Révèle d'un dé double une caverne exquise
Ni si déjà la rose exalte une banquise
Aux siècles sans figure encore et les miens seuls
Puisqu'ici les saisons ne sont que mes linceuls,
Rêvé-je, quand ma larme au prodige s'élide
Dans l'ombre où l'aile lourde émeut ma chrysalide.

— Je crois que maintenant dans cette courte phrase, dit M. Lalouette : *Devant lui une troupe guerrière d'Espagnols brisait la tête altière de l'aigle des Germains*, ce ne serait qu'un jeu pour nous de retrouver deux vers de *la Henriade :*

Devant lui d'Espagnols une troupe guerrière
De l'aigle des Germains brisait la tête altière...

Il n'était peut-être pas inutile de montrer comme les mots parfois se présentent dans l'esprit des poètes, et sans que vous ayez à supprimer aucun *e* muet, si le caprice vous prenait de dire en deux vers : *Dans les fêtes...* Je reprends : *Es-fêtes, après le bal sur la pelouse, dans le clair de lune quand le clocher sonnait douze*, il vous faudrait placer ces mots comme, dans *Parallèlement*, a fait Verlaine :

Es-fêtes, dans, après le bal sur la pelouse,
Le clair de lune quand le clocher sonnait douze...

— Je n'aime point du tout cela, dit madame Baramel,

et pourtant je chéris Verlaine, ni le clocher qui sonne douze et qui me fait penser à ce distique :

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11,
12. Minuit sonnait à l'horloge de bronze !

— *Dans - après* m'épouvante ! s'écria M. Escanecrabe ; et il ne faut pas désespérer que, poussant plus loin ces entreprises déplorables, on n'entende, quelque jour, *pour - comme - après*, et je me garderais de jamais dire, s'il m'en venait la fantaisie :

Pour manger comme un tigre après trois jours de jeûne...

Je ne manquerais pas de suivre un si bel exemple !

Pour, comme, après trois jours de jeûne, un tigre, mordre !

— *Mordre !* Vous aviez dit d'abord : *manger !*

— Hélas ! J'ai vu que mon alexandrin s'allongeait d'un pied dans cette aventure ; et ces vers, si je dois les faire encore entendre, dès le premier, je prendrai soin de dire *mordre !*

— Ce n'était pas non plus un *e* muet, ce fut un *la*, que Voltaire dut supprimer lorsqu'il fit un vers de ces mots : *précipitait la rage du peuple ou la retenait :*

Guise, tranquille et fier au milieu de l'orage,
Précipitait du peuple ou retenait la rage...

Mais que ne ferait-on, Madame, au jeu des verbes ? On peut en écrire d'abord deux ; leurs compléments viendront ensuite, comme on le voit dans cette même *Henriade :*

Partout on voit *mûrir*, partout on voit *éclore*
Et *les fruits de Pomone* et *les présents de Flore*...

Vous penserez à Saint-Amant, à ses deux sujets et à ses deux verbes, quand il chante la pêche à la ligne dans la septième partie de son *Moïse Sauvé :*

Mais dans l'onde déjà cette guerre s'allume,
Déjà le crin retors que *le plomb* et *la plume*
Tire au fond et *retient*, à l'œil est dérobé,
Et déjà sous l'appât le piège recourbé...

M. Escanecrabe en souriant murmura :

J'ai cueilli, pêché, lu roses, carpes, Virgile...

— Trois verbes ne sont pas pour nous effrayer et nous entendons encore la malheureuse mère de Sédécie, chez Robert Garnier :

Le sang, le feu, le fer coule, flambe, résonne...

où l'on ne gagne, il est vrai, ni ne perd aucune syllabe, et certains diraient tout simplement :

Le sang coule, le feu flambe, le fer résonne.

— On pourrait, dit M. Escanecrabe, user ainsi de plus de trois verbes :

L'acier, l'eau, l'éléphant, l'oignon, l'œil, la verdure
Perce, coule, barrit, se plume, voit, ne dure.

— On n'y entend plus rien ! dit madame Baramel ; mais je crois que vous prenez les oignons pour des oiseaux ! A-t-on jamais plumé aucun oignon ?

— Ne vous souvenez-vous pas de ce repas dans l'aube, qu'on nous avait d'abord peint au *Moretum* et qui fut ensuite bonne matière à Joachim du Bellay, qui nous montre ce paysan qui mangeait beaucoup d'oignons rouges ? Vous vous rappelez, et l'on dirait d'abord quatre vers de Francis Jammes :

Premièrement grattant un peu la terre,
Quatre aulx épais de racine il déterre,
Arrache aussi des coriandres grêles,
Et du persil aux petites ombelles,
De verte rue il s'est aussi pourveu,
Puis tout joyeux s'assied auprès du feu:
Huche Catou, demande le mortier,
Plume l'oignon...

N'aimez-vous pas *plume l'oignon?* Mais je suis tout prêt à n'en plus parler dans mon distique, pour y loger, au premier vers : *le chat* ou *l'amour* et, au deuxième : *miaule* ou *soupire.*

— Je songe, dit tout à coup M. Lalouette, qui, depuis un moment, était demeuré silencieux, à ce passage de Verlaine, dont vous parliez tout à l'heure : peut-être au lieu de cet *es-fêtes*, qui paraît étrange, pourrait-on mettre *dans les fêtes*...

— C'est ajouter au vers un pied !

— Non certes, si je dis :

Dans les fêtes, après le bal sur la pelouse,
Au clair de lune, quand le clocher sonnait douze...

On entendit alors de fort grands cris et c'était madame Baramel qui proclamait qu'il était bien défendu de rien changer dans les ouvrages des poètes. C'est la sagesse même ; mais M. Lalouette eut assez vite fait de nous persuader que ce serait peut-être quelque jeu de chercher ce qu'eussent pu devenir certains fragments de poèmes, si leur auteur n'avait point fait, en l'un de ses vers, une inversion. Nous nous hâtâmes de montrer à M. Lalouette que les poètes, s'ils avaient ainsi déplacé les mots, avaient sans doute leurs raisons ; mais il est vrai que nous succombâmes promptement à la tentation, quand notre ami nous dit : — Je pense comme vous ; il me semble pourtant assez agréable de nous remettre de la sorte au point même où se trouvait l'auteur, quand il était à l'instant de décider. N'est-ce pas revivre une minute et peut-être une heure de la vie du poète ? Je ne crois pas qu'on me veuille trop vigoureusement gourmander, si je me dis de deux façons ce quatrain de Paul Verlaine :

Il m'arrivait souvent, seul avec ma pensée,
Pour le fils de son nom tel un père de chair,
D'aimer à te rêver dans un avenir cher
La parfaite, la belle et sage fiancée...

Il m'arrivait souvent, seul avec ma pensée,
Tel un père de chair pour le fils de son nom,
De te rêver, en quel avenir, pourquoi non ?
La parfaite, la belle et sage fiancée.

Nous succombâmes, vous dis-je, et connûmes bientôt qu'il ne suffisait pas, en cette affaire, de retourner certains vers, et d'en ajuster d'autres, mais qu'il en fallait composer de nouveaux... M. Escanecrabe, qui avait ouvert La Fontaine à la fable des Membres et l'Estomac, commença : Messer Gaster...

S'il a quelque besoin, tout le corps s'en ressent.
De travailler pour lui les membres se lassant...

Pardon !

Les membres se lassant de travailler pour lui,
Chacun d'eux résolut...

— *Ressent* et *lui* ! La belle rime ! s'écria madame Baramel.

M. Escanecrabe reprit :

S'il a quelque besoin, tout le corps s'en ressent.
On vous l'a vingt fois dit ; quand nous serons à cent...
Au demeurant, il ne m'importe guère ;
Aux sages anciens je ne fais point la guerre :
Gaster était jadis ce qu'il est aujourd'hui.
Les membres se lassant de travailler pour lui,
Chacun d'eux résolut...

M. Lalouette s'était rué sur Baudelaire ; il récitait les vers à la Malabaraise : *Comme tu pleurerais...*

Si, le corset brutal emprisonnant tes flancs,
Il te fallait glaner ton souper dans nos fanges
Et vendre le parfum de tes charmes étranges,
L'œil pensif...

Comment dirons-nous ?

L'œil pensif, et suivant, sous nos cieux grimaçants,
Les fantômes épars des cocotiers absents...

L'œil pensif, et suivant, dans nos soirs indécents,
Les fantômes épars des cocotiers absents...

L'œil pensif, et cherchant, dans ce louche Paris,
Les fantômes absents des cocotiers chéris...

L'œil pensif, et suivant, dans nos sales quartiers,
Les fantômes épars des absents cocotiers...

L'œil pensif, et suivant, dans nos sales brouillards,
Des cocotiers absents les fantômes épars !

Nous respirâmes ; mais M. Escanecrabe déjà massacrait le quatorzain des Hiboux : — Les voyez-vous, disait-il, ces oiseaux tout le jour immobiles, sur leur branche ? Ils me font rêver à ces hommes doctes, à leur pauvre troisième étage de jadis — à la troisième chambre, ainsi que l'on disait — et au bourgeois ignorant et sot qui, dans La Fontaine pense les injurier :

Que sert à vos pareils de lire incessamment ?
Ils sont toujours logés à la troisième chambre,
Vêtus au mois de juin comme au mois de décembre,
Ayant pour tout laquais leur ombre seulement.

Mais que nous content ces oiseaux, c'est les hiboux que je veux dire?

Leur attitude enseigne au sage
Qu'il doit rester à son étage
Loin du bruit et du mouvement;

L'homme d'une ombre qui passe ivre
Porte toujours le châtiment
D'avoir en vain voulu la suivre.

— Ah! Monsieur, ce quatrième vers! Ce n'était pas la peine de vous attaquer et non moins vainement au premier, pour mettre ensuite ainsi la charrue devant les bœufs : *L'homme d'une ombre qui passe ivre!...*

— Au lieu de : *La vie est une image plus vaine...* Toulet n'a-t-il pas écrit :

La vie est plus vaine une image
Que l'ombre sur le mur?

Pour nous consoler, nous relûmes les deux tercets du fameux poème de Baudelaire :

Leur attitude au sage enseigne
Qu'il faut en ce monde qu'il craigne
Le tumulte et le mouvement;

L'homme ivre d'une ombre qui passe
Porte toujours le châtiment
D'avoir voulu changer de place;

et M. Escanecrabe lui-même, dès que nous l'en eûmes prié, ne balança pas d'approuver notre décision que le premier d'entre nous, qui désormais entreprendrait de remettre dans l'ordre habituel les mots de quelque poète, serait banni de notre société.

TRISTAN DERÈME

LA GUERRE TOTALE

Le 12 mars, la délégation du Gouvernement finlandais signe à Moscou la paix avec les Soviets.

Le 15 mars, à l'issue d'un Comité secret, le Sénat vote un ordre du jour demandant que la guerre soit conduite avec une « énergie croissante » ; 60 sénateurs, appartenant à tous les groupes, s'abstiennent de donner leur confiance au Gouvernement. Le 20 mars, également après une séance secrète, la Chambre des députés ne vote la confiance que par 239 voix contre 1 et 300 abstentions (chiffres annoncés en séance) ; ici encore les abstentions se répartissent entre les partis.

Le Cabinet Daladier se démet. Le Ministère Paul Reynaud, constitué le 21 mars avec une forte participation socialiste n'obtient, le 22, que 261 voix contre 156 et 111 abstentions. L'énergique déclaration du nouveau président du Conseil n'est pas parvenue à dégeler tout à fait la mauvaise humeur visible sur un grand nombre de bancs. Le Cabinet décide de rester aux affaires.

Entre la paix russo-finlandaise et la crise politique française, il y a une relation directe de cause à effet. Le Parlement français, interprète de l'opinion publique, a eu le sentiment que les Gouvernements alliés avaient laissé passer l'occasion que leur offrait l'agression soviétique contre la Finlande. Ce fut, outre quelques raisons accessoires, la raison profonde du vote qui entraîna la démission du Cabinet Daladier. Quant

à la froideur qui accompagna la constitution du Ministère Paul Reynaud, il faut en chercher la cause dans la large part réservée aux représentants du groupe socialiste, dans le nombre, jugé excessif, des ministres et sous-secrétaires d'État et surtout dans l'étonnement que suscita la présence, dans le Cabinet de guerre organisé au sein du nouveau Gouvernement, d'hommes qui, à tort ou à raison, passent pour être partisans, à l'égard des Soviets, d'une politique de ménagement.

La lutte que soutint, pendant cent quatre jours, la Finlande, nation de 3 millions et demi d'habitants, contre l'Union Soviétique, qui en compte près de 170 millions, a fait l'admiration de l'univers. On ne rappellera jamais assez l'abjection d'une agression commise sans l'ombre d'un prétexte ni l'héroïsme d'une défense poursuivie dans des conditions épouvantables. Cette abjection, cet héroïsme faisaient à la France et à la Grande-Bretagne, qui sont parties en guerre pour défendre, contre les forts, le droit des faibles à l'indépendance, un devoir d'aider la Finlande de tout leur pouvoir. Leur intérêt le leur commandait aussi car c'était là le moyen de déjouer le plan hitlérien sur lequel nous reviendrons et qui consiste d'abord à bloquer les Alliés au bout de l'Europe.

Ni ce devoir, ni cet intérêt n'ont été méconnus. Paris et Londres étaient décidés à assister la Finlande ; cette assistance a reçu un commencement d'exécution ; des dispositions ont été prises pour qu'elle devienne décisive. Malheureusement, les circonstances ont voulu qu'elle ne le devînt pas assez tôt pour empêcher la Finlande, à bout de souffle, écrasée sous la double pression des armées russes et de la diplomatie allemande, de s'avouer vaincue. Or, en temps de guerre, il ne faut pas être malchanceux.

Dans le dernier numéro de la *Revue de Paris*, M. Roland de Marès a rappelé les arguments invoqués, avec beaucoup de force et de bonne foi, par M. Chamberlain, pour justifier la politique des Cabinets alliés. Ils ont convaincu la Chambre des Communes. Il n'apparaît pas que les mêmes arguments présentés par M. Daladier au Parlement français aient pareillement convaincu celui-ci. [1]

1. Les arguments des « non-interventionnistes » sont exposés dans l'étude du général Brossé qu'on lira plus loin.

C'est qu'en effet, à ces arguments, on peut en opposer d'autres : l'agression soviétique contre la Finlande date du 30 novembre ; la décision de la Société des Nations désignant la Russie comme agresseur date du 14 décembre. Pourquoi n'est-ce que le 5 février que les Gouvernements de Paris et de Londres décident, en principe, l'envoi d'un corps expéditionnaire? Le maréchal Mannerheim déclarait n'avoir pas besoin de renforts avant le mois de mai? Pourquoi avoir accepté, sans discussion, cette affirmation qui pouvait provenir d'une illusion patriotique, alors surtout qu'on avait l'exemple tout récent d'illusions analogues chez l'état-major polonais? Aussi bien, avant qu'un corps expéditionnaire important fût prêt à partir dans de bonnes conditions, ne pouvait-on envoyer une escadre franco-britannique devant Petsamo et Mourmansk, une autre escadre en mer Noire?

Si l'on en juge par l'impression que causa l'affaire de l'*Altmark*, les Gouvernements scandinaves ne sont pas insensibles aux démonstrations de vigueur ; le sentiment qu'ils auraient eu que les Alliés étaient, aussi bien que l'Allemagne, prêts à employer la force ne les aurait-il pas inclinés à prêter à la Finlande un appui en faveur duquel se déclarait d'ailleurs chez eux l'opinion publique? N'aurait-il pas aussi empêché la Norvège de continuer à prêter ses eaux territoriales au trafic des minerais de fer suédois? Quant à la Turquie, la décision de la Société des Nations désignant les Soviets comme agresseur, conjuguée avec l'accord de Montreux, lui faisait un devoir de laisser les Détroits ouverts aux navires de la France et de la Grande-Bretagne. Ces navires, manœuvrant en mer Noire n'eussent-ils pas, en inquiétant les Soviets, soulagé grandement la Finlande et n'eussent-ils point, du même coup, compromis gravement les transports de pétrole que le Reich a établis, à son profit, entre le Caucase et les bouches du Danube?

Ces initiatives auraient sans doute sauvé la Finlande, auraient contribué à priver l'Allemagne de sources indispensables de ravitaillement et auraient montré aux neutres non seulement où se trouvaient leurs véritables intérêts, mais encore les chances les plus sûres de victoire. Sans doute comportaient-elles des risques. Mais, à la guerre, comme au jeu, qui ne risque rien n'a rien.

Obstacles techniques, répugnances des États scandinaves terrorisés par le Reich, illusions même de la Finlande ne suffisent pas en vérité, en dépit de l'évidente bonne foi de MM. Daladier et Chamberlain, à expliquer comment l'occasion a été perdue. Il y faut ajouter, chez les Alliés, une certaine répugnance des amirautés et des états-majors à éparpiller les forces dont ils disposent, une certaine hésitation de hauts fonctionnaires à renoncer à des traditions paperassières et pseudo-juridiques, l'illusion — d'ailleurs plus répandue en Grande-Bretagne qu'en France — que le temps travaille seulement pour nous et que, pour le moment, la seule action valable est celle qui consiste à renforcer nos armements et à grossir nos effectifs. N'oublions pas enfin la persistance, au sein de milieux diplomatiques et politiques influents, du refus de considérer la Russie soviétique comme un adversaire, refus que M. Léon Blum lui-même a dénoncé, et dans lequel il voit, à juste titre, une des raisons qui ont fait douter les États scandinaves de notre volonté de nous engager à fond en Finlande.

D'aucuns, à ce propos, ont été surpris qu'il ait fallu attendre, pour que les Soviets fussent priés, le 19 mars, de rappeler leur ambassadeur à Paris, que M. Souritz ait commis l'incroyable inconvenance d'adresser, *en clair*, à propos de la paix de Moscou, un télégramme de félicitations à Staline dans lequel il osait traiter la France et la Grande-Bretagne de « fauteurs de guerre ».

***

Il ne sert de rien de gémir sur le passé. S'il y faut revenir, ce ne doit être que pour y trouver des enseignements. L'affaire finlandaise et les événements qui en ont été la conséquence en fournissent assez pour éclairer rétrospectivement la stratégie politique hitlérienne, pour donner des indications sur ses démarches prochaines et pour inspirer du même coup nos contre-offensives.

Hitler n'est pas un soldat de profession. C'est un visionnaire, c'est un homme à idées simples, et c'est un révolutionnaire. Il s'ensuit que les manœuvres proprement militaires

sont loin d'être pour lui les seules ou même les préférées. Mais ses réflexes sont rapides.

Aussi bien n'a-t-il pas commencé la guerre actuelle le 1er septembre dernier, mais des années auparavant. Saper ses adversaires par l'intérieur lui a toujours paru, il l'a dit, redit et prouvé, plus sûr que de les vaincre par les armes. D'autre part, pour réussir, tous les moyens lui sont bons. On a souligné, avec raison, les contradictions qui éclatent entre la doctrine de *Mein Kampf* et la politique suivie par le national-socialisme au pouvoir. Mais Hitler se rit de ces contradictions, en cela fidèle adepte, non pas seulement des tenants de la *Realpolitik* chère au IIe Reich, mais surtout de Lénine et de Trotsky. Pour lui, comme pour ces fondateurs du bolchevisme, le but seul importe.

Quant à ce but, à travers les changements de méthode, il n'a pas varié : il s'est constamment agi de libérer l'Allemagne de toutes les entraves que lui imposait le traité de Versailles puis d'établir son hégémonie de la mer du Nord au Pacifique. Égalité des droits, droits de la race, anticommunisme, espace vital n'ont été que des formules de propagande, des *slogans* commodes et transitoires.

Devant ce mélange de brutalité et de duplicité, il n'est pas étonnant que les diplomaties classiques aient souvent perdu pied. Il fut peut-être un moment où l'on pouvait prendre Hitler à ses propres filets, céder à l'Allemagne de quoi faire disparaître chez elle le complexe d'infériorité, générateur de l'esprit de revanche. Il en fut un sûrement où l'on pouvait écraser dans l'œuf les forces renaissantes du Reich. Les occasions furent manquées. Conscientes, trop tard, du danger chaque jour grandissant, les démocraties occidentales, enfin étroitement d'accord, s'efforcèrent alors de dresser, à l'Est et au Sud-Est, des barrières étayées par elles et devant lesquelles, espéraient-elles, Hitler hésiterait. Ce fut la politique franco-britannique des garanties, suite de la politique française des « pactes ». Inaugurée, à la fin de mars 1939, en faveur de la Pologne, elle fut ensuite étendue à la Roumanie et à la Grèce. Puis on s'attacha à la renforcer par un accord avec la Russie.

Politique séduisante et qui, dans la pensée de ses initia-

teurs, devait, en intimidant l'Allemagne, assurer la paix ; mais elle avait l'inconvénient de confondre « quantité » avec « qualité » et de faire un fond exagéré sur la simple addition des populations, des divisions et des escadrilles sans mesurer assez exactement ce que ces additions signifiaient en valeur réelle. Surtout cette politique méconnaissait un facteur capital : la crainte héréditaire, foncière, accrue encore depuis l'avènement du bolchevisme, que la Russie éprouve en face de l'Allemagne.

C'est cette crainte, jointe à la conviction qu'une guerre européenne entraînerait après soi la révolution européenne, qui poussa les Soviets à attiser le conflit entre les démocraties occidentales, gardiennes de l'ordre établi à Versailles, et le IIIe Reich, ennemi juré de ce même ordre : France et Grande-Bretagne apparaissaient, et apparaissent encore, aux yeux des Soviets, comme des paratonnerres destinés à les protéger de la foudre allemande.

Les maîtres du Kremlin espérèrent que la guerre éclaterait à propos des affaires d'Espagne. Ils furent déçus. Ils l'espérèrent encore à propos de la crise tchécoslovaque. Déçus de nouveau, ils usèrent en Occident de l'organisation communiste et d'organisations pseudo-nationales plus ou moins en liaison avec celle-ci pour déconsidérer, sous le couvert d'un superpatriotisme d'autant plus intransigeant qu'il était plus mensonger, la raison et la clairvoyance.

Dès le mois d'avril 1939, sur l'initiative de Staline, des conversations s'engagèrent entre Moscou et Berlin. Les Soviets cependant feignaient de répondre aux avances de Paris et de Londres. Puis, au moment où le raidissement franco-britannique parut sur le point de faire reculer Hitler, ils démasquèrent leurs batteries et conclurent, avec l'Allemagne nazie, cet accord du 22 août qui stupéfia le monde.

Celui-ci croyait encore, en effet, que l'âpre lutte soutenue par le nazisme contre le communisme avait créé, entre les deux régimes, un infranchissable fossé. Mais ce fossé avait été secrètement comblé depuis que Staline s'était, en Russie, livré à un massacre de communistes orthodoxes plus sanglant que jamais le Führer n'en osa rêver. Aussi bien ne s'agissait-il pas de doctrines mais de rapines : Hitler assurait sa tranquil-

lité à l'Est et se ménageait, à terme, un vaste réservoir de matières premières ; Staline exorcisait le spectre d'une attaque allemande et se réservait la possibilité d'une main-mise directe ou indirecte sur une partie de la Pologne, sur les États baltes, sur la Finlande, éventuellement sur la Bessarabie. L'entente fut scellée dans le sang polonais.

Que cette entente, qui a déjà apporté tant d'avantages aux deux complices soit solide, il faut être bien léger pour le méconnaître. Qu'elle comporte des arrière-pensées, c'est certain : Hitler, qui tend de plus en plus à infléchir le national-socialisme vers une sorte de national-bolchevisme, rêve vraisemblablement, à la limite, de transporter de Russie en Allemagne le siège de l'anticapitalisme et, sous ce couvert, d'installer au Kremlin des hommes à lui ; Staline, qui a besoin de consolider ses conquêtes, est sans doute résolu à ne pas s'engager à fond et songe secrètement à faire durer le plus possible, par un adroit jeu de balance, un conflit dont sortira, il l'espère, la révolution universelle.

Dans le discours assez impudent qu'il a prononcé, le 29 mars, devant le Soviet suprême, M. Molotov a déclaré : « Nous ne voulons pas participer à la grande guerre. » Il est fort possible que cette attitude ait été prise d'accord avec Berlin. L'Allemagne, en effet, qui sait ce que vaut l'armée rouge, n'a que faire des divisions russes mais elle a besoin du pétrole et du manganèse russes ; une extension des fronts, consécutive à l'entrée en guerre des Soviets, gênerait considérablement son ravitaillement. Soyons assurés qu'elle encourage le Kremlin dans une attitude qui, en même temps qu'elle entretient peut-être, chez les Alliés, certaines illusions, sert la stratégie hitlérienne.

Cette stratégie, répétons-le, n'est pas essentiellement militaire. Contenir, à l'extrémité de l'Europe, la France et la Grande-Bretagne ; se servir, pour les affaiblir par l'intérieur, des puissants instruments de propagande et d'espionnage dont le Reich dispose (et d'abord de l'organisation communiste qui subsiste en dépit de toutes les poursuites) ; terroriser les neutres voisins pour leur arracher, aux meilleures conditions possibles, les matières premières indispensables ; entreprendre l'équipement de la Russie : voici, en

peu de mots, le plan d'Hitler ; voici qui explique que les offensives sur le front ouest, plusieurs fois annoncées à grand fracas, n'aient jamais eu lieu.

Trois cas cependant pourraient amener le Führer à remanier ce plan : le premier serait un affaiblissement du « moral » des Alliés occidentaux qui les mettrait en état de moindre résistance aux effets d'une attaque massive ; le second serait la perspective d'un épuisement des stocks allemands survenant avant que la Russie ait été mise en état de les remplacer — c'est-à-dire avant le début de 1942. Alors Hitler, devant la menace constituée par l'accroissement des effectifs et des fabrications franco-britanniques pourrait se décider, par un coup de joueur, à brusquer les choses et à entreprendre, vraisemblablement à travers la Hollande et la Belgique, une offensive à l'Ouest ; le troisième cas naîtrait d'initiatives alliées obligeant l'Allemagne à une risposte. Ce cas vient de se produire au Danemark et en Norvège : d'où un nouveau champ d'opérations actives vers lequel Hitler a dû se laisser entraîner.

Cependant, une force immense reste massée derrière la ligne Siegfried. Et sa mise en action reste, à chaque instant, possible.

*
* *

Si cette analyse des dispositions de l'ennemi est exacte, la parade s'indique d'elle-même.

Une attaque de front contre la ligne Siegfried paraît, au moins pour longtemps, exclue ; quels qu'en fussent les résultats, elle ferait répandre à flot un sang français qui est de trop de qualité et de trop de prix pour que la patrie n'en soit pas jalousement ménagère.

Ce qu'il faut c'est, dans la mesure compatible avec notre sécurité immédiate, étendre le cercle étroit où l'Allemagne prétend circonscrire les opérations actives ; c'est surtout barrer tous les chemins de ce ravitaillement extérieur grâce auquel le Reich espère entretenir ses approvisionnements.

C'est toute la question du blocus, blocus qui a trop longtemps comporté de sérieuses lacunes, mais que les Alliés

semblent enfin résolus, si l'on en juge par différentes mesures arrêtées au début d'avril, à resserrer implacablement.

Il s'agit d'abord, bien entendu, du blocus maritime. En ce qui concerne les produits des pays neutres limitrophes de l'Allemagne, le problème est plus complexe : tant que la guerre n'a pas atteint ces pays, les Alliés ne peuvent agir sur eux que par voie d'accords commerciaux, par rationnement de leurs importations originaires des empires français ou britannique, enfin en leur achetant, avant le Reich, les produits guettés par ce dernier. Reste à savoir ce que pèse, en face, auprès de ces neutres, la crainte de l'armée allemande.

Quant à la Russie, une circonstance fait qu'elle ne sera pas, avant un équipement long à réaliser, en état de ravitailler abondamment l'Allemagne en matières premières par les voies intérieures : cette circonstance résulte du simple fait que les grands fleuves russes sont tous dirigés selon un axe nord-sud et qu'ils ne se prêtent pas par conséquent à des transports aisés vers l'Allemagne.

Mais ceci ne saurait légitimer, de notre part, aucun retard, ni surtout la perte d'aucune occasion favorable.

L'Allemagne a besoin de fer, elle a besoin de pétrole. La plus grande partie de ce fer vient de Suède, la plus grande partie du pétrole de Roumanie et du Caucase. Le minerai suédois lui arrive, tant que le golfe de Botnie est gelé, en suivant la côte norvégienne ; le pétrole roumain lui parvient par le chemin de fer de Galicie ou par la voie du Danube ; le pétrole caucasien lui arrive, à travers la mer Noire, de Batoum aux bouches du Danube, et aussi par la voie Caspienne-Volga-Baltique.

En avril, l'amirauté britannique, de concert avec l'amirauté française, a pris des mesures pour que cesse le trafic scandaleux du minerai de fer dans les eaux territoriales de la Norvège et du Danemark. Ces mesures doivent être rigoureuses ; elles peuvent, dans certains cas, aller à l'encontre de certaines des règles traditionnelles du droit international. Tant pis. Contre un adversaire qui, depuis le début, viole cyniquement et systématiquement ces règles, on ne saurait indéfiniment se résoudre à combattre à armes

inégales. La note conçue dans ce sens et que les Gouvernements alliés ont, le 5 avril, communiquée aux Gouvernements norvégien et suédois a suscité à Berlin une vive effervescence. Le 9 avril, les Allemands ont, au mépris de tout droit, occupé le Danemark et différents points de la côte norvégienne. La France et la Grande-Bretagne ont immédiatement décidé de défendre la Norvège. A l'heure où nous écrivons la bataille du Nord est engagée.

Les Roumains ont résisté courageusement à la dure pression exercée sur eux par l'Allemagne pour les amener à augmenter leurs livraisons de pétrole. Ils sentent de nouveau, à propos de la Bessarabie, peser sur eux la menace soviétique. Leur défense se fera d'autant plus résolue qu'ils verront les Alliés mieux décidés à les épauler.

Quant aux transports en mer Noire du pétrole caucasien, on peut conjecturer que la possibilité de les interdire ou de les raréfier a été envisagée.

(Censuré)

Il serait malséant, dans les circonstances présentes, de tenter l'exposé, même théorique, des meilleurs moyens de nous assurer cette bonne volonté et cette neutralité. Qu'il nous suffise de savoir que cette double question, qui est capitale, n'échappe pas à l'attention des diplomaties.

Si on la suppose résolue, il reste que toute opération dans le Sud-Est risque d'entraîner un conflit entre les Soviets et les Alliés. Ce conflit aurait, entre autres, l'avantage de faire automatiquement étendre à la Russie les prohibitions du *Neutrality Act* américain. Il n'est cependant pas un but en soi. On peut même soutenir, comme l'a fait M. Winston Churchill dans son discours du 31 mars, qu'il n'est pas souhaitable. Mais il faut être résolu à en courir le risque.

Reste le danger auquel on faisait allusion tout à l'heure : celui d'un affaiblissement du « moral » franco-britannique augmentant les chances d'une offensive allemande sur le front ouest ou bien conduisant à une paix prématurée.

Deux moyens sûrs semblent devoir être concurremment employés pour maintenir ce moral.

Le premier est de convaincre, par des actes, les populations de la France et de l'empire britannique que rien n'est négligé pour assurer, en dehors de toute préoccupation partisane ou idéologique, avec la victoire finale, une paix strictement conforme aux intérêts des deux puissances.

Le second, c'est de ménager à ces mêmes populations des conditions d'existence telles que la vie économique des pays alliés en guerre puisse se poursuivre avec le minimum de difficultés. La chose est plus facile en Grande-Bretagne, où un faible pourcentage seulement des hommes valides a été mobilisé, qu'en France. Mais, dans le cadre même de notre mobilisation, beaucoup reste à faire chez nous. Les restrictions sont nécessaires, mais la production l'est aussi : « Chacun doit servir », a dit M. Paul Reynaud dans son allocution radiodiffusée du 26 mars, « l'un au combat, un autre à l'usine, le troisième aux champs. Le rôle du Gouvernement est de mettre chacun à sa place. » Si ce rôle d'arbitrage entre les différents besoins de la nation en guerre est exactement rempli, si des réquisitions abusives ne viennent plus désorganiser les travaux agricoles, si tous les hommes inutiles et inutilisés aux armées sont rendus qui à la culture, qui aux entreprises industrielles ou commerciales, si le rythme du travail dans les usines est organisé de manière à concilier les nécessités de la production avec les limites des forces humaines, beaucoup aura été fait pour maintenir le moral d'un pays qui reste foncièrement sain et déterminé. Le peuple français est largement majeur, il ne se paye pas de *slogans*. C'est à ses chefs de lui donner les moyens matériels de fournir tout l'effort à quoi il est résolu.

C'est à ses chefs aussi de veiller à ce que les résultats de cet effort ne soient pas compromis par l'espionnage et la trahison : on a parlé plus haut de l'organisation communiste malgré tout subsistante ; mais il faut mentionner également les quatre millions d'étrangers vivant en France et sur beaucoup desquels une surveillance trop attentive ne saurait être exercée. « Nous pourrirons leur guerre » a dit le maréchal Gœring. A nous de faire le nécessaire pour que ce soit l'ennemi qui « pourrisse ».

A côté des mesures prises ou à prendre pour maintenir intacte

la bonne santé morale de la nation, il y a la propagande proprement dite, celle qui s'adresse à l'étranger et spécialement aux pays neutres. C'est un sujet séduisant et dont on a abondamment discuté. Beaucoup a été fait ; beaucoup reste à faire. Disons-nous cependant que la propagande la plus efficace réside dans la démonstration de la force et dans le succès. Le sabordement de l'*Admiral-Graf-Spee*, l'abordage de l'*Altmark* ont plus fait chez les neutres, pour la cause alliée, que des centaines de conférences et des milliers de tracts. L'issue de la bataille engagée dans le Nord peut être, à cet égard, décisive.

*
* *

Nous sommes plongés dans un conflit de caractère entièrement nouveau, voulu et dirigé, du côté ennemi, par un homme auquel sont étrangères toutes les règles qui ont jusqu'ici gouverné les guerres et qui possède, pour reprendre l'expression de M. Paul Reynaud, « une sorte de génie de la destruction ». Il nous faut nous adapter au jeu tragique qui nous est imposé.

Nous avons fait déjà de dures écoles : la leçon polonaise, la leçon finlandaise doivent porter leurs fruits. Point d'illusions. Point de ménagements. La guerre est totale et les chances de victoire ne se mesurent pas seulement à l'addition des unités combattantes. Aux champs, à l'atelier, dans les ports, sur les voies ferrées aussi bien que dans les lignes fortifiées et sur les terrains de combat se prépare l'issue d'une lutte dont le théâtre dépasse d'ores et déjà largement les contrées techniquement belligérantes. Dans cet immense complexe, il y a, chez l'ennemi, des points faibles. Sachons les distinguer et même si, pour les atteindre, il faut bousculer certains préjugés juridiques ou certaines nostalgies idéologiques, sachons, après les avoir bien préparés, y porter des coups destructeurs.

Les atouts ne nous manquent pas et ils paraissent décisifs. Hitler qui, jusqu'au dernier moment, a cru que nous ne ferions pas la guerre et qui, encore un coup, n'est pas un stratège, a perdu l'occasion de jeter immédiatement sur nous toutes les forces allemandes.

L'armée française est intacte et les mois qui se sont écoulés depuis le début des hostilités ont été mis à profit d'une part pour rendre inexpugnable sa position défensive, d'autre part pour lui donner, au besoin, des possibilités offensives entièrement nouvelles. L'armée anglaise, grossie des contingents des Dominions, voit chaque jour s'accroître ses effectifs et son outillage. Le matériel d'artillerie, les stocks de munitions des Alliés augmentent selon un rythme sans cesse grandissant. Leur aviation est en train de rattraper l'aviation ennemie en attendant de la dépasser. En dépit d'accidents inévitables et qui vont d'ailleurs se raréfiant, les flottes franco-anglaises sont maîtresses des grandes mers. Entre les deux empires alliés règne une entente dont l'accord signé à Londres le 28 mars a accentué le caractère profond et durable jusqu'à en faire une véritable communauté — un *Commonwealth* aux ressources pratiquement inépuisables. Le déplorable état de ses chemins de fer, l'entretien de ses stocks de denrées alimentaires et de matières premières posent au Reich des problèmes peut-être insolubles. La Norvège est engagée à nos côtés. La Russie joue un jeu perfidement égoïste et n'est l'alliée de l'Allemagne que par crainte et dans le succès. Rome, fidèle à l'Axe, refuse cependant de se laisser entraîner à une collusion avec Moscou. Nombre de signes enfin donnent à penser que la plupart des neutres se rendent clairement compte de la catastrophe que constituerait pour eux l'établissement sur l'Europe d'une hégémonie germano-soviétique et n'attendent, pour manifester leurs sympathies, que l'affirmation, chez les Alliés, d'une force et d'une résolution égales à celles qui se sont manifestées dans l'autre camp.

Force et résolution — force qui n'est pas exclusive d'ingéniosité, résolution qui ne signifie pas témérité — tout est là. Un défi a été jeté à la civilisation par un monde barbare, monde dont Hitler, le visionnaire frénétique, et Staline, le despote sanglant, sont l'expression suprême. Le gant a été relevé. Il est consolant, pour l'avenir de l'humanité, de constater que, si les défenseurs du Droit savent utiliser *toutes* leurs chances, ils sont assurés de la victoire.

JACQUES CHASTENET

PAGES DE JOURNAL

L'ACCUEIL que firent les lecteurs français au *Journal* de Samuel Pepys, bourgeois de Londres, fut si favorable qu'il nous dispense de présenter à nouveau ces ympathique et déconcertant personnage. Rappelons seulement que ce fonctionnaire de l'Amirauté, soucieux de ses devoirs mais bon vivant, appliqué mais flâneur, époux dévoué mais infidèle, timoré mais paillard, entreprit, à l'âge de vingt-sept ans, de tenir scrupuleusement son journal. Pendant plus de neuf ans (1660-1669) il nota donc chaque soir avant de se coucher les événements auxquels il avait assisté, les pensées qui lui étaient venues, les malaises qu'il avait éprouvés. Poussé avant tout par le souci de ne rien omettre et incapable sans doute de porter un jugement, il donne autant d'importance à l'achat d'une nouvelle perruque qu'aux fêtes du couronnement, à l'incendie de Londres qu'à une scène de ménage. L'équilibre de sa vie conjugale tient une grande place dans ses préoccupations : madame Pepys était jalouse et c'est sans doute pour cette raison que Samuel eut recours à une sorte de sténographie dont il avait seul le secret. Les manuscrits du *Diary*, légués par lui après sa mort (survenue en 1703), au Madgalene College, Cambridge, ne furent déchiffrés qu'en 1818 par le révérend John Smith, qui consacra trois années à ce travail. Il en résulta huit gros livres in-8°, dans lesquels nous avons puisé les extraits présentés au public français. Pour le premier volume, auquel M. Marcel Thiébaut consacra ici même une pénétrante étude [1], nous avions suivi l'ordre chronologique ; pour le second, qui est sur le point de paraître, il nous a paru préférable de montrer Samuel Pepys dans ses occupations habituelles et ses distractions favorites. A ce dernier ouvrage, nous empruntons les passages suivants.

R. V.

PEPYS TOURISTE

26 juillet 1663 (Jour du Seigneur). — Aux Sources [2] où les gens de la ville étaient nombreux et formaient la majeure partie de l'assistance, bien qu'il s'en trouvât d'autres plus distingués. J'ai rencontré beaucoup de personnes de connais-

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er février 1938.
2. Les sources d'Epsom, alors ville d'eaux à la mode, ces eaux contiennent l'epsomite ou sulfate de magnésie et ont des propriétés laxatives.

sance ; nous avons bu[1] chacun deux pots d'eau et nous sommes partis ; c'est amusant de voir chacun retrousser ses basques, l'un ici, l'autre là, derrière les buissons, et les femmes de même de leur côté. Puis je suis allé avec Creed chez M. Minnes, de là à Durdans, dont nous avons fait le tour ; nous avons pénétré dans la cour et jusqu'au boulingrin, où j'avais assisté à de joyeuses parties dans mon jeune temps, mais personne de la famille n'y était (Mylord Berkeley, à qui le domaine appartient, était à Londres avec sa famille). Puis de ci, de là, dans les bois de M. Minnes, revoyant avec grand plaisir les lieux de mes anciennes promenades, où je marchais en bavardant avec madame Hely auprès de laquelle j'ai connu, pour la première fois, le sentiment d'amour et le plaisir d'être en la compagnie d'une femme, de causer avec elle et de lui prendre la main ; elle était bien jolie. J'ai conduit Creed à l'église d'Ashted (près de l'endroit où, à la suite d'un pari, nous avions conduit, les yeux bandés, Peter, le valet de mon cousin, et d'où il parvint à retrouver un certain lieu que nous avions désigné d'avance). Nous avons entendu là un docteur ennuyeux, pire encore, je crois, que n'était autrefois le pasteur King que nous considérions avec tant de dédain. Après le sermon chez nous où nous avons attendu que notre dîner (deux gros poulets et un bon plat de crème) fût prêt. Ensuite, nous sommes partis nous promener et je l'ai emmené dans le joli petit taillis derrière chez mon cousin où nous avons fini par pénétrer, accompagnés de notre petit chien ; mais quand nous fûmes parmi les coudriers et les buissons, Seigneur, quelle course nous fîmes pendant toute une heure ! Nous étions égarés, je désespérais vraiment de jamais retrouver un sentier et nous allions de fourré en fourré ; j'aurais eu peine à croire qu'on pût rester si longtemps perdu dans un aussi petit espace. A la fin je trouvai au milieu des bois une charmante allée qui les traverse d'un bout à l'autre et j'en suis enfin sorti. J'ai hélé M. Creed qui me cherchait partout ; j'ai dû rentrer dans le bois et l'appeler pour qu'il me rejoigne dans ma belle allée, le petit chien fourrageant toujours avec nous dans le taillis. Après cette marche, Creed était tout ahuri, las et en sueur ; il se coucha par terre, moi aussi un petit

1. Samuel Pepys et son épouse.

peu mais je n'osai pas rester longtemps, je m'éloignai de lui pour aller me promener dans la belle allée verdoyante, qui est longue d'un demi-mille, en relisant mes vœux comme j'ai coutume de le faire le dimanche. Je revins m'étendre auprès de Creed pendant une heure. Nous avons ensuite regagné notre logis, payé la note et nous sommes remontés à cheval, pensant ou bien regagner Londres ou bien chercher un autre gîte. Nous avons traversé tout Epsom à cheval, les gens s'y promenaient par groupes ; c'est amusant de voir comme ils sont là à ne savoir à peu près que faire, sauf boire l'eau le matin. Mais, Seigneur, combien j'ai rencontré là d'habitants de Londres que je n'aurais jamais cru y voir et dont je n'aurais jamais supposé qu'ils eussent l'envie ou les moyens d'y venir ! Nous sommes sortis de la ville par Yowell, un mille au delà de Nonsuch House, et là, notre petit chien, selon sa coutume, se mit à courir après un troupeau de moutons qui paissaient dans le pré communal ; il fut bientôt hors de vue puis essaya de revenir vers nous ; il alla à la dernière barrière, où il nous avait quittés, et là, la pauvre bête perdit notre trace. Au lieu de continuer en avant, il revint sur ses pas et courut de toutes ses forces vers Nonsuch, Creed et moi à ses trousses ; tout le monde nous disait qu'il était passé par là et combien il se hâtait ; nous l'avons dépassé en traversant Yowell et là, nous n'avons plus rien su de lui. Nous sommes pourtant retournés presque jusqu'à Epsom sans rien apprendre. Nous sommes revenus à Yowell où l'on nous dit qu'il avait traversé la ville ; nous sommes repassés par Nonsuch pour voir s'il n'était pas retourné sur ses pas, mais en vain. Nous sommes revenus encore une fois à Yowell, très ennuyés et peinés d'avoir perdu notre chien. Là, nous nous sommes installés pour la nuit, nous et nos chevaux, après avoir chargé des gens de rechercher notre chien dans la ville, mais impossible d'avoir de ses nouvelles. Tandis qu'on préparait le souper que nous avions commandé, nous sommes allés à travers le parc de Nonsuch jusqu'au château, dont nous avons admiré l'extérieur comme nous avons pu, à travers les grilles ; nous avons vu une cour superbe ; nous sommes persuadés que cela a dû être une demeure somptueuse, elle est entourée d'un parc où l'on était en train de tuer une che-

vrette pour l'envoyer au roi. Quand nous sommes revenus, le souper était prêt, un bon gigot de mouton bouilli. Couché dans une chambre à deux lits où nous avons merveilleusement bien dormi toute la nuit.

26 février 1666. — En carrosse jusqu'à Windsor, à la Jarretière. Nous fîmes chercher le Dr Child qui nous y rejoignit et nous conduisit à la chapelle Saint-Georges. Là, il nous fit prendre place dans les stalles des chevaliers [1] (il est amusant d'observer que les femmes et non les hommes ont le droit de s'asseoir dans celles qui ont une plaque de cuivre). On nous apporta des coussins et l'un des jeunes chanteurs nous remit une copie de l'antienne qu'on allait exécuter. Et là, rien que pour nous, on chanta cette antienne et tout le service solennel, uniquement pour nous divertir. L'église est en vérité magnifique et la maîtrise bonne. Toute l'assistance, et en particulier les Pauvres Chevaliers [2], fait de grandes révérences vers l'autel. Après les prières, on nous emmena voir l'orfévrerie de la chapelle, les robes des chevaliers et leurs bannières qui sont suspendues au-dessus des stalles. On nous montra le tombeau du feu roi Charles Ier, celui de Henry VIII et de lady Jane Seymour. Cela fait, nous sommes allés au château royal pour admirer l'élégance et l'agencement de la demeure et des portes : c'est un véritable château de roman. Et, Seigneur, quel point de vue on a du balcon des appartements de la reine ! Enfin, la terrasse, les allées sont des merveilles, les plus belles du monde sans aucun doute. Infiniment satisfait de tout cela, et ma femme enchantée aussi, ce qui ajoutait à mon plaisir. Après avoir distribué une grande quantité d'argent à l'un et à l'autre, nous nous sommes rendus à la taverne pour dîner avec le docteur. Ensuite, en carrosse, et en route pour Eton, le docteur avec nous. A Eton, j'ai laissé ma femme dans le carrosse et nous sommes allés tous deux au collège où nous avons trouvé tout très beau, l'école bien, et charmante la coutume pour les garçons de graver leur nom sur le linteau des fenêtres quand ils vont à Cambridge ; aussi plus d'un, qui est devenu professeur ou prévôt par la suite,

1. Les chevaliers de l'ordre de la Jarretière dont Saint-Georges est le patron.
2. La Compagnie des Pauvres Chevaliers fut fondée par Édouard III pour accueillir les militaires âgés et sans ressources.

a-t-il son nom encore inscrit sur les fenêtres. Dans la grand' salle, il y a des vers écrits par les collégiens *De Peste*, c'est leur coutume d'en faire pendant les jours gras. J'en ai lu quelques-uns, ils étaient fort bons, meilleurs à mon avis que ceux que j'écrivais dans ma jeunesse. On y voit aussi une vue de Venise et un monument rappelant que le tableau a été offert au collège par sir Henry Wotton. Puis chez le portier où nous avons bu de la bière du collège, très bonne ; puis dans les champs derrière les bâtiments, pour voir jouer les écoliers. Ensuite, à la chapelle où nous vîmes entre autres la pierre tombale de sir H. Wotton. Enfin, nous prîmes congé du docteur et remontâmes en carrosse, nous étions contents mais nous tombions de sommeil. Vers huit heures, nous arrivions à la maison et, après avoir passé un moment au bureau, au lit. Une heure plus tard, j'était réveillé par le bruit d'une querelle entre ma femme et Mercer[1] ; cela m'a mis en colère et je me suis disputé avec ma femme. Mais, non sans peine, je me suis rendormi, car je commence à savoir me dominer et je la laisse faire ce qu'il lui plaît.

PEPYS S'INSTRUIT

23 mai 1661. — A la taverne du *Vin du Rhin*, où Jonas Moore, le mathématicien, nous prouva clairement par ses explications que l'Angleterre et la France ne formaient autrefois qu'un seul continent ; il nous en convainquit par d'excellents arguments. Il nous raconta beaucoup de choses tendant à démontrer, non pas tant que l'Écriture est fausse, mais que le temps y est mal calculé et mal interprété. De là, par la rivière, chez moi où je me suis changé, j'ai mis mon costume de soie noire (pour la première fois cette année) ; puis en carrosse chez le lord-maire où la compagnie était nombreuse et choisie et le banquet magnifique. A table, j'ai eu une conversation fort intéressante avec M. Ashmole qui m'assura que les grenouilles et de nombreux insectes tombent souvent du ciel tout formés. On a beaucoup remarqué la singulière attitude du Dr Bates qui ne s'est pas levé et n'a pas bu quand on a porté

1. Mercer était la dame de compagnie de Madame Pepys.

la santé du roi et d'autres personnes [1]. Rentrés tous en carrosse au bureau où nous avons travaillé tard. Ensuite chez moi, et au lit à la lumière du jour. Aujourd'hui, c'était jour de fête par toute la ville et j'ai pris plaisir à voir les petits garçons se promener en procession, leurs manches à balai à la main comme je l'ai fait moi-même il y a bien longtemps [2].

17 octobre 1661. — Au bureau toute la matinée ; à midi, ma femme allant chez mon cousin Snow pour y manger un pâté de venaison (qui s'avéra être un pâté de porc salé) je me suis rendu, comme il était convenu, à l'*Échiquier*, avec le capitaine David Lambert et nous nous sommes donné rendez-vous chez un rôtisseur. Là nous avons eu une longue conversation sur le Portugal, d'où il est revenu depuis peu ; il m'a raconté que c'est un pays fort pauvre et fort sale, je veux parler de la ville et de la cour de Lisbonne ; le roi est un rustre et un benêt. Il n'y a pas longtemps, comme il avait injurié quelqu'un en le traitant de cocu, il reçut un coup d'épée et aurait été tué s'il n'avait pas dit qu'il était le roi. Il n'y a pas de vitres aux fenêtres et les gens n'en veulent pas avoir ; aussi nos marchands s'amusent-ils beaucoup du facteur d'un négociant anglais, qui, nouvellement arrivé là-bas, avait écrit en Angleterre que le verre serait une marchandise très utile à expédier au Portugal. Les repas du roi lui sont apportés par une douzaine de gardes paresseux et parviennent le plus souvent dans des pots de terre jusque sur la table royale ; parfois on ne lui sert que des fruits et, de temps à autre, une demi-poule. Maintenant que l'infante est devenue notre reine, il lui arrive d'avoir une poule entière ou une oie sur sa table, ce qui est tout à fait exceptionnel [3]. A la maison toute la soirée, souper et au lit.

13 janvier 1662. — Toute la matinée chez moi. M. Berkenshaw (que je n'avais pas vu depuis fort longtemps) a passé un grand moment avec moi à parler de musique et j'ai résolu de prendre avec lui des leçons de composition ; je dois commencer demain et il me donne de grands espoirs d'y parvenir

1. C'était un pasteur dissident.
2. Coutume du Jeudi-saint.
3. L'infante Catherine de Bragance, fiancée à Charles II, ne débarqua en Angleterre qu'au mois de mai suivant.

bientôt. Avant midi, les trois frères Honywood : M. Peter, le doyen et le colonel arrivèrent, comme il était convenu, pour dîner avec moi ; ils étaient tellement en avance que je ne savais quoi faire d'eux. Pourtant je leur ai tenu compagnie en bavardant et en mangeant des huîtres jusqu'à une heure puis nous nous sommes mis à table sans attendre mon oncle et ma tante Wight, ce qui m'ennuya, mais ils arrivèrent peu après ; nous avons dîné fort gaiement, du moins je fis semblant de m'amuser, mais je n'ai pris aucun plaisir au repas et encore moins à la société du doyen et du colonel qui m'ont paru être des gens bien médiocres, quoique aimables ; M. Peter leur est bien supérieur. Après le dîner, il nous montra l'expérience (dont j'avais entendu parler) des verres chimiques qui se réduisent en poussière quand on brise un tout petit bout de leur queue, c'est pour moi un grand mystère [1]. Après leur départ, j'ai joué aux cartes avec ma femme et ma tante Wight. Peu après, mon oncle revint, nous avons soupé, bavardé puis rejoué aux cartes, ensuite bonne nuit et au lit.

16 janvier 1662. — Vers Cheapside et au cimetière Saint-Paul, vu passer le convoi funèbre de lord Cornwallis, grand-maître de la maison du roi, qui aimait à tenir des propos hardis et impies ; de là, chez le peintre à qui j'ai payé 6 livres pour les deux portraits et 36 shillings pour les deux cadres [2]. L'après-midi au bureau et le soir chez sir W. Batten ; je l'ai regardé jouer aux cartes avec le capitaine Cocke et Stokes et j'ai soupé avec eux. Stokes nous a dit qu'en Gambie, malgré le climat malsain, les gens du pays vivent très vieux : ainsi le roi a en ce moment cent cinquante ans ; ils calculent l'âge d'après les pluies car chaque année il pleut sans relâche pendant quatre mois entiers. Il nous a raconté aussi que là-bas, le roi a plus de cent femmes, parmi lesquelles il lui a proposé de choisir celle qui lui plairait pour coucher avec. A la maison et au lit.

4 février 1662. — A midi chez lord Crew où dînait un certain M. Temple (un homme intelligent et estimable, à ce qu'il m'a semblé). On vint à parler de la nature des serpents et il

1. C'est l'expérience des larmes bataviques.
2. Le portrait de Samuel et celui de sa femme.

nous raconta qu'il y en a d'énormes dans les régions incultes du Lancashire, ils se nourrissent d'alouettes qu'ils capturent ainsi : ils guettent le moment où l'alouette plane très haut et rampent jusqu'à ce qu'ils se trouvent juste au-dessous d'elle, ils ouvrent la gueule et, suppose-t-on, lancent du poison sur l'oiseau car celui-ci, cessant de décrire son cercle, tombe tout droit dans la gueule du serpent, ce qui est fort étrange. M. Temple est un grand voyageur et, à propos de la tarentule, il raconte que pendant toute la période des moissons, époque à laquelle elle est particulièrement active, des violoneux parcourent sans cesse les champs dans l'attente d'être engagés par les gens qui ont été piqués [1]. De là, au bureau où je suis resté tard et ensuite au lit.

3 août 1662 (Jour du Seigneur). — Levé tôt ; avec le capitaine Cocke à l'arsenal, belle promenade, beau temps. Nous nous sommes promenés jusqu'à l'arrivée du commissaire Pett qui nous a emmenés chez lui pour nous montrer son jardin et ses jolies choses ; il nous a offert un bon petit déjeuner avec du pain et du beurre, une grande variété de gâteaux et d'autres choses et aussi des liqueurs fortes qui n'ont pas manqué de me donner mal à la tête, si peu que j'en aie bu. Peu après, à l'église en voiture avec le commissaire, entendu un sermon ennuyeux. L'église pleine, quelques jolies femmes, entre autres Becky Allen ; elle avait été la demoiselle d'honneur d'un couple de nouveaux mariés venus à l'église aujourd'hui et, ce qui avait l'air plutôt bizarre, ils étaient dans un banc drapé de deuil à cause de la mère de la mariée, on aurait bien dû retirer cela il me semble. Le commissaire a dîné avec moi ; un excellent repas, meilleur que je n'aurais voulu, mais il n'y avait pas moyen de faire autrement. Après le dîner, nous sommes allés nous promener dans le jardin en parlant de nos affaires et de questions maritimes. Puis chez lui, pris un syllabub [2], visité son cabinet qui est loin d'être aussi bien que je croyais ; il est vrai qu'on y peut voir de beaux modèles de bateaux dont je ne puis juger la valeur. Le soir à pied à Hill-House pour souper, puis au lit avec le capitaine Cocke.

1. La tarentule, sorte d'araignée dont la piqûre provoquait une affection nerveuse, dont le seul traitement, croyait-on, était la musique.
2. Boisson à base de lait additionné de vin ou de bière.

Entre autres histoires, il m'a raconté en quel mépris est tenu l'emploi de bourreau en Pologne, bien que ce soit un poste important. Au moment où Cocke y était, le gibet, qui est en belle pierre, avait besoin de réparations, mais on ne put trouver personne pour les exécuter, jusqu'à ce que le bourgmestre ou maire de la ville, avec toutes les compagnies des métiers dont le concours était nécessaire, s'y fussent rendus en procession solennelle, revêtus de leurs costumes de cérémonie et portant leurs bannières ; le bourgmestre donna le premier coup de marteau sur l'échafaud de bois et les autres maîtres des compagnies sur les parties de l'édifice correspondant à leurs métiers, afin que des ouvriers n'eussent pas honte de participer aux travaux du gibet.

5 septembre 1662. — Levé au point du jour, à cinq heures, et en bateau jusqu'à Woolwich. Là, je me suis arrêté pour faire la revue de l'arsenal et inspecter les magasins puis j'ai été seul à pied jusqu'à Greenwich et de là, par la rivière, à Deptford où j'ai contrôlé des munitions, puis j'ai gagné Redriffe à pied, très las cette fois et tout en sueur ; je me suis embarqué pour la Tour, un peu inquiet car la matinée était fraîche et venteuse. Chez moi, où je me suis frotté pour me nettoyer, puis chez M. Bland, le négociant où j'étais invité : j'étais le seul membre de mon bureau, il y avait là tous les fonctionnaires des Douanes, très graves et très dignes, dont j'ai été heureux de faire la connaissance. Entre autres propos intéressants, on a parlé de sir Jerome Bowes, ambassadeur de la reine Élisabeth auprès de l'empereur de Russie [1]. Un jour que des nobles russes avaient voulu passer devant lui dans l'escalier qui conduisait aux appartements de l'empereur, il refusa de le monter à son tour, tant que l'empereur n'eut pas donné l'ordre de traîner les deux hommes du haut en bas des degrés, leur tête cognant à chaque marche jusqu'à ce que mort s'ensuive. Quand il fut enfin monté on lui réclama son épée avant de le laisser pénétrer dans la salle. Il répondit que, puisque on voulait son épée, on aurait aussi ses bottes. Il fit donc tirer ses bottes, envoya chercher sa robe de chambre, son bonnet de nuit et ses pantoufles et fit attendre l'empereur

1. Ivan le Terrible, en 1583.

jusqu'à ce qu'il pût se présenter devant lui en costume de nuit puisqu'on ne lui permettait pas de s'y rendre vêtu en soldat. Enfin, comme l'empereur, par dérision et pour lui prouver son pouvoir sur ses sujets, ordonnait à l'un d'eux de sauter par la fenêtre (et il se rompit le cou sous les yeux de notre ambassadeur), celui-ci expliqua que sa maîtresse faisait plus de cas et meilleur usage du cou de ses sujets ; il ajouta que, pour montrer ce que ses sujets étaient capables de faire pour elle, il allait (ce qu'il fit), jeter le gantelet devant l'empereur, et il défia tous les nobles présents de venir le ramasser, pour être champions de l'empereur contre sa reine. C'est pourquoi, même encore de nos jours, le nom de sir Jerome Bowes est célèbre et honoré là-bas. Après le dîner, je suis allé chez sir W. Batten où j'ai eu plaisir à constater combien les deux sir Williams sont jaloux de voir que j'ai été à Woolwich, que je remplis ma charge comme je le fais et que j'ai dîné avec la Commission des Douanes. Puis au bureau jusqu'à neuf heures du soir, chez moi et au lit.

PEPYS S'AMUSE

14 août 1666. (Jour d'actions de grâces) [1]. — M. Foley et son commis sont venus apporter une caisse de toutes espèces d'outils de charpentier et de menuisier que j'avais commandés, j'en suis très satisfait et je vais en acheter davantage. Puis j'ai été au *Vieux Cygne* où j'ai fait venir Betty Michell que j'ai embrassée, j'aurais voulu qu'elle vienne avec moi jusqu'à Westminster, mais je l'ai trouvée un peu plus froide que de coutume, m'a-t-il semblé, et cela m'a un peu ennuyé. Je suis parti assez mécontent. A la maison dîné, ensuite avec ma femme et Mercer à *l'Arène aux Ours* [2] où je n'avais pas été, je crois, depuis des années, et j'ai assisté aux jeux : des taureaux lancent des chiens en l'air à coups de cornes, l'un d'eux retomba même jusque dans les loges. Mais c'est un divertissement fort grossier et fort répugnant. Il y avait avec nous dans notre loge, une quantité de matamores (l'un d'eux,

1. Pour la récente victoire navale sur les Hollandais.
2. Les arènes aux Ours, qui servaient aussi aux combats de boxe, étaient situées sur la rive droite de la Tamise, à Bankside.

très élégant, descendit dans l'arène et paria sur son chien, étrange conduite pour un gentleman), ils burent du vin, et portèrent d'abord la santé de Mercer ; je leur en fis raison, le chapeau à la main. A la maison, assez satisfait des occupations variées de l'après-midi ; dans ma chambre jusqu'à l'arrivée de mes invités pour le souper. Nous nous sommes bien amusés puis, vers neuf heures nous nous sommes rendus à la porte de madame Mercer où les garçons nous attendaient avec des feux d'artifice, son fils avait préparé des serpenteaux et des fusées en abondance ; nous nous sommes bien amusés jusqu'à minuit à lancer nos fusées, à nous brûler les uns les autres et à brûler les gens d'en face aussi. A la fin, nos provisions presque épuisées, nous sommes rentrés chez madame Mercer et là, très gaiement nous nous sommes entrebarbouillés de chandelle et de suie, si bien que nous ressemblions tous à des démons. Là-dessus nous sommes partis et je les ai emmenés chez moi. Je les ai fait boire, nous sommes montés au premier étage et nous nous sommes mis à danser (William Batelier danse bien) et à nous habiller lui et moi en femmes ; Mercer avait mis un costume de Tom et était en garçon, nous nous sommes beaucoup amusés, Mercer a dansé la gigue et Nan Wright, ma femme et Peg Penn ont mis des perruques. Le temps se passa ainsi fort joyeusement jusqu'à trois ou quatre heures du matin, et puis au lit.

4 janvier 1667. — Nos invités arrivèrent pour dîner : lord Brouncker, sir W. Pen, sa femme, Peg et son fiancé, M. Lowther. J'avais largement de la place pour dix mais ma table aurait eu du mal à en tenir davantage si sir J. Minnes (qui a mal à la jambe), sa sœur et sa nièce étaient venus ; j'étais bien aise qu'ils ne soient pas là. Ils ouvrirent tous de grands yeux de se voir servis si magnifiquement dans de la vaisselle d'argent. Ce fut vraiment un beau dîner, bien qu'il y eût seulement sept plats. Lady Batten dut rentrer chez elle, sa crise de fièvre l'ayant prise à table. Le soir, soupé puis joué aux cartes et enfin bu un flacon de bière aux pommes servi dans un bol de bois, en manière de breuvage de Noël, ce qui nous amusa tous. Ils sont remplis d'admiration pour mon argenterie.

1er août 1667. — A midi, dîné avec ma femme chez sir W. Pen (avec madame Turner et son mari pour toute compagnie) d'un satané pâté de venaison qui puait comme le diable. Mais je ne m'en suis aperçu que le repas fini. On ne nous servit, à part cela, qu'un gigot de mouton et un poulet ou deux. Madame Markham était là avec son gros ventre. J'étais très gai et, après le dîner, sur une suggestion des femmes, je me laissai entraîner à aller au théâtre avec elles, pour la première fois depuis que les Hollandais sont venus sur nos côtes. Donc, au théâtre du Roi pour y voir *La Coutume de la Campagne* [1]. La salle vide comme je ne l'avais jamais vue, et la pièce mauvaise. Après la représentation, nous sommes entrés dans les coulisses voir Knepp [2] qui est venue en carrosse avec nous à Neat-House sur la route de Chelsea et là, dans une cabane placée dans un arbre, nous nous sommes installés pour chanter, parler et manger ; ma femme était de mauvaise humeur, comme toujours quand Knepp est là. La nuit tombée, à la maison, les portes de la Cité fermées car il était tard. A Newgate tout était sens dessus dessous, car des voleurs venaient de s'évader de la prison, et notre cocher dut pousser ses chevaux pour échapper à deux ou trois individus qui, dit-il, étaient des vauriens et qu'il rencontra près de Cheapside. Chez moi et au lit, ma femme toujours de mauvaise humeur.

6 septembre 1667. — A Westminster ; dans le Hall acheté l'*Héraldique* de Guillim. A la foire Saint-Barthélémy, il y avait beaucoup de boue et il faisait déjà nuit. Nous avons vu un pauvre homme, les jambes attachées dans le dos, danser sur les mains, le derrière au-dessus de la tête ; il dansait aussi sur des béquilles sans que ses jambes touchent terre pour le soulager ; il y parvint à si grand'peine que j'étais navré de voir cela, j'avais pitié de lui et je lui ai donné de l'argent quand il eut fini. Puis nous avons été voir un mécanisme d'horlogerie fait par un Anglais, vraiment très bien, où l'on montre les différents âges de la vie, jusqu'à cent ans, très intéressant et très sérieux ; nous avons vu aussi d'autres choses plus gaies puis ce fut fini ; nous avons pris un porte-

1. Comédie de Beaumont et Fletcher.
2. Actrice du théâtre du Roi, grande amie de Samuel.

flambeau, les femmes étant décidées à se crotter, et nous avons été de-ci de-là, à la recherche d'une voiture ; ma femme qui marchait un peu en avant manqua d'être emmenée en carrosse par quelqu'un que nous avons reconnu pour être Sam Hartlibb. Ma femme portait son masque ; pourtant on ne peut pas dire qu'il songeait à mal, car c'était juste au moment où elle était à la portière d'un carrosse qu'il avait pris ou s'apprêtait à prendre, et il lui demanda : « Madame, montez-vous dans ce carrosse ? » Mais, dès qu'il vit un homme s'approcher d'elle, je ne sais s'il me reconnut, il s'en alla à grandes enjambées. Peu après, nous avons trouvé un carrosse, nous sommes rentrés à la maison, là nous avons soupé, puis au lit.

6 janvier 1668. — Levé, laissant ma femme s'habiller et les servantes préparer le souper pour nos invités de ce soir ; en carrosse à Whitehall et là j'ai rencontré M. Pierce et (comme je le craignais, à cause de l'étourderie de ma femme) il avait compris que c'était à dîner qu'il était invité chez moi aujourd'hui, alors que c'est à souper. Ayant terminé mes affaires à la Cour, je suis rentré à la maison où j'ai trouvé M. Harris venu pour dîner avec moi, toujours à cause de la même erreur. Nous lui avons préparé quand même un bon repas, au cours duquel nous avons parlé de maintes choses et j'ai découvert que c'était un homme très intelligent. Je n'en connais pas dans mes relations qui soit plus doué pour la conversation, aussi bien sur son commerce que sur d'autres sujets ; c'est un homme compréhensif, observateur, qui parle avec agrément et il est d'une extrême courtoisie. J'étais enchanté de sa compagnie et après le dîner j'ai pris un carrosse avec lui, ma femme et sa suivante pour aller au théâtre et le reconduire ensuite chez lui. Mais je suis descendu en cours de route pour retourner chez moi, pensant pouvoir parler à madame Bagwell que j'ai aperçue aujourd'hui dans notre vestibule ; je ne l'avais pas vue depuis un an je crois, et même davantage, et *voudrai avoir hazer alcun with her, sed* [1] elle était partie, aussi je retournai en carrosse retrouver ma femme au théâtre du duc d'York, au parterre, où je la laissai pour aller chercher ma-

1. Je voudrais faire quelque chose avec elle mais...

dame Pierce et ses cousines que j'amenai au théâtre. La salle était pleine, je fus obligé de les emmener dans une loge, cela m'a coûté 20 shillings sans compter des oranges, ce qui m'ennuya, en dépit du plaisir que je prenais en leur compagnie. La pièce finie, nous avons attendu que Harris soit déshabillé (on jouait *La Tempête*) et nous voilà partis tous ensemble à la maison où nous avons trouvé de bons feux allumés et des bougies toutes prêtes ; il y en avait autant au bureau. Les deux dames Mercer étaient là avec Betty Turner, Pendleton et W. Batelier. Pleins de gaieté, nous nous sommes mis à danser, nous avions un orchestre remarquable, deux violons, une basse de viole, un théorbe, en tout quatre musiciens (ceux du duc de Buckingham que Greeting m'avait envoyés) et la danse commença. Ensuite, ce fut un très bon souper, très gai, tandis qu'on nous jouait de la belle musique. Après le souper, dansé et chanté jusqu'à minuit environ ; alors on offrit un bon posset au vin d'Espagne [1] et un excellent gâteau, qui me revenait à plus de 20 shillings, confectionné par notre Jane et qu'on découpa en vingt parts ; c'était à ce moment le nombre des assistants car il était venu des voisins, des jeunes gens que le bruit de nos danses avait attirés. Ensuite, les danses ont recommencé et les chants aussi, avec un plaisir extraordinaire jusqu'à deux heures du matin. Puis l'on se sépara. Les invités partis, je payai les musiciens, trois livres pour eux quatre, et ensuite au lit, fatigué et très content. Je suis heureux de réfléchir à ce propos (comme il m'arrive de le faire dans d'autres cas, par exemple quand je vais au théâtre ou quelque chose de ce genre) que c'est là la plus grande et la plus véritable satisfaction que je puisse espérer dans ce monde, et que, si nous travaillons, c'est dans cet espoir ; aussi je m'amuse de tout mon cœur, bien persuadé que si je ne le fais pas maintenant, je ne pourrai peut-être pas plus tard en supporter la dépense ou bien avoir la santé nécessaire pour en jouir ; je devrai alors me contenter de la vaine attente du plaisir ou même m'en passer complètement.

26 mars 1668. — Seul au théâtre du Duc pour voir la nouvelle pièce *L'Homme est le Maître* [2], la salle était très pleine,

1. Lait chaud épaissi par l'adjonction de vin ou de cidre.
2. Par sir W. Davenant, d'après deux pièces de Scarron.

bien qu'il ne fût pas plus d'une heure, mais ma femme et Deb[1] qui étaient déjà là avec madame Pierce et Betty Turner, me firent une place ; je me suis installé là, il m'en a coûté 8 shillings d'oranges à 6 pence pièce que je leur ai offertes. Bientôt le roi arriva ; nous étions juste au-dessous de lui, de sorte que je n'osai pas me retourner de toute la représentation. La pièce est traduite du français d'après un sujet espagnol, elle n'a rien d'extraordinaire du tout et j'ai bien vu que le roi et son entourage la trouvaient médiocre, en dépit de quelques bons passages mais presque toutes les plaisanteries étaient bien piètres, bien stupides, comme de s'éclabousser en buvant du posset au vin d'Espagne. Le prologue est mauvais et l'épilogue n'a guère d'intérêt que par son originalité car il est chanté par Harris et un autre en forme de ballade. Ensuite, d'un commun accord, nous sommes tous allés aux *Ballons Bleus*, tout auprès, en compagnie de M. Pierce que nous avions rencontré au théâtre. Après mille difficultés pour nous procurer des musiciens, nous avons dansé puis nous avons fait un souper de plats français que, cependant, je n'ai pas trouvé bon, puis les danses et les chants ont repris ; nous nous sommes fort divertis jusqu'à onze heures ou minuit ; tout le monde était heureux et je me réjouissais, comme j'aime à le faire, d'un plaisir qui mérite le mieux la peine qu'on se donne pour l'obtenir, qui est ce qu'on peut espérer de mieux en ce monde et dont il faut profiter pendant qu'on est jeune et capable d'en jouir. Ma femme était extrêmement élégante avec son costume de moire à fleurs, acheté voici un peu plus d'un an avant qu'elle ne soit en deuil de ma mère, et qu'elle n'avait pu encore porter ; tout le monde l'a beaucoup admirée, et vraiment elle est magnifique et très belle là dedans. J'ai payé la note qui s'élevait à plus de quatre livres et nous nous sommes séparés. Nous sommes rentrés en carrosse avec W. Batelier en faisant le tour de l'enceinte et nous fûmes tant de fois arrêtés par la garde qu'il nous en coûta beaucoup de temps et d'ennuis, sans compter l'argent que nous donnions à chaque fois en pourboire ; nous avons failli être retenus toute la nuit à Moorgate, par un sergent importun. Nous sommes bien arrivés chez nous vers deux heures du matin, ensuite au lit.

1. Sa suivante.

12 mai 1668. — Chez madame Mercer où je trouvai ses deux filles et une jolie femme que je ne connaissais pas, une très jolie brune qui parle bien français, elle est catholique et c'est la fille d'un marchand ; après être resté un moment à bavarder, je les emmenai à Islington manger, boire, chanter et bien s'amuser ; rentrés au clair de lune avec une joie infinie et chanté encore dans le jardin de Mercer. Nous nous sommes séparés ; j'avais vu à Islington une momie dans le magasin d'un marchand, le milieu du corps d'un homme ou d'une femme, noir et durci. Je n'en avais encore jamais vu, aussi cela me plut fort quoique ce ne soit pas un beau spectacle ; il m'en donna un petit morceau et l'os d'un bras, je crois ; donc à la maison et là au lit.

30 mai 1668. — Levé, mis un costume d'été neuf en bombasin noir [1] et au bureau. J'ai conclu un arrangement avec mon barbier pour qu'il entretienne ma perruque en bon état pour 20 shillings par an, de sorte que je vais être désormais très élégant, beaucoup plus qu'à l'accoutumée. A midi pour dîner à la maison, puis au théâtre du Roi où j'ai vu jouer *Philaster* ; c'est drôle de voir comme je me rappelle, presque tout au long, depuis ma jeunesse, le rôle d'Aréthuse que je devais jouer chez sir Robert Cooke ; cela m'amuse encore bien plus quand je songe au ridicule qu'il y aurait eu pour moi à représenter une jolie femme. Chez M. Pierce où j'ai vu aussi Knepp ; nous nous sommes bien amusés, et là, j'ai vu la petite Lady Katherine Montaigu venue à Londres à cause de sa maladie d'yeux, on croit qu'elle a les écrouelles, pauvre jolie petite fille [2]. Puis à la Nouvelle-Bourse où j'ai rencontré Harris et Rolt avec un certain Richard, un tailleur, qui est grand coureur de jupons ; avec eux à Vauxhall, où nous tombons sur la bande de Harry Killigrew, un drôle qui vient d'arriver de France, mais qui est encore en disgrâce à la Cour, et, avec lui, le jeune Newport et d'autres, les plus fieffés coquins de toute la ville, prêts à se saisir de toutes les femmes qui passeraient à leur portée. Nous avons soupé dans un bosquet, mais, Seigneur, leurs propos extravagants et obscènes me don-

1. Tissu léger de soie tramée laine.
2. La plus jeune fille des Sandwich, née en 1661 et qui ne devait mourir qu'à quatre-vingt-seize ans.

naient mal au cœur. J'ai compris pour la première fois, d'après leur conversation, ce qu'était la bande qu'on appelle depuis peu *Ballers*. Harris racontait ce qu'il en était, d'après une réunion de jeunes viveurs à laquelle il a assisté, ainsi que lady Bennet et ses femmes [1] ; il a raconté comment ils dansent tout nus et font les choses les plus gaillardes du monde. Seigneur, en quelle infâme compagnie de débauchés je me trouvais ce soir, mais ils sont pleins d'esprit et cela vaut la peine d'aller avec eux une fois par hasard pour se rendre compte de leurs façons, de leurs propos et de leur conduite.

7 avril 1669. — Levé, en carrosse chez mes cousins Turner pour les inviter à dîner avec nous au *Coq*. A la Nouvelle-Bourse, causé avec Betty ma petite couturière, puis été chercher les Turner pour les emmener dîner ; mais, ma femme n'étant pas arrivée, je m'en retournais quand j'ai été rejoint par le porteur d'un message où ma femme me faisait savoir qu'étant malade elle ne pouvait se joindre à nous. Je revins donc au *Coq* où nous nous sommes bien amusés, la maison étant renommée pour sa bonne chère, en particulier le ragoût de pois ; après le dîner ils sont partis et moi j'ai été à la salle du Conseil. Puis chez ma cousine Turner, d'où nous avons été avec elle, ses filles et sa sœur, à la chambre de Talbot Pepys au Temple, où le pauvre garçon avait fait préparer un beau plat d'anchois et de gâteaux. Il arriva là M. Eden qui est en froid avec sa fiancée depuis l'autre soir où il est rentré ivre. Mais je les ai réconciliés par mes bouffonneries, en inventant une façon d'épeler leurs noms et en faisant épeler par Theophila le nom de Lamton qu'elle prétendait être celui de la fiancée de M. Eden [2], nous nous sommes bien amusés jusqu'à une heure tardive, puis je suis rentré chez moi en carrosse et ensuite au lit ; ma femme était malade mais pas trop mécontente de ma sortie [3].

SAMUEL PEPYS

(TRADUCTION DE RENÉE VILLOTEAU).

1. Le titre de lady est attribué ici ironiquement par Pepys à une célèbre procureuse.
2. Margaret Lamton épousa peu après Robert Eden, créé Lord Auckland en 1672.
3. Copyright by *N. R. F.*

L'AGRICULTURE EN GUERRE

La situation agricole actuelle est très différente de celle du début de la guerre précédente.

En 1914, nous avions perdu, en quelques semaines, des territoires produisant 20 p. cent de nos céréales, 50 p. cent de notre sucre et de notre alcool. Rien de tel aujourd'hui.

Une guerre qui éclate le 2 août tombe en pleine moisson. A la mobilisation de 1914, les blés étaient à peine coupés et les avoines encore sur pied. Les pertes, même dans les régions non envahies, furent considérables.

En 1939, quoique la moisson ait été particulièrement tardive, il ne restait, en général, à la déclaration de guerre, qu'une petite partie des avoines à rentrer. On arriva, tant bien que mal, pendant les premiers jours de guerre, à finir de mettre les grains à l'abri. Les pertes dans les champs ne portèrent que sur les regains, mais furent compensées par une récolte particulièrement abondante en fourrages de première coupe.

On sait que l'hiver 1938-1939 a détruit dans beaucoup de régions jusqu'à 90 p. cent des emblavures. On a resemé au printemps des blés qui ont mûri tard mais, par une chance que les statisticiens s'accordent à qualifier d'exceptionnelle, tous les blés semés ou resemés en bonnes terres ont réussi, de sorte que, malgré le déficit de surface (dû à ce que beaucoup de petits agriculteurs ne sont pas outillés pour faire un travail imprévu aussi considérable que de semer deux fois le même champ), on estime que la récolte de 1939 fournira 80 millions de quin-

taux de blé[1], quantité supérieure à nos besoins normaux.

Tenant compte de ce que la récolte de 1938 avait laissé un report de 18 à 21 millions de quintaux dont toute l'ingéniosité de l'Office du blé s'appliquait, sans succès d'ailleurs, à tirer parti, « tenant compte qu'il convient de grossir ce chiffre de 5 à 6 millions de quintaux du fait que la dernière récolte a été meilleure qu'on ne l'avait cru tout d'abord » (*J. O.* du 2 mars, p. 427), nous pouvons admettre que nous sommes entrés en guerre avec une réserve de blé équivalente à un tiers de notre besoin annuel.

On a dit que M. Hitler avait déclenché les hostilités le 1er septembre parce que la moisson française était en retard. Nous ne croyons pas que les conditions atmosphériques soient très différentes de l'un ou de l'autre côté du Rhin. Si, en Allemagne, la moisson paraît précoce, c'est parce que l'on y cultive beaucoup plus de seigle, céréale qui mûrit huit à quinze jours plus tôt que le blé. On sait que nous avons beaucoup diminué la culture du seigle depuis qu'il n'est plus de mode de le distiller.

Les pertes sur la récolte de 1939 ont été surtout sensibles sur les betteraves dont la période normale d'arrachage s'étend du 20 septembre au 20 novembre ; mais ces pertes sont dues, comme toutes les autres difficultés qui assaillent actuellement l'agriculture, beaucoup plus aux intempéries qu'à l'état de guerre.

Il faut remonter très loin dans la mémoire des cultivateurs pour retrouver des conditions atmosphériques aussi continuellement défavorables que celles que nous avons subies d'octobre 1939 à février 1940. Je me rappelle que, vers 1890, les blés n'ayant pu être semés en automne ou ayant été détruits, on était arrivé, au mois de mars suivant, avec des emblavures insignifiantes.

Deux fois, pendant la guerre de 1914-1918, les blés ont été partiellement gelés et comme le désastre atteignait tantôt les blés semés tôt, tantôt les blés semés tard, une semaille s'étalant du 1er octobre au 1er décembre était une assurance contre la perte totale.

De 1918 à 1938, on n'entendit plus parler du gel des blés. Pendant ces vingt ans les espèces de blé furent entièrement renouvelées par les travaux considérables des génétistes et on

1. On sait que l'importance exacte d'une récolte ne peut être fixée qu'à la fin du battage, c'est-à-dire au mois de juin.

se berça de la douce illusion d'avoir créé des races de blés beaucoup plus résistantes que celles d'autrefois.

Le réveil fut dur, en décembre 1938, quand il fallut constater que les blés d'automne semés tôt ou semés tard avaient été également détruits par le froid dans une proportion inconnue depuis un demi-siècle.

Dès les premiers jours de janvier 1939 on vit l'étendue du ravage, mais les conditions atmosphériques de janvier et de février 1939 permirent aux agriculteurs très diligents qui avaient la force nécessaire en hommes et en chevaux de réemblaver leurs champs en blés d'automne (qui peuvent encore réussir si on les met en terre avant le 15 février) et d'éviter le risque plus grand des blés de printemps qui ne poussent pas en France comme au Canada.

Les dégâts causés par les gelées de l'hiver dernier ont affecté une forme très différente de ceux de l'hiver précédent. Les blés ont été, le plus souvent, partiellement gelés, c'est-à-dire qu'ils sont clairs. On voit aussi, dans le même champ, des surfaces entièrement détruites et des parties qui paraissent encore acceptables ; dans les unes la végétation reprend et dans les autres la pousse s'étiole petit à petit. Même si on avait voulu réensemencer en février, la rigueur du temps ne l'aurait pas permis.

Pendant tout le mois de mars on a hésité sur la conduite à tenir. Finalement, on a réensemencé en mars des surfaces considérables en blés alternatifs. On continue en avril à semer les Florence-Aurore, c'est-à-dire les plus tardifs. Dans quelle mesure réussiront-ils ? Personne ne peut le dire puisque le cas est sans précédent.

Quoi qu'il en soit, le déficit est, dès maintenant, inéluctable puisque les blés clairs ne peuvent fournir un grand rendement et que les surfaces ensemencées sont fortement réduites.

M. Ducos, sous-secrétaire d'État au Ministère de la Défense Nationale et de la Guerre, a dit au Sénat (*J. O.* du 2 fév., p. 58) que « dans les pays de grande culture la moyenne des ensemencements d'automne n'a été que de 50 p. cent et qu'elle n'a pas dépassé 10 p. cent dans le Nord ». Cette précision du ministre n'ayant pas été censurée, nous nous croyons autorisés à la reproduire.

Ω

En ce qui concerne les betteraves, nous savions, dès le mois de septembre, que la récolte serait considérable et que la plupart des planteurs dépasseraient leurs contingents, quoique ceux-ci aient été relevés au printemps de 1939 après que l'on eut constaté le déficit de la récolte 1938-1939 et même la difficulté de la soudure.

Les craintes d'avoir des stocks invendables ayant disparu avec la guerre, toute l'histoire des contingentements est entrée en sommeil et il était à prévoir que la récolte actuelle permettrait de constituer d'importantes réserves en sucre et en alcool. Malheureusement, il faut reconnaître que les prévisions optimistes de septembre n'ont pas été entièrement réalisées car les intempéries ont été aussi fatales et l'état de guerre beaucoup plus fatal pour les betteraves que pour le blé.

Pendant les deux mois normaux d'arrachage, on a pu compter sur les doigts d'une seule main les jours entiers favorables à ce travail qu'il a fallu, comme disent les paysans « voler au ciel » entre deux averses. Les Belges sont venus tard et au compte-goutte. Beaucoup sont rentrés chez eux au moment de l'alerte du 11 novembre et ne sont pas revenus.

Alors que, normalement, dans le chargement des camions ou wagons de betteraves, il entrait 25 à 30 p. cent de terre inutile, nous avons cette année dépassé le plus souvent 50 p. cent. Et, pour débarder du champ au silo ou sur la route nous avons remué un poids mort encore plus grand. Le chargement des betteraves qui, en année normale et en bonne saison, se faisait à la tâche pour 3 francs la tonne a coûté cette année, sous la pluie et dans la boue, quatre ou cinq fois plus quand il a fallu couvrir et découvrir les tas et débarder deux fois ce qui n'était pas rigoureusement en bordure d'une route empierrée. Si l'on ajoute que des champs entiers de betteraves n'ont pu être arrachés par suite d'inondations ou de manque de main-d'œuvre, que, faute de faire le travail en temps voulu, des betteraves ont été gelées et ont perdu 20 p. cent de leur densité en alcool, que les betteraves gelées se travaillent dans des conditions très péni-

bles qui mettent à mal l'outillage des usines et ralentissent considérablement le débit, on comprendra que ceux qui veulent garder l'esprit serein et dispos s'abstiennent de calculer le prix de revient. Les sucreries ont commencé à fabriquer avec beaucoup de retard en attendant l'affectation spéciale des dirigeants. Au lieu de terminer, comme il eût été normal, le 31 décembre, beaucoup d'entre elles ont travaillé jusqu'en mars. Après quoi elles ont abandonné le reste au bord des routes ou dans les silos.

La campagne étant terminée, nous avons des précisions. Le contingent de sucre avait été fixé à 940 000 tonnes ; il est dépassé de 7 à 8 p. cent puisqu'on annonce un excédent de 80 000 tonnes. Pour l'alcool la proportion est la même.

Une sucrerie, prise au hasard, qui avait l'an dernier un déficit de 30 p. cent sur son contingent, prévoit pour cette année un excédent de 30 p. cent en poids de betteraves ramené à 15 p. cent en sucre et alcool à cause du mauvais rendement.

Sans les pertes indiquées, nous tenions, cette année, une production record. De ce côté, notre ravitaillement est plus qu'assuré.

Craignant une diminution importante dans les plantations de betteraves pour 1940, le ministre de l'Agriculture nous annonce qu'il a décidé, d'accord avec le ministre des Finances, que le prix du sucre obtenu pendant la campagne 1940-1941 sera fixé de façon telle qu'il garantisse aux planteurs de betteraves un prix minimum égal à 110 p. cent du prix payé pour les betteraves du contingent de la campagne 1939-1940. C'est toujours cette idée un peu simpliste que, lorsqu'une denrée agricole manque ou va manquer, il suffit d'en élever le prix pour la faire pousser.

(Censuré)

nous croyons que la meilleure chance pour inciter les planteurs de betteraves à planter, c'est de leur inculquer la conviction qu'ils auront, en temps utile, des bineurs et des camions.

La caractéristique de l'agriculteur est d'avoir toujours un plan de quatre ans et un plan du jour et de ne jamais exécuter ni l'un ni l'autre.

Le 2 septembre nous étions fixés sur nos pertes en hommes et en chevaux. Le 3, un nouveau plan était établi avec l'idée générale de sauver les surfaces et de jeter du lest sur la qualité du travail.

Nous avons immédiatement arrêté le trieur et décidé de semer le blé non trié, ce qui n'était pas très grave. Nous avons remisé le semoir à rayons qui occupe trois chevaux et deux hommes et sorti le semoir à la volée qui ne demande qu'un homme et un cheval et qui travaille vite et mal ; nous avons décidé de ne pas semer les engrais en automne espérant pouvoir nous rattraper au printemps, ce qui n'est pas impossible. Malheureusement, après quatre mois de mauvais temps ininterrompu nous avons dû aussi capituler sur les surfaces en concentrant notre activité sur les meilleures terres de la ferme. Nous n'avons d'ailleurs rien inventé. Le dépôt d'engrais le plus proche nous a déclaré qu'il n'avait pas sorti de ses hangars en automne le quart des quantités habituelles.

La grande culture est souvent plus gênée par la disparition des entreprises de transport que par la réquisition de ses propres chevaux.

Le 23 septembre, il nous restait à faire un jour de labour pour finir de préparer toutes les terres à blé. La Commission de réception de notre canton nous invita à livrer, ce jour-là, les vingt-cinq tonnes de fourrages que nous avions promises au ravitaillement. Les wagons étaient en gare. Il fallut mettre sur la route tous nos attelages et occuper tout notre personnel au chargement. En temps de paix, nous aurions traité avec un entrepreneur ou aurions différé ce transport car il faisait beau et nous n'aurions jamais risqué, en cette saison, de perdre un jour de labour pour livrer une marchandise non périssable. Depuis le 23 septembre jusqu'au 25 février, soit pendant cinq mois, jamais nous n'avons eu ce seul jour favorable pour finir le travail commencé.

Une minute perdue en agriculture ne se rattrape jamais. J'ai écrit tout un livre pour le démontrer [1].

Nous nous déclarons incompétents pour discuter s'il était indispensable de réquisitionner pour l'armée 178 000 camions (*J. O.* du 2 fév., p. 61), dont 1 000 nous ont été prêtés par la

1. *La Confession d'un agriculteur.* — Fayard, éditeur.

suite (*J. O.* du 8 mars, p. 473), mais nous savons, par contre, que si, après nous avoir enlevé une partie de nos chevaux, on nous oblige à occuper ceux qui restent, à faire, pour le ravitaillement des transports qui ne font pas partie de nos occupations normales, le travail de culture en souffrira beaucoup ; d'autant plus qu'on nous demande à la dernière minute des livraisons sans délais, alors que le commerce et les coopératives nous permettent toujours de choisir nos heures creuses pour livrer.

La livraison sur route fut la scène principale du drame de la betterave 1939 car, il faut le reconnaître à la louange de la S.N.C.F., nous n'avons jamais manqué de wagons.

Les cultivateurs qui ne sont pas trop loin des gares ont pu conduire leurs betteraves aux wagons avec leurs attelages en sacrifiant les travaux des champs. Dans le Nord, où les sucreries sont relativement rapprochées, ils ont pu conduire par leurs propres moyens plus de betteraves que d'habitude à l'usine, mais dans beaucoup de régions les distances sont prohibitives et n'ont laissé d'autres ressources aux planteurs de betteraves que d'attendre la conclusion des négociations laborieuses menées entre les usines et l'armée pour le prêt des camions militaires.

Nous ne révélerons aucun secret en racontant que les militaires n'entourent pas toujours de soins maternels les camions réquisitionnés ; on prétend même qu'il peut leur arriver d'oublier de vider les radiateurs quand il gèle. En tout cas, l'armée ne prête pas toujours son meilleur matériel aux civils, ce dont nous ne pouvons que nous réjouir, dans l'intérêt de la défense nationale.

Il est certain qu'avec le matériel approprié des entrepreneurs de camionnage et leurs chauffeurs en cote bleue nos betteraves étaient enlevées dans un minimum de temps. Nous avons démontré ailleurs que lorsque le bleu devient horizon et le matériel inapte, le temps nécessaire pour exécuter le même travail peut facilement passer au coefficient 4 [1].

La réquisition des chevaux fut certainement un mal pour la culture mais on en a beaucoup exagéré l'importance.

La statistique agricole parue en 1936 avec seulement 7 ans de retard nous apprend qu'il y avait, dans les fermes, 2 millions

1. *La grande Pagaïe 1914-1918.* — Denoël, éditeur.

800.000 chevaux de travail. Les journaux, rendant compte de la séance de la Chambre du 7 mars (voir le *Temps* du 8 mars), mettent dans la bouche du ministre le nombre exact des chevaux réquisitionnés qui est loin d'être 700 000 ; mais nous reportant au *J. O.* du 8 mars 1940, nous sommes obligés d'affirmer que le ministre a dit : « Vous voudrez bien me dispenser d'indiquer le nombre exact des chevaux réquisitionnés qui est loin d'être aussi considérable qu'on le croit ordinairement ». Par discrétion, nous nous bornerons donc à publier des sondages.

Si, dans l'Aude (*J. O.* du 2 fév., p. 56), la réquisition a enlevé 8 080 chevaux sur 21 000, c'est un cas exceptionnel. Le département que je connais le mieux possédait 38 267 chevaux de travail. Il en a fourni à l'armée 2 655, soit environ 8 p. cent. Ma commune a été amputée de 14 chevaux sur 120, soit de 11 à 12 p. cent.

Une commune qui a encore 106 chevaux et 2 tracteurs peut facilement, dans l'ensemble, sauver les 337 hectares de blé que ses 29 agriculteurs ont déclarés pour 1939. C'est affaire d'organisation.

Un des maux dont souffre la petite culture démembrée est précisément la très mauvaise utilisation des animaux de trait. Le petit agriculteur qui travaille seul ne fait pas le charretier dix heures par jour; ses chevaux restent très souvent à l'écurie et peuvent parfaitement supporter la fatigue d'un travail supplémentaire de 10 p. cent. Pour combler le déficit numérique, les théoriciens de l'agriculture ont très justement préconisé l'entr'aide.

Passons à la pratique.

Voici un jeune cultivateur qui avait deux chevaux. La réquisition lui en a enlevé un. Il ne peut plus travailler sa terre puisque tous ses outils, charrues, herses, sont à deux chevaux. Il est mobilisé. Ce n'est pas sa femme, déjà fort occupée à soigner les enfants et les animaux qui va labourer. Va-t-elle essayer d'introduire à son foyer, en l'absence de son mari, même si elle le trouvait, un ouvrier de remplacement polonais ou un milicien espagnol ? Evidemment non. Le travail des champs sera abandonné. Le voisin qui avait deux chevaux également en a livré un, lui aussi, mais n'est pas mobilisé. Il envisage d'acheter un cheval de remplacement, car on en trouve encore dans le commerce en

septembre. On lui a remis, le 2 septembre, contre son cheval un bon de réquisition que personne ne consent ni à prendre en paiement ni à escompter et les marchands de chevaux veulent être payés comptant. On lui parle de nantissement. Il court à la banque voisine qui a reçu, en octobre, un opuscule d'instructions à ce sujet mais qui n'arrive pas à repérer la mystérieuse autorité dont la signature est exigée pour avaliser l'opération. Le cheval a été pris au barème fixé par la loi de finances de janvier 1939 mais, au bout de cinq jours, le bon a été repris pour être corrigé parce qu'un barème du 20 juillet 1939 inconnu de la Commission de réquisition avait changé les prix. Pour calmer les réclamations, le ministre lance hâtivement, le 13 octobre, une circulaire dite 318 *bis* qui n'arrange rien car elle est qualifiée « d'incompréhensible » par un sénateur à l'esprit cependant subtil (*J. O.* du 27 déc. 1939, p. 742). Le temps passe. Le prix des chevaux de remplacement monte de semaine en semaine et quand le percepteur fait savoir le 30 décembre qu'il est en mesure de payer, les protestations sont devenues si nombreuses que le Général commandant la région, pour obtenir le retrait des plaintes, se décide à faire passer en janvier une note dans les journaux annonçant qu'il sera prochainement procédé à la révision de la révision des prix de tous les chevaux réquisitionnés.

Les denrées (avoines, pailles, fourrages) ne sont pas, jusqu'ici, officiellement réquisitionnées et comme l'Intendance annonce des achats de gré à gré et à caisse ouverte, les offres affluent. Il semble que, lorsque l'on perfectionnera le statut de la mobilisation agricole, on trouvera avantage à payer, par priorité, les instruments de travail dont le remplacement instantané est indispensable pour maintenir le plus grand nombre possible d'exploitations en état d'activité.

Les fermes qui n'ont que des chevaux entiers n'ont pas été touchées par la réquisition des chevaux autrement que par une promenade coûteuse inutile et dangereuse de leurs chevaux lorsque les Commissions de réquisition avaient omis de faire savoir qu'elles ne prenaient que les chevaux hongres.

Beaucoup de grandes fermes qui n'occupent que des Polonais ont gardé pendant longtemps une main-d'œuvre à peu près normale puisque les Polonais n'ont passé la révision que fin octobre

et ont été appelés très discrètement dans la profession agricole.

Les fermes qui ont perdu relativement plus d'ouvriers que d'attelages n'ont pas cherché de chevaux de remplacement et ont pensé se rattraper en intensifiant le travail des tracteurs suivant les conseils du ministre qui, par décrets des 26 septembre et 13 octobre 1939, a octroyé une subvention de 20 p. cent aux coopérations de culture qui se formeraient pour acheter ce matériel.

Le 26 février 1940 (cinq mois après les décrets) le ministre a déjà enregistré la formation de 22 coopératives agricoles mécaniques envisageant l'achat de 43 tracteurs. « Le mouvement qu'il voulait déclencher, dit-il, semble bien être commencé. » (*J. O.* du 6 mars, p. 441). Le sage se contente de peu.

Au dernier recensement, il y avait en France, 26 792 tracteurs agricoles ou appareils de culture mécanique, ce qui est insignifiant pour un territoire de 22 millions d'hectares labourables. Nous avons déjà signalé l'imperfection de la méthode qui consiste, quand cela ne va pas, à promettre de l'argent pour le faire aller. Car si l'armée et surtout l'Intendance ont réquisitionné nos tracteurs en nous conseillant d'en acheter d'autres, c'est sans doute qu'il n'y avait pas de tracteurs rapidement disponibles chez les importateurs. On sait que l'immense majorité de nos tracteurs agricoles sont américains.

Pour nous consoler, un autre ministre nous apprend « qu'il connaît des agriculteurs qui ont pu récupérer des tracteurs qu'on avait eu le tort d'enlever à l'agriculture au début des hostilités » (*J. O.* du 7 mars, p. 474).

Ω

Comment pouvons-nous parer au déficit du travail causé par la mobilisation des ouvriers agricoles ? Deux méthodes méritent de retenir notre attention : augmenter le nombre des travailleurs ou prolonger la durée du travail.

Nous serons volontairement muets sur ce qui touche au retour temporaire ou définitif des mobilisés parce que ce sujet, qui remplit les journaux quotidiens, ne peut être traité en quelques lignes et que nous nous déclarons incompétents sur les besoins en

hommes, aussi bien du général en chef que des services de l'arrière.

Pendant le désarroi du début de septembre, on nous proposa l'aide des scouts : petit feu de paille vite consumé.

Puis vinrent les évacués. Les villages d'Alsace ou de la ligne Maginot, totalement vidés, fournirent des groupes où les hommes étaient encore relativement nombreux par rapport aux femmes et aux enfants. Quoique un peu jeunes ou un peu vieux, tous ceux qui venaient d'une région de culture étaient extrêmement utilisables dans une commune agricole de refuge. C'est ainsi que nous vîmes, dans la commune de Méry-sur-Seine les 308 habitants, maire en tête, de la commune de M..., en Moselle, dont une cinquantaine d'hommes ne demandaient qu'à travailler. Ce furent toujours les mêmes questions qui se posèrent : si nous travaillons, perdons-nous nos droits aux allocations de réfugiés? Si nous prenons l'initiative de nous égailler, perdons-nous la protection de l'Etat pour rentrer chez nous après la guerre ? Ces questions n'étaient pas encore résolues quand, au bout de trois semaines d'inaction dans l'Aube, ils reçurent l'ordre du Ministère de repartir en bloc pour la Vienne. Et je songeais mélancoliquement que 50 hommes pendant trois semaines auraient pu fournir 1 000 journées de travail et que, à raison seulement de 5 ares de betteraves par jour et par homme, 50 hectares de betteraves auraient pu être arrachées, qui ne l'ont peut-être jamais été. Pouvait-on faire mieux? Je l'ignore. Je pose seulement ce principe que, lorsque la mobilisation agricole sera poussée à son dernier degré de perfectionnement, il n'arrivera plus jamais qu'une indécision administrative doive empêcher un homme de travailler.

Dans des rayons assez étendus autour des grandes villes réputées dangereuses, les réfugiés volontaires, presque uniquement des femmes avec leurs enfants, étaient venus s'installer à leurs frais chez des parents ou des amis.

La vague des réfugiés administratifs n'arriva que plusieurs jours après et trouva toutes les ressources de logement individuel épuisées par les réfugiés volontaires. Heureusement il n'arriva que 10 p. cent environ des contingents annoncés, tout au moins en ce qui concerne ceux de la ville de Paris. L'Administration déploya la plus grande activité à informer les communes de refuge de ses décisions successives. Le 1er septembre les mairies

étaient avisées qu'il leur serait alloué 8 francs par adulte et 4 francs par enfant pour héberger les réfugiés et les nourrir en soupes populaires. Le 6 septembre changement de barème. Le 12 septembre nouveau changement : 10 francs par grande personne et 6 francs par enfant de moins de 13 ans ; réduction de 50 p. cent pour les femmes qui touchent l'allocation militaire ; autorisation de quitter les soupes populaires et de toucher en argent. Le 26 septembre les réfugiés volontaires sont assimilés aux réfugiés administratifs. Nous abrégeons beaucoup. Les femmes passaient leur temps dans les mairies à attendre le dernier communiqué du Ministère de la Santé Publique et à le discuter. Mais tout se résumait en fournitures en nature ou promesses d'argent. Les porte-monnaie étaient vidés et les coiffeurs ne faisaient pas crédit. Il fallut songer à travailler, mais toujours avec la crainte de perdre l'allocation si cela se savait. Malheureusement les terres détrempées ne furent pas accueillantes aux chaussures à haut talon des Parisiennes. Ces travailleuses qui nous faisaient la grâce de nous rendre service n'avaient ni la farouche énergie ni l'âme trempée de nos campagnardes. A dix, elles firent moins de travail qu'une seule Polonaise de la profession et comme elles attendaient toujours le beau temps qui ne vint jamais, elles ne gagnèrent pas grand chose. Un jour, au mois de novembre, où par hasard le temps était favorable, je constatai avec regret qu'aucune réfugiée n'était au travail. Je demandai : « Qu'est-il arrivé ? » Et on me répondit : « L'argent des allocations ».

Occuper les chômeurs était une idée qui m'était déjà venue à l'esprit [1].

Les femmes de tous les chômeurs professionnels de la Ville de Paris étaient des réfugiées administratives : les hommes restèrent prudemment à Paris, ne venant voir leur famille qu'en *week-end* de peur d'être embauchés dans les villages de refuge où le chômage n'est pas une situation de tout repos. Le ministre du Travail nous informe « qu'il s'emploiera à assurer la liaison entre le chômage et le placement qu'il faut complètement organiser » (*J. O.* du 27 déc. 1939, p. 777), « que la statistique du chômage est une hypocrisie administrative, qu'il ne reste que

1. L'État nourricier, le chômage. *Revue de Paris* du 1er mai 1938.

150 000 chômeurs utilisables et qu'il sera particulièrement difficile de faire comprendre aux chômeurs qu'il faut accepter n'importe quel métier ». (*J. O.* du 9 déc. 1939, p. 2145). Le ministre connaît donc la question, mais il faut lui laisser le temps d'accroître son pouvoir de persuasion pour atteindre un objectif *particulièrement difficile.*

En attendant et pour parer au plus pressé, le Gouvernement eut l'excellente idée de demander, dans les camps de réfugiés espagnols où depuis près d'un an des hommes jeunes, valides et robustes étaient nourris à ne rien faire, si certains d'entre eux ne consentiraient pas à travailler dans l'agriculture [1]. Ils souffraient de désœuvrement et se présentèrent en masse. « En février 1939 nous avions plus de 500 000 Espagnols. Il ne reste plus à ce jour que 100 000 hommes réfugiés plus une centaine de milliers d'anciens miliciens. » (*J. O.* du 15 déc. 1939, p. 2283.)

Les résultats furent merveilleux surtout pour les agriculteurs qui eurent la chance de tomber sur des Catalans. Mais comme des rumeurs d'amnistie nous parviennent d'Espagne, que le Ministère du Travail a mis trois mois et demi à nous envoyer des contrats que les intéressés auraient signés au début mais qu'ils n'acceptent plus pour rester libres, comme l'État ne réclame rien pour tous ses frais, qu'il transporte gratuitement ces ressortissants à la frontière ou dans les camps suivant leur désir, les Espagnols qui se sentent indispensables (comme les Polonais introduits en masse après la précédente guerre) commencent, eux aussi, à vouloir nous faire la loi sous la menace de se débaucher de l'agriculture ou de rentrer chez eux.

Pour répondre à l'appel pressant de M. le Ministre Dautry de travailler et de produire, on pouvait songer à augmenter la durée de travail, à différer ou à supprimer les congés payés (qui, en agriculture, sont usuels en septembre), à rétablir le travail du dimanche matin, tombé en désuétude dans les grandes fermes depuis peu. Nous avions, dès la première semaine de la guerre, envoyé au ministre de l'Agriculture une note lui demandant de rédiger des circulaires dans ce sens, nous permettant de prouver à nos ouvriers que, lorsque nous leur demandions un effort supplémentaire, nous étions soutenus par le Gouvernement. La

1. Le collectif voté par la Chambre le 20 février 1940 ouvre pour les réfugiés espagnols un nouveau crédit de 155 millions en plus du milliard déjà consommé.

réponse se fit attendre et le 14 octobre seulement le ministre du Travail communiquait aux journaux la note suivante : « Les dispositions des lois en vigueur sur les congés payés n'ayant reçu du fait de la guerre aucune modification, il importe que, dans l'intérêt général, les employeurs s'acquittent régulièrement de leurs obligations ». Sauf l'obligation publiée par la presse de décharger les wagons complets le dimanche, les ouvriers savent parfaitement bien que rien ne les contraint à faire des heures supplémentaires. Les patrons ne les demandent donc pas. Mais comme les agriculteurs à leur compte travaillent toujours le maximum de temps et que les salariés des fermes ont en général un régime de travail qui atteint et quelquefois dépasse soixante heures par semaine, il n'y a, en somme, pas grand'chose à gagner de ce côté-là.

Dès le début de la guerre et depuis à l'Académie d'Agriculture (séance du 7 février 1939), nous avons protesté contre le débauchage qui a été exercé, soit par les agriculteurs eux-mêmes en surenchérissant sur les salaires payés par les patrons voisins, soit par les industries de paix ou de guerre attirant les travailleurs agricoles. Nous avions sollicité une décision gouvernementale obligeant les ouvriers agricoles non mobilisés à rester, par réquisition civile, dans les fermes où ils travaillaient le 1er octobre 1939. MM. Veyssière et Patizel ont demandé au Gouvernement (*J. O.* du 2 fév., p. 54 et 57) de vouloir bien appliquer la loi du 11 juillet 1938 par laquelle « devaient être attachés à la terre par réquisition civile, tous ceux qui étaient indispensables à sa conservation et à son travail ». Cette demande nous fait supposer que cet article de loi avait échappé à certaines vigilances puisque le ministre ne l'invoquait pas quand il reconnaissait tristement que « le grand danger qui menace l'agriculture est le débauchage dans les usines » (*J. O.* du 2 fév., p. 62). Souvent ce débauchage s'est fait à l'instigation des inspecteurs du Travail et les agriculteurs requis civils dans les usines, quand ils ont été libérés par leurs classes, y sont restés sous l'appellation un peu surprenante de *requis volontaires* (*J. O.* du 2 fév., p. 60).

Le ministre nous annonce (*J. O.* du 2 fév., p. 60) que le Président du Conseil s'occupe de la question, qu'il va obliger à rester à la terre les vieux agriculteurs évadés dans les usines,

qu'il va les verser dans les « dépôts agricoles » et constituer une armée de la terre de 200 000 hommes. L'armée de la terre va donc manœuvrer avec ses officiers spécialisés et des inspecteurs régionaux de l'agriculture (*J. O.* du 2 fév., p. 40). Nous pensons que cette armée aurait remporté une victoire plus rapide en se retranchant dans ses positions plutôt que d'entreprendre une guerre de mouvement.

Enfin paraît le 23 février un décret sur la réquisition des exploitants ruraux, des salariés agricoles et des artisans ruraux.

On a fait observer que ce décret maintient surtout en place les femmes, les enfants et les patrons qui n'ont aucun moyen de s'évader. Il constitue sans doute une première étape de « l'énergie croissante » que nous allons connaître dans la conduite de l'agriculture de guerre.

M. Dormann (*J. O.* du 2 févr., p. 35) est le seul parlementaire qui ait abordé franchement, dans ses causes, la question du débauchage. « Le manœuvre agricole, dit-il, gagne 30 francs par jour et le manœuvre industriel 60 francs ». Pour compléter ce schéma, ajoutons que le manœuvre de la région parisienne en gagne 90. Les coefficients deux et trois sont-ils raisonnables ? Toute la question est là et nous ajouterons volontiers qu'il n'y en a pas d'autre à résoudre pour combattre la désertion des campagnes en temps de guerre comme en temps de paix. Nous nous souvenons parfaitement bien de l'époque où les balayeurs de la Ville de Paris s'étaient mis en grève parce que le Conseil municipal hésitait à leur accorder les « cent sous » par jour qu'ils réclamaient. A cette époque, nos ouvriers agricoles gagnaient 3 fr. 50 par jour. Un facteur rural touchait moins d'argent qu'un charretier et n'entrait au service de l'État que pour la retraite. La politique a changé tout cela.

En imposant une retenue de 15 p. cent sur les salaires industriels sans toucher aux salaires agricoles, en imposant lourdement les heures supplémentaires dans les usines, le Gouvernement nous a rendu l'immense service d'entrer dans l'ère d'une plus juste péréquation entre les salaires agricoles et les salaires industriels. Il faudra bien continuer dans cette voie, quels que soient les prix qui en résulteront pour les denrées agricoles. On travaille à l'heure mais on consomme à la journée. La journée de travail industriel ayant été portée à soixante heures par le

décret du 1er septembre 1939, les agriculteurs ont dorénavant un point de comparaison qui leur manquait. Les agriculteurs ne sont pas encore assez évolués pour apprécier la feuille de paye à quarante-trois colonnes que M. James Hennessy brandissait à la tribune du Sénat (*J. O.* du 28 déc. 1939, p. 775) ; leur feuille de paye à cinq colonnes leur suffit pour voir qu'ils n'ont pas été les enfants gâtés du régime des hauts salaires et de l'organisation des loisirs.

Nous serons bref sur les revendications formulées par les dizaines de députés qui se sont succédé à la tribune lors de la discussion du budget de l'agriculture, parce que nous avons la chance que, pendant les cinq minutes de parole qui leur étaient attribuées, ils ont tous dit exactement la même chose : « Les denrées agricoles achetées de gré à gré ne sont pas assez payées, les réquisitions ne sont pas assez payées, il faut rétablir les indemnités pour calamités agricoles, il faut augmenter les allocations et les donner à tous ceux qui les demandent ».

Le ministre des Finances n'était pas là.

La place nous manque pour discuter l'énorme cahier de revendications plus techniques établi par l'Assemblée permanente des présidents des Chambres d'agriculture. Nous ne sommes pas certain que, si le Président des présidents avait été ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, il aurait réalisé tout son programme.

A toutes les réclamations formulées par les parlementaires depuis la guerre notre charmant ministre du Ravitaillement a fait des réponses qui se résument en six mots : « La question est à l'étude. »

Cependant M. Veyssière a déclaré à la tribune que « la Commission de l'armée du Sénat avait transmis au ministre le 20 avril 1939 ses conclusions unanimes sur l'organisation du pays en vue d'une production nécessaire et que rien n'a été prévu pour cela ». Et le sous-secrétaire d'État à la Défense nationale de lui répondre : « Les mesures prises en faveur de la terre n'ont pas toujours donné les résultats escomptés ». (*J. O.* du 2 févr., p. 58.)

2

La guerre est génératrice de progrès technique. Celle de 1914-1918 a, entre autres, introduit chez nous les tracteurs agricoles jusque-là inconnus. Celle de 1939 nous a déjà procuré une nouvelle méthode de conservation de la viande de porc, dont le ministre de l'Agriculture fait grand cas. (*J. O.* du 13 déc. 1939, p. 2201.) Elle ne s'arrêtera pas là. Souhaitons qu'elle nous procure aussi les bienfaits du remembrement.

Nous sommes partis cette fois-ci avec des stocks importants de denrées agricoles. Rappelons-nous que, en 1916, la production du blé était tombée à 36 millions de quintaux et que nous assistâmes ensuite à un magnifique redressement.

Si notre prochaine récolte s'annonce déficitaire, c'est beaucoup plus, comme nous n'avons cessé de le dire, à raison des intempéries qu'à raison de la guerre. Préparons-nous à manger le seigle, ce qui n'est pas mauvais. Préparons-nous à d'autres restrictions que les mêmes conditions climatiques imposeront à nos ennemis sur une bien plus vaste échelle. Si l'on n'a pas intensifié jusqu'ici notre production agricole, c'est sans doute que la nécessité ne s'en est pas encore fait impérieusement sentir ; mais souvenons-nous aussi que cultiver c'est prévoir.

Si nous avons critiqué quelques petits détails de notre agriculture de guerre, ce n'est que pour avancer, dans la mesure de nos faibles moyens, l'époque, que nous souhaitons proche, où notre mobilisation agricole, dont tous les ministres s'occupent sans désemparer, atteindra son dernier degré de perfectionnement.

DOCTEUR ADOLPHE JAVAL

LES CHEVALIERS SANS ÉPERONS [1]

Au camp, dans le lointain, une voix chantait et le chant flottait dans la nuit en notes traînardes et aigres.

— Alors? demanda Jacques.

Croisville, qui songeait, releva brusquement la tête.

— Atar m'ordonne d'agir et me laisse carte blanche. Je vais donc parer au plus pressé. Il s'agit de montrer notre force aux campements et, sans brusquer les choses, de les ramener vers le Sud, où les pâturages sont bons. Simple démonstration, qui suffira sans doute. Donc, voici ce que j'ai décidé.

Se penchant en arrière, il étendit la main vers l'intérieur de sa tente et en ramena une carte qu'il étala sur la nappe.

Rapprochés, Le Horran et Jacques se courbèrent pour regarder.

Le doigt posé sur la carte, Croisville expliquait :

— Les campements sont concentrés, ou à peu près, dans la région d'Azoueïga, entre l'oasis et les dunes. C'est là-bas que nous devons aller. Demain après-midi, on ramènera les bêtes du pâturage. Après-demain, le G.N. démarrera en deux colonnes, l'une sous les ordres du lieutenant Debat, l'autre, sous ma direction.

— Bien, dit Jacques, et quelle sera ma mission?

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 mars et 1er avril 1940.

— Toutes les précisions te seront données au rapport demain soir. En outre, tu recevras un « ordre de service » où tu trouveras notre mouvement réglé point par point. En tout cas, tu agiras en pleine indépendance, en détachement franc.

Il replia la carte, la lança derrière lui dans la tente et se leva.

— Je vous remercie tous d'être venus dîner avec moi. J'ai pu ainsi vous parler tranquillement et vous mettre au courant de la situation ; et maintenant excusez-moi, il faut que je réponde à Atar, que j'explique les mesures que je vais prendre, que je rédige l'ordre pour Debat, sans compter les instructions du rapport de demain et des lettres personnelles. Un coup de quatre heures du matin !

Les sous-officiers s'étaient levés.

Un instant, ils hésitèrent, ne sachant comment prendre congé. Croisville leur simplifia la besogne.

— Bonsoir ! dit-il, dormez bien ! Encore merci.

Quand il se fut éloigné, Jacques demeuré auprès de Le Horran rumina sa rancœur.

A quoi bon ce dîner ? A quoi même rimait cette gaieté forcée de Gérard ? Il n'avait pas eu un mot ni un geste affectueux. Pendant toute la soirée, ils étaient demeurés l'un en face de l'autre, comme deux étrangers. Dans sa comédie d'abandon, dans son semblant de camaraderie, il était entré une sorte de condescendance humiliante. Oui, il avait daigné, un instant, redevenir leur égal !

Leur égal ! Et le souvenir lui revint de l'observation que Croisville lui avait faite devant tous, à la fin du rapport, pour cette stupide histoire d'oignon !

Une brusque rougeur lui remonta à la face ! L'exaspération qu'il avait éprouvée, en cet instant, lui fit de nouveau serrer les poings.

Au même instant, Le Horran disait :

— Il n'y a pas à tortiller, c'est un gars fumant, le Croisville !

Un gars fumant !... D'un brusque effort de volonté, Jacques tenta de retrouver son calme, d'écarter les raisons personnelles qu'il avait d'en vouloir à Gérard et qui pouvaient fausser son

jugement. Il voulut être loyal, objectif. Il se remémora l'implacable équité avec laquelle lui avaient été distribués éloges et observations.

Des attentions, étrangement amicales, que Gérard lui avait témoignées par instant et comme par un réflexe de sincérité, lui revinrent en mémoire.

Il ne sut plus que penser. Un rôle ! Oui, Gérard en jouait un depuis qu'ils s'étaient retrouvés ici. Un rôle ! Lequel ? Pourquoi ? Et, soudain, un immense tourment tortura Jacques.

DEUXIÈME PARTIE

« *Baise la main que tu ne peux couper* »
Proverbe maure.

I

Au centre du « carré », face au mât de pavillon, les ombres des deux cent cinquante hommes du groupe nomade s'alignaient, parallèles.

Le soleil, escaladant le ciel, l'emplissait lentement de lumière, mettait des reflets d'argent aux bords des nuages immobiles.

Les tirailleurs, sur deux rangs, et les goumiers en une longue file portaient la tenue de parade : tunique et sarroual blancs pour les premiers, « draa » bleue avec la double écharpe blanche croisée sur la poitrine pour les seconds.

L'arme au pied, les hommes attendaient.

A six pas en avant de leurs lignes, les sous-officiers tenaient leurs emplacements réglementaires. Devant eux, Le Horran et Jacques Debat avaient pris place, chacun à la tête de son unité.

Consultant son bracelet-montre, Jacques constatait qu'il était sept heures moins deux, lorsque Croisville parut.

Comme ses lieutenants, il avait revêtu le dolman blanc et le sarroual long sur lequel flottaient les deux lanières de cuir rouge de la ceinture. La croix qu'il avait reçue récemment ajoutait son liséré rouge à la brochette de « bananes » épinglée sur sa poitrine.

Sur la poche droite de son dolman, l'insigne des méharistes mauritaniens dessinait l'ancre de la coloniale que surchargeait la silhouette d'un méhari.

Au moment où il entrait dans le « carré », Jacques cria :

— Garde à vous !

Les deux clairons placés en tête de file des tirailleurs jetèrent leur sonnerie à travers le silence chaud et Croisville vint prendre place à égale distance de ses deux lieutenants, face à eux, face à ses troupes.

Il les regardait. Les clairons s'étaient tus. Par delà leurs lignes blanches et bleues, l'immense désert s'étendait. Le dur brasillement du jour illuminait le reg, tremblait autour des guelbs, vibrait le long de la crête du dhar.

Ses soucis abolis, Croisville eut un sourire. Sur sa face brunie, une expression de joie flotta.

Profonde, orgueilleuse, sa voix monta.

— Armes sur l'épaule droite. Présentez, armes !

D'un même claquement, deux cent cinquante carabines retombèrent, s'emboîtèrent le long des corps.

Se retournant vers le mât de pavillon, Croisville fit signe au sous-officier européen qui, les lisses en main, se tenait prêt à hisser les couleurs.

Il commanda :

— Envoyez !

De nouveau, les clairons crevèrent le lourd silence, le déchirèrent de leurs notes métalliques.

Le long de la hampe, le drapeau montait.

Figés, les tirailleurs et les goumiers suivaient des yeux son ascension, tandis que, raidis, la main à la visière du casque, officiers et sous-officiers européens saluaient. Lentement, le carré d'étoffe que le vent secouait atteignit l'extrémité du mât, y flotta. Les clairons, brusquement, se turent. Le silence s'abattit d'une masse, s'appesantit. Puis la voix de Croisville commanda derechef :

— Mettez en berne !

Lorsque le drapeau se fut immobilisé à mi-rampe, il se retourna, fit face de nouveau à ses troupes.

Et, regardant Le Horran, il ordonna :

— L'appel !

Lentement, Le Horran jeta le premier nom de la longue liste de ces méharistes dont les tombes gisaient à travers le désert ou dans les humbles cimetières des postes.

— Capitaine Repoux...

— Tué au combat de Agueilt-el-Rahba !

Nette et rude, la réponse lancée par un sous-officier tombait dans le silence, comme une pierre soudain détachée du grand monument du passé.

— Capitaine de Girval...

— Tué au combat de Treyfia !

— Lieutenant Bédrines...

— Tué au combat de Chreirik !

— Lieutenant Mussat...

— Assassiné en service commandé à Ghord-Dermous !

— Sergent Negroni...

— Assassiné en service commandé à Ghord-Dermous !

— Lieutenant Patrick de Mac-Mahon...

— Tué au combat de Moutoumsi !

Un à un, les noms s'égrenaient : Demasser, Andrieu, Philippe, Fleurette, de Franssu, Gerber, Mégnin, Allard, Reboul, Vix, Moricard, Violet, Martin, Bain, Péladan, Mérello, Gerhart, Mangin, Bablon — des noms bien français, qui évoquaient tous de vieux terroirs provinviaux et dont chacun, en une tragique litanie, rappelait un épisode épique de la conquête mauritanienne.

Surgis de l'oubli, les morts se levaient.

Au-dessus de ce lambeau désertique de l'immense empire français qu'ils avaient contribué à bâtir au prix de leur vie, leurs ombres héroïques traversaient le ciel étincelant.

Et lorsque le dernier nom et la dernière réponse eurent été jetés à travers le brutal paysage, un lourd silence tomba, tel un linceul de gloire ensevelissant le passé.

Puis la voix de Croisville ordonna, vibrante :

— A tous ceux, officiers, sous-officiers, tirailleurs séné-

galais et gardes indigènes des groupes méharistes qui moururent en luttant vaillamment :

« Pour la France,
» Pour la paix,
» Pour la civilisation,
» Aux Morts !... »

Lente, ample, nostalgique, la sonnerie aux morts se développa, se traîna, passa sur la plaine noire.

Au : « Présentez, armes ! » les hommes se raidirent, statues où seuls vivaient les yeux.

Alors, Croisville salua.

Derrière lui, du même geste, les officiers et les sous-officiers portèrent leur main à leur casque, saluant à leur tour l'invisible cortège que leur piété venait de ressusciter.

■

Durant tout le reste de la matinée, le groupe prépara son départ.

Revenu dans ses quartiers, le goum se mit au travail avec une sorte de fièvre joyeuse. Une bruyante allégresse soulevait les hommes. Ils s'interpellaient ; de larges rires élargissaient leurs faces. On allait faire parler la poudre ! L'âme turbulente des Maures, l'atavisme guerrier des tirailleurs s'éveillaient, leur mettaient de grosses plaisanteries aux lèvres, des flammes dans les yeux. L'âpre joie du combat, de son tumulte avait repris possession d'eux.

Secondé par Cairandini, Jacques s'appliquait à sa tâche avec ardeur. Pour la première fois il partait en reconnaissance, pour la première fois, il allait être livré à lui-même, seul dans le bled. Et cette responsabilité l'exaltait étrangement. Comme les hommes, il subissait l'émouvante et forte griserie de la bataille qu'il prévoyait.

Une phrase que lui avait dite Croisville à son arrivée au G.N. lui revenait en même temps à la mémoire : « Je suis responsable de la vie, de la mort des hommes que je commande ! » Cette phrase l'obsédait.

La vérité, la lourde, l'angoissante vérité lui apparaissait tout entière, en cet instant. Ces cent hommes qui allaient le suivre, ils le suivraient là où il les mènerait sans demander d'explication, sans même songer à s'inquiéter de savoir où ils allaient. Peu leur importait ; à leur tête, il y aurait « leur » lieutenant, c'est-à-dire celui qui pense, juge, décide, ordonne et aux ordres duquel on obéit aveuglément, parce qu'on lui a donné sa confiance, une fois pour toutes !

L'heure du déjeuner même ne fut pas pour Jacques une détente. Indifférent aux sarcasmes de Le Horran et tout en mangeant il classa des papiers, acheva de mettre à jour sa comptabilité et ses états de montures.

La sieste le trouva installé devant sa table pliante, poursuivant son labeur.

Pour la première fois depuis bien des jours, le vent ne soufflait pas. Les toiles de la tente livrées au soleil étaient brûlantes comme les tôles d'un four. Devant les yeux de Jacques, un coin de bled écrasé de chaleur, incendié de lumière brutale, renvoyait un insupportable flamboiement.

Épaisse et moite la chaleur stagnait, faisant régner dans l'étroite demeure de toile une atmosphère d'étuve. Dehors, dans l'immense silence qui s'était abattu sur le paysage, la braise fluide du jour emplissait l'espace d'ondes vibrantes. Aucun bruit, pas même le crissement d'un insecte. Aveuglante, écrasante, l'heure méridienne prenait possession du désert et l'anéantissait. Torse nu, la face brûlante et sèche, Jacques s'obstinait à lutter contre la torpeur qui l'envahissait. Puis, brusquement, sa tête tomba sur son bras et il s'endormit, d'un sommeil vide, épais comme la mort.

■

L'appel d'un clairon le tira du néant où il avait sombré. Hébété, il demeura deux secondes à l'écoute. Puis ayant reconnu la sonnerie du courrier, il se leva d'un bond, enfila son boubou, coiffa son casque et se dépêcha à travers le reg incendié.

Surgissant de leurs tentes en une ruée joyeuse, les sous-

officiers se précipitaient. Côte à côte, Jacques et Le Horran se hâtèrent vers le logis de Croisville, devant lequel un chameau achevait à peine de baraquer. Le goumier, qui arrivait tout juste d'Atar, déficelait le sac postal attaché à l'arçon de sa ralla. Assis dans l'entrebâillement de sa tente dont les pans avaient été relevés, Croisville attendait. D'instant en instant, accourus de tous les coins du carré, les sous-officiers arrivaient. Ils se groupaient en face de Croisville, les uns debout, les autres accroupis à même le sol brûlant. Le Horran et Jacques prirent place devant Croisville qui, ayant reçu le sac, en tranchait la cordelette tenant lieu de fermeture et que scellait une large cachet de cire rouge. Le saisissant par le fond, il le renversa, d'un coup. Pêle-mêle, les colis postaux, les paquets d'imprimés, les lettres tombèrent à ses pieds.

Croisville maintenant puisait au hasard et lisant les suscriptions, annonçait :

— C'est pour vous, Janvier ! Tenez, Cairandrini, voilà sans doute le bracelet-montre que vous attendiez. Lieutenant Le Horran... Le Horran... Le Horran : trois lettres. Lieutenant Debat, paquet de journaux. Pour moi... pour moi, encore... Re-Le Horran. Ah !

Une brève hésitation fit traîner son geste, tandis qu'une lettre à la main, il en lisait l'adresse.

— Ah ! Pour Debat, à nouveau.

Il offrit l'enveloppe que Jacques lui arracha presque. Tout de suite, il avait reconnu et le papier bleu gris et l'écriture ! Une lettre de Françoise, enfin !

Une pâleur au visage, des pulsations sèches lui martelant la poitrine, incapable d'attendre et de contenir son énervement, il déchira l'enveloppe d'un doigt brutal, déplia la feuille. Elle contenait quelques phrases, phrases brèves, nettes. Et chacune d'elles entra en Jacques, comme une lame glacée :

« *C'est vrai, Jacques, je ne veux plus me marier.*
» *Vous n'en n'êtes pas la cause. Oubliez-moi !*
» *Je ne me marierai jamais. De toute mon âme, pardon !*

» FRANÇOISE. »

Pas un mot de tendresse. Pas une explication.

Un congédiement, pur et simple.

L'espoir auquel malgré tout il s'était cramponné durant ces jours, s'effondrait. Il n'y eut plus en lui qu'un immense vide. Blême, un tremblement dans les mains, il demeurait là, écrasé. Ainsi, c'était vrai ! La décision, l'incompréhensible décision de Françoise était irrévocable. Elle l'abandonnait ! Des images tourbillonnèrent dans son cerveau, un atroce déchirement lui mit au cœur une aigre douleur.

La voix impassible de Croisville le fit sortir de son hébétude.

— Pour vous encore, Le Horran. Décidément...

Sa pensée revint à Gérard. Ainsi, il avait remporté sa victoire !... Il avait atteint son but... Il les avait séparés, Françoise et lui ! Une lueur rouge dansa soudain devant ses yeux, tandis qu'une montée de sang lui empourprait la face !

De sa gorge serrée par une brusque fureur, les mots jaillirent, rauques.

— Tiens ! tu vas être heureux. Regarde ton œuvre !

Il avait jeté la lettre de Françoise à la tête de Croisville. Le feuillet bleu pâle heurta la poitrine de Gérard, tomba sur ses genoux. Il ne le regarda pas. Ses yeux se levèrent vers Jacques et, au milieu du brusque silence de stupeur qui s'abattait autour d'eux, il dit sans hausser la voix :

— La distribution n'est pas terminée, lieutenant Debat. Si vous avez quelque chose à me dire, je vous recevrai dans un instant.

Et, saisissant un paquet devant lui, il poursuivit impassible :

— Pour vous, Janvier, votre nouvelle boussole probablement.

Le Horran avait aussitôt pris le bras de Jacques. Il avait vu le masque du jeune homme se serrer et blêmir. Sans prononcer un mot, il entraîna son ami.

Jacques ne tenta pas de lui résister. Tant de sentiments contradictoires luttaient en lui qu'il s'abandonnait, inerte, sans volonté, sans âme, pantin désemparé aux ressorts cassés.

Il ne reprit nettement conscience des réalités que lorsque, l'ayant fait entrer sous sa tente, Le Horran demanda :

— Qu'est-ce qui t'a pris ? Tu n'es pas cinglé ? Tu te rends compte de ce que tu as fait ? Oui ?

Jacques ne répondit pas. Affalé sur la couche de Le Horran, la tête entre les mains, il guettait, d'un regard fixe, la fin de la distribution au seuil de la tente de Croisville.

Il n'y avait plus en lui qu'une idée, une seule idée, aller crier sa fureur, sa rancune à Croisville, aller lui dire ce qu'il pensait de lui ! Car, maintenant, le doute n'était plus possible : cette rupture était l'œuvre de Gérard. Pour une raison ou pour une autre, il avait décidé que Françoise romprait ses fiançailles.

Et sa rage lui remontant à la gorge, il la cracha d'une voix haletante :

— Le salaud !

Le Horran, interdit, angoissé, demeura un instant sans voix, cherchant éperdument les mots qu'il pouvait dire pour calmer cette frénésie.

— Enfin, quoi... finit-il par dire, qu'est-ce qu'il t'a fait?

Un sursaut souleva Jacques.

— Ce qu'il m'a fait?...

Mais il n'acheva pas sa phrase. Là-bas, devant la tente de Croisville, le dernier sous-officier s'éloignait. D'un élan, jetant de côté, d'un coup d'épaule, Le Horran qui se trouvait sur son passage, Jacques se rua.

Le Horran, ayant perdu l'équilibre, était tombé sur une de ses cantines. Lorsqu'il se releva, il vit Jacques qui pénétrait chez Croisville.

Et soudain, constatant la disparition de son revolver qu'il avait posé quelques instants plus tôt sur la table, il jura :

— Feu de Dieu ! Ça y est ! il a pris un coup de bambou !

Et, d'un bond, il courut à son tour.

■

Jacques était entré brusquement. Les mains derrière le dos, la face livide, il regardait Croisville qui, assis sur son faro, achevait de remplir de vêtements une tassouffra.

Croisville, à son arrivée, avait interrompu sa besogne. Levant la tête, il regarda Jacques, avec une étrange expres-

sion de pitié et de tristesse. Ils se dévisagèrent en silence, pendant quelques secondes. Puis, Croisville dit, avec douceur :

— Voici ta lettre.

Il tendait la feuille que Jacques lui avait lancée au visage quelques instants plus tôt.

Jacques ne la prit pas.

— Tu peux la garder, dit-il, tu peux la mettre dans tes archives, pour qu'elle te rappelle, chaque fois que tu la verras, la plus grande saloperie de ta vie ! Ta victoire aussi ! Une belle victoire, hein, pour le capitaine de Croisville, une de plus à ajouter à son glorieux palmarès ! Mais, celle-là, tu n'iras pas t'en vanter. Seulement, maintenant j'exige, tu entends : j'exige de savoir pourquoi tu as obligé Françoise à me laisser tomber ? J'ai droit à des explications ! Allez, parle !

Croisville qui était demeuré immobile et muet, hocha lentement la tête.

— Je n'ai rien d'autre à ajouter à ce que je t'ai déjà dit. Je te donne ma parole que tu n'en es pas la cause !

— Tu as trouvé mieux pour elle, peut-être !

Croisville haussa les épaules.

— Françoise n'épousera personne. Elle ne se mariera jamais !

— Non ! Ne rabâche pas. Ça ne me suffit pas. Je veux savoir pourquoi on me balance, et je le saurai, ou bien...

Dans son masque blême, tendu, ses mâchoires se contractèrent, faisant saillir ses maxillaires.

Croisville perçut le grincement des dents qui se serraient. Dans les prunelles, qui ne le quittaient pas, il discerna comme un vacillement de folie.

— Ou bien, quoi ? demanda-t-il, des menaces ? Tu t'oublies, je crois !

Jacques se pencha violemment en avant.

Sa voix devint stridente.

— Ça va ! Tu ne vas pas me sortir tes galons, ça ne prendra pas. Il n'y a pas de grades ici, il y a toi et moi : Croisville et Debat : deux hommes. Vas-tu parler !

Croisville secoua la tête négativement.

— Bon, dit Jacques, ma vie est foutue... Mais foutue pour

foutue, j'aurai au moins la satisfaction de te faire payer ta saleté...

Il s'était rapproché d'un pas. Ses mots sifflaient.

— Parle ! ou, parole de Debat, je te mets une balle dans la peau !

Il tendit brusquement sa main droite, armée d'un revolver.

Croisville demeura figé. Il n'eut pas un geste, pas un mouvement, seuls ses sourcils, en se relevant, marquèrent son étonnement.

La voix lente et froide, il dit :

— J'ai dit tout ce que je pouvais dire. Ce joujou-là n'y changera rien. Il ne me fait pas peur...

La voix de Jacques devint un rauque grondement.

— Crois-moi, je tirerai, oui, j'en suis là ! Je veux savoir tes raisons, je veux les savoir. Parle..., mais parle... ou... Tiens... salaud !

Et il tira au moment où Le Horran, arrivé derrière lui, l'empoignait à bras-le-corps.

La balle, déviée, creva avec un bruit éclatant un tonnelet d'eau posé sur une cantine.

Jacques titubait sous l'étreinte de Le Horran qui lui arrachait son arme.

— Lâchez-le, Le Horran !

L'ordre tomba net, péremptoire.

Croisville, toujours assis, dévisageait les deux hommes.

Jacques, immobile, les prunelles dilatées, le corps tremblant, regardait fixement le tonnelet qui avait roulé sur le sol. Une immense faiblesse, une sorte d'épouvante s'étaient abattues sur lui. Le Horran tournait et retournait machinalement entre ses doigts l'arme qu'il avait arrachée à Jacques Debat.

Le cerveau vide, il répétait sans relâche :

— C'est mon revolver, mon capitaine... mon revolver... mon...

Croisville, se levant enfin, le secoua durement.

— Non, dit-il, c'est mon revolver à moi, et c'est en le nettoyant que le coup est parti, accidentellement. Compris ? Quant à vous, lieutenant Debat, vous prendrez les arrêts jusqu'au départ du groupe pour détérioration de matériel appar-

tenant à l'État. En outre, le prix du tonnelet sera retenu sur votre solde. Vous pouvez disposer, tous les deux. Le Horran, laissez mon revolver sur ma cantine. Au revoir.

■

Au rapport du soir, tandis que le carré où toutes les tentes avaient été abattues étalait sa nudité sous le ciel bleuissant, Le Horran lut aux troupes réunies les ordres pour le lendemain.

« *Le groupe nomade quittera demain son emplacement actuel. Rassemblement des bêtes sur la face nord de la tranchée. A quatre heures du matin. Le chargement commencera aussitôt sous la surveillance des chefs de section.*

» *Il sera formé deux détachements.*

» *Premier détachement : lieutenant Debat, chef de détachement ; adjudant Cairandrini, adjoint ; sergent Bertier et caporal Lenoir, adjoints ; un sergent indigène ; cinquante-cinq tirailleurs dont un groupe de fusils mitrailleurs ; un brigadier-chef maure ; quarante-cinq gardes maures. Mission : remonter vers Azoueiga, traverser le massif de dunes et en longer la face sud pour refouler tout campement qui tenterait de les franchir.*

» *Départ : six heures.*

» *Deuxième détachement : capitaine de Croisville, chef de détachement ; lieutenant Le Horran, adjoint ; adjudant Janvier, première section tirailleurs ; sergent Bonal, deuxième section ; sergent Epart, hors cadre au goum ; sergent Piat, hors cadre au goum ; quatre-vingt-cinq tirailleurs, dont un groupe de mitrailleuses et un groupe de fusils mitrailleurs ; quarante-cinq gardes maures.*

» *Pour les deux détachements :*

» Vivres. — *Tirailleurs et gardes ravitaillés en grains pour quinze jours. La viande sera prise au passage dans les campements ou, à défaut, fournie par des chameaux haut le pied.*

» Eau. — *1° Tirailleurs : un tonnelet de quarante litres pour deux hommes.*

» *2° Gardes : une guerba par homme.*

» Munitions. — *Tirailleurs : deux cent cinquante cartouches sur eux.*

» *Gardes : deux cent cartouches dans leur agrabe. De plus, six caisses de réserve, quatre caisses de grenades, six caissons bandes armes automatiques seront emportés par chaque détachement.*

» Animaux. — *Vingt chameaux haut le pied détachement Debat.*

» *Quarante chameaux haut le pied détachement Croisville. Ces chameaux serviront à porter par relais, les tonnelets et les caisses à munitions.*

» *Départ : six heures trente.*

» *A la zériba actuelle, resteront à garder les impedimenta (tentes, caisses, excédent de vivres, cantines, etc., et tout le troupeau restant) : douze tirailleurs, vingt gardes maures, un chef berger, quatorze bergers. Chef : sergent Tortac.*

» *Mission : former avec les éléments restants un seul point d'appui où le magasin du G. N. sera établi et garder le troupeau et les impedimenta du G. N. jusqu'à son retour.*

» *Le lieutenant Le Horran, pour le détachement Croisville, et le lieutenant Debat pour son détachement, seront responsables de l'exécution des présents ordres et rendront compte à l'inspection qui sera passée par le capitaine de Croisville, avant le départ des détachements.* »

Le Horran referma le cahier de rapport. Le gros registre noir à la main, il attendit, les yeux fixés sur Croisville debout près de lui, à côté de Jacques.

Croisville leva la tête, promena son regard sur les hommes rangés autour de lui. Un mince sourire lui vint aux lèvres tandis qu'il lisait sur la face noire des tirailleurs, sur le masque cuivré des goumiers, la même expression ardente et joyeuse.

— C'est bien, dit-il, vous pouvez rompre.

Et il s'en fut, sifflant un air de marche.

Jacques le regarda s'éloigner.

Et comme Le Horran, après avoir fait rompre les rangs, le prenait par le bras, il le suivit.

Ils traversèrent le carré en silence.

Puis, soudain, Le Horran dit :

— Eh bien, mon vieux ! tu t'en tires à bon compte. Rien au rapport ! Et personne ne se doute de rien ! Il n'y a pas à dire, dans toute cette affaire, Croisville, une fois de plus, a chiquement « dégagé » !

II

Dans l'aube tiède et rouge, le G. N. s'apprêtait à prendre le départ. En masses compactes, les deux colonnes attendaient l'une à côté de l'autre.

Le détachement de Jacques avait pris la formation de combat : avec ses chameaux de convoi au centre et les méhara de ses tirailleurs alignés en une double file, il traçait sur le sol noir un long rectangle brun. A la tête des bêtes baraquées, les hommes se tenaient au garde à vous, le mousqueton en bandoulière. Ils portaient la tenue de campagne kaki et le cheich enroulé autour de la tête.

A cinquante mètres en avant des tirailleurs, la moitié des goumiers, par rang de six, constituait l'avant-garde tandis que, en arrière, au même intervalle, le reste d'entre eux assurait la protection d'arrière-garde. Détachés en extrême pointe, deux goumiers ; très loin, en arrière, deux autres goumiers : les shouffs d'éclairage et de surveillance.

Croisville, en arrivant, avait embrassé d'un coup d'œil l'ensemble de ces dispositions. Maintenant, il allait le long des lignes. Son regard glissait d'homme en homme, de bête en bête, notant chaque détail, vérifiant les moindres choses ; ayant atteint la section maure d'arrière-garde, il fit demi-tour.

Tout au long de cette revue, il n'avait pas prononcé un mot. Aucune observation, aucune approbation ne lui avaient échappé. Muré dans le même silence, Jacques le suivait.

Lorsqu'ils eurent rejoint l'avant-garde, Croisville, consultant son bracelet-montre, dit :

— Six heures moins cinq. Vous pouvez partir.

Réglementairement, Jacques salua, pivota sur ses talons

et s'en fut vers *L'Éclair*. D'une volte précise, il escalada le garrot de sa bête, s'installa sur sa ralla. Le méhari blanc, d'une réaction brutale, déploya son corps roide, se dressa. Du haut de sa monture, le jeune homme regarda un instant son détachement. Les yeux levés vers lui, les hommes guettaient son signal. Il leva le bras.

— En selle !

D'un même mouvement, goumiers et tirailleurs montèrent sur leur ralla et les cent bêtes du détachement, avec un brutal déhanchement, se mirent debout. Le silence matinal retentit d'un concert de rauques blatèrements.

Jacques attendit que, l'ordre rétabli et les alignements rectifiés, chacun fût bien maître de sa bête, puis, pour la seconde fois, il leva la main.

— En avant !

La colonne s'ébranla. Chacun de ses groupes, activant ou ralentissant l'allure, s'efforça de prendre les distances prescrites. Les shouffs de découverte et de protection se hâtaient au petit trot pour couvrir largement la colonne. Tout en défilant devant le détachement Croisville, qui demeurait baraqué, les hommes se jetaient des vœux, des plaisanteries, un dernier au revoir. Les sous-officiers européens échangeaient entre eux des lazzis et des recommandations.

Au moment où il passait devant Le Horran, Jacques vit son ami se détacher, venir vers lui. Il arrêta son chameau. Le Horran, l'ayant rejoint, tendit sa main que Jacques, penché, serra d'une étreinte prolongée.

— Au revoir, vieux ! souhaita Le Horran. A bientôt ! J'espère... j'espère que tout va bien ?

Jacques sourit doucement. Il comprit que Le Horran s'inquiétait de son moral.

— Ne t'en fais pas, oui, tout va bien maintenant. Le passé est le passé ! Au revoir et *merci*... Non, ne fais pas l'innocent... Tu sais ce que je veux dire. Sans toi, je serais depuis hier en prévention de Conseil de guerre !

Il hocha la tête et, tandis que Le Horran détournait son regard, il ricana :

— Drame de folie dans le Sud mauritanien.... Un lieutenant pris d'un accès de fièvre chaude abat son capitaine en

plein désert ! Je vois d'ici les manchettes des journaux !

Le Horran sourit avec gêne.

— Ne dis pas d'idioties... J'ai eu la veine d'être là, oui... mais Croisville a été très chic. Attention, le voilà ! Pour l'amour du ciel, ne...

Il n'acheva pas sa phrase. Monté sur son méhari, Croisville, en effet, les rejoignait. Il rangea sa bête le long de celle de Jacques.

— Je ne veux pas te laisser partir sans te dire toute ma satisfaction pour la façon dont ton détachement a été préparé. Au revoir !

Jacques inclina la tête et dit :

— Au revoir.

Une hésitation donna une soudaine gaucherie à l'attitude de Croisville. D'un mouvement spontané, il avait tendu sa main pour une étreinte. Mais Jacques ne parut pas voir le geste. D'un air triste et las, Croisville laissa retomber sa main, caressa le cou de sa bête.

— Bonne chance, dit-il.

Les doigts à la visière de son casque, Jacques salua.

— Merci, mon capitaine.

Et talonnant le garrot de son méhari, il partit. Gorgé de la sève nourricière des pâturages de printemps, *L'Éclair* l'emportait à grandes foulées puissantes vers l'avant-garde.

Immobile, Croisville le regarda s'en aller.

Une expression de doute sur le visage, il songea une longue minute, la tête basse, les yeux mornes. Les traits détendus, tout son corps affaissé, il n'y avait plus en lui qu'une immense détresse, une sorte de lourde souffrance, la souffrance d'une amitié rompue et qui s'ajoutait à l'autre douleur secrète qui le torturait sans trêve !

La voix de Le Horran l'arracha soudain à sa songerie.

— Le détachement attend vos ordres, mon capitaine.

Se redressant d'un brusque sursaut, Croisville regarda Le Horran, debout devant lui.

D'un raidissement de toute sa volonté, il chassa son tourment, en effaça jusqu'au souvenir. Faisant baraquer sa bête, il mit pied à terre.

Un rire aux lèvres, il dit presque gaîment :

— A votre tour, mon vieux, de subir l'inspection ! Après quoi, nous nous mettrons en route. Allons-y.

Mais, comme Le Horran se mettait en marche, il lui prit soudain le bras et l'arrêta :

— Le Horran, dit-il, vous n'êtes pas inquiet pour Debat, n'est-ce pas ?

Le Horran le regarda, franchement, dans les yeux.

— Non, mon capitaine. Il fera son boulot, tout son boulot, puisque, grâce à vous, il peut encore le faire... C'est un chic bonhomme, malgré...

Souriant d'un sourire étrangement amical, presque tendre, Croisville coupa :

— Je le sais, voilà déjà sept ans que je le connais, je l'ai jugé. C'est pourquoi, j'ai agi, hier, comme je l'ai fait. Oui... un chic bonhomme et vous aussi, Le Horran ! Allez, hop ! à l'inspection, et gare à vous si quelque chose cloche !

■

A la tête des goumiers d'avant-garde, ayant à ses côtés Rhane-Allah son brigadier-chef maure, Jacques avançait depuis l'aube. La carte à la main, il allait droit vers le but qu'on lui avait assigné. A sa suite, le détachement entier cheminait, gardant ses formations réglementaires.

A la baten[1] semée de mimosas gris que l'on avait traversée durant quatre longues heures, avait succédé, large et blanc, émaillé de maigres buissons, le lit d'une bata.

On marchait vers le dhar dont l'abrupte falaise, en se rapprochant de minute en minute, précisait son énorme muraille noire. La vallée qu'ils suivaient devenait plus étroite. Elle entra, fissure géante, dans la montagne.

A droite et à gauche, les parois obscures resserraient leur étreinte, dressant plus haut leurs flancs verticaux.

Parmi l'amoncellement des roches, le chemin devint simple piste puis sentier.

Cairandrini qui commandait les sections de tirailleurs était

1. Plaine.

venu rejoindre Jacques. Ayant rangé sa bête auprès de *L'Eclair*, il rendait compte.

— Je vais être obligé de faire prendre la file à mes hommes, mon lieutenant. Et, à cause des pierres, je crois qu'il vaudrait mieux mettre pied à terre.

— D'accord, dit Jacques. Et, d'ailleurs, nous allons trouver une guelta[1] d'ici quelques minutes. On fera halte. Les chameaux boiront, les hommes casseront la croûte. Une heure d'arrêt, pas plus. Après quoi, on attaquera l'escalade.

Cairandrini considéra un instant l'énorme chaos rocheux vers lequel ils continuaient d'avancer.

— On prend la passe de Fouch? demanda-t-il.

— Exactement.

Cairandrini fit entendre un sifflement admiratif.

— On débute bien, dit-il en riant. Vous savez, mon lieutenant, qu'aucun détachement n'a jamais osé y passer! Il y a juste le capitaine et moi avec deux goumiers qui l'ayons franchie une fois! En dehors d'un ou deux chevriers, aucun Bidane n'ose s'y hasarder. Faire grimper ça par cent hommes et cent cinquante bêtes, sans compter le convoi, c'est un joli tour de force...

Jacques rit à son tour.

— Ecoutez, dit-il « *Première étape : marcher en direction nord sur le Dhar. L'escalader par la passe de Fouch. Camper le soir sur le plateau.* » C'est l'ordre de service du capitaine que je vous récite là, Cairandrini. Et vous comprenez, mon vieux, que du moment que l'ordre est de passer, je passerai!

Cairandrini caressa une seconde sa barbe.

— Bien sûr! qu'on passera. Mais, pour vous avoir tracé cet itinéraire-là, il faut que le capitaine ait une sacrée confiance en vous! Une mission comme ça, il ne l'aurait pas donnée à n'importe qui, je le connais. Maintenant, je retourne rejoindre mes gars. A tout à l'heure, mon lieutenant.

— Au revoir, Cairandrini.

L'adjudant, faisant demi-tour, s'éloigna. Jacques poursuivit sa route. Et brusquement, à un coude du sentier, il comprit tout ce que Cairandrini ne lui avait pas dit mais qu'il avait deviné autant dans son étonnement que dans ses réticences.

1. Poche d'eau.

Gigantesque pêle-mêle de blocs arrachés à la montagne, la passe se dressait devant lui. Un vague sentier zigzaguait parmi le chaos pierreux, s'accrochait au flanc de la falaise, escaladait les pierres, s'infiltrait entre des saillies, gagnait la crête du plateau qu'il atteignait par une étroite brèche.

La montée s'étirait sur plus de deux kilomètres et sur ces deux kilomètres, pas un palier, pas un mètre de terre dénudée.

Au pied de cette voie malaisée, une guelta étalait sa flaque d'eau grise. Des monolithes cyclopéens l'encadraient et, droit au-dessus d'elle, la paroi du dhar se dressait, formidable, couleur de suie. Deux maigres palmiers, poussés entre des fissures de rochers, reflétaient leurs profils renversés sur la face immobile et sale de l'eau. Ce fut là que Jacques déjeuna d'une boîte de singe tandis que, par groupes de dix, les chameaux du détachement défilaient à l'abreuvoir devant lui. Le dernier d'entre eux ayant bu, il donna le signal de l'escalade. Déblayant un passage, frayant un chemin aux animaux, remuant les énormes pierres, tirant, poussant, épaulant les bêtes une à une, les tirailleurs et les goumiers les hissèrent jusqu'au plateau. Après quoi, ils transportèrent les bagages du convoi.

Sept heures durant, sans une minute de répit, ils s'acharnèrent à réaliser l'invraisemblable tour de force. Sept heures durant, Jacques et ses quatre sous-officiers, montant, descendant le sentier, refaisant vingt fois le trajet pour surveiller les passages difficiles, dirigèrent l'opération.

Puis, dans la nuit brusquement tombée, le détachement reformé se traîna deux heures encore. Enfin, Jacques donna le signal de l'arrêt et, lorsque toutes les mesures de protection eurent été prises, la colonne s'installa pour la nuit, sur le sol rocailleux et noir.

Par grappes, goumiers et tirailleurs s'accroupirent autour de maigres feux. Vingt lueurs clignotèrent dans la nuit. Gardées par des sentinelles, les bêtes, ogol[1] aux paturons, piétinaient sur place, dociles, ruminantes et passives. Réunis, les quatre sous-officiers discutaient des péripéties et des incidents de leur étape.

Allongé sur son faro, sa lampe tempête à côté de lui, la tête

1. Lien de paille tressée servant à entraver les « antérieurs » des chameaux.

abritée par sa ralla, Jacques, qui avait aussi sommairement dîné qu'il avait déjeuné, mettait à jour son carnet de route.

La voix de Cairandrini lui parvenait, par instant.

— On l'avait vu au carré, et on vient de le voir au boulot. Il m'a plu tout de suite. Maintenant, il peut aller où ça lui plaira, je collerai au rouleau ! Voilà mon opinion !

Une autre voix, celle du sergent Bertier opina :

— Oui, il n'y a pas à tortiller. Il connaît son affaire et c'est pas le genre feignant. Tu as vu comment il a galopé tout le long de la montée ! Cet enfant de salaud ! Il était partout où ça bardait ! Pour ménager sa peine, on peut dire qu'il ne l'a pas ménagée !

— Je ne dis pas (c'était cette fois Lenoir, le caporal, qui parlait), mais, si vous m'en croyez, il s'agira pas de faire le zèbre avec lui. C'est pas un type à vous rater ! Et puis, tout de même, il aurait pu choisir un autre passage ! Tu parles d'un boulevard !

Cairandrini laissa tomber sèchement :

— Ordre du patron ! Il m'a montré la note de service ! Pour ce qui est de faire le zèbre, c'est comme ça qu'il les faut, les chefs ! Ça vaut mieux que les gars à la flan qui lâchent la main, qui laissent la pagaïe s'installer. Et puis, le jour où il y a un coup dur, tout le monde écope, nous les premiers !

Jacques avait refermé son carnet et soufflé sa lampe. Les yeux grands ouverts sur le ciel profond où scintillait le miraculeux fourmillement des étoiles, il écoutait.

— Au fond, résumait à son tour Bertier, un type dur mais pas prétentiard. Un chef, quoi ! Et d'abord, s'il était pas ça, vous pensez si Croisville l'aurait accepté au G.N. Alors, hein, il y a qu'à roupiller et, comme dit Cair, coller au rouleau. Avec des gars comme ça, on se sent pépère. Bonne nuit !

— Bonne nuit... Bonne nuit... Bonne nuit...

Jacques ferma les yeux. En lui-même, avec un étrange et émouvant remuement, montait le souhait :

— Bonne nuit, mes amis !

Un sourire aux lèvres, il savoura la douceur de ces jugements qu'on venait de porter sur lui.

Puis la phrase qu'avait dite Bertier lui revint à l'esprit.

« Et d'abord, s'il n'était pas ça, vous pensez si Croisville l'aurait accepté au G. N. »

Croisville ! Comme tous ces hommes lui avaient donné leur âme ! Quelle confiance ils avaient en lui !

Un peu d'irritation lui vint de cette admiration générale, de cette extraordinaire unanimité qui mettait dans la voix et aux lèvres de tous, dès qu'on prononçait ce nom, les mêmes expressions de ferveur, presque les mêmes mots d'enthousiasme.

Croisville ! Croisville !

Dans la nuit immobile et chaude, toute une rumeur flottait, faite des chuchotements des goumiers, des bavardages des tirailleurs, du piétinement des bêtes. Par dessus cette rumeur, la voix d'un garde montait, fredonnant le chant des guerriers du Traza :

Un homme ne fuit pas !
Les femmes elles-mêmes renient les lâches.
D'ailleurs, tu ignores ton destin...
Qu'en vienne le terme, rien ne t'empêchera de mourir
Mais, tant qu'il ne sera pas venu, tu n'as rien à craindre !
Tu ne mourras pas !...

Les feux clignotaient faiblement. Contre le ciel d'un bleu obscur, très loin, sur une ligne de crête tourmentée, la silhouette d'une sentinelle se découpait.

Plus proche, éclairé par la lueur d'un foyer, un groupe de chameaux se détachait.

Croisville !

Confuses, les pensées de Jacques flottèrent, dérivèrent, se mêlèrent...

Saint-Louis... Chateaulieu... Atar... Le carré... Sa vie depuis deux mois... Le Horran... Françoise... Françoise...

Sur une note filée, lente et aigre, la complainte du garde s'achevait :

... Tu ne mourras pas, ô guerrier !
Sers-toi donc de ton fusil, en brave...
Pour garder tes troupeaux,
Pour piller ceux de l'ennemi ! »

Bienfaisant et brutal, le sommeil écrasa Jacques d'un seul coup.

III

Se conformant strictement aux instructions de sa note de service, Jacques suivait l'itinéraire que lui avait fixé Croisville. Heure après heure, carte en main, il accomplissait les étapes prévues. Le plateau rocailleux une fois traversé, il était redescendu dans la longue baten qui s'étirait, presque rectiligne, d'Est en Ouest, flanquée par la falaise noire du plateau et par la chaîne des dunes couleur de gazelle.

Ici, tandis que tarissaient, l'un après l'autre, les gueltas et les puits, les pâturages achevaient lentement de « mourir ». Les touffes de verdure perdaient leur suc, prenaient le ton de la paille, tendaient la plaine d'un vaste tapis chaque jour plus jaune, au milieu duquel les « épineux » dressaient leurs buissons poussiéreux et gris.

Rencontrant de loin en loin quelques petits groupes de tentes, Jacques avait poursuivi sa route pendant trois jours, jusqu'à Azoueïga. Au milieu de la dessiccation générale, l'oasis surgissait, lourde tache verte, jardin peuplé d'ombres épaisses, éden miraculeux aux puits encore pleins d'eau fraîche, à la longue guelta bleue dont la face dormante reflétait la soie immaculée du ciel et le profil renversé des grêles palmiers alanguis.

Arrivé à l'oasis à la fin de l'après-midi, Jacques avait accordé à son détachement une nuit de détente.

Veillées par de solides flancs-gardes et par la patrouille des shouffs de protection, les bêtes s'y étaient gorgées d'eau, tandis que les hommes s'étaient vautrés dans la guelta.

Pendant toute la nuit, le silence avait été peuplé par le ruissellement liquide des seaux puisant au fond des puits et se déversant dans les tonnelets et les guerbas et par le clapotis des lentes et voluptueuses baignades des hommes dans la guelta.

Puis, dès le matin suivant, piquant droit vers le Sud, Jacques avait foncé à travers les dunes pour les franchir. Et trois

jours encore, parmi la houle des sables, le détachement avait cheminé de l'aube au crépuscule sous l'immense ciel aveuglant et brûlant. Le terrain risquant d'épuiser les bêtes, on avait avancé à pied, tirant les méhara par l'harzem, les remorquant de couloir en couloir entre les hautes parois de sable pareilles à des plaques de tôle surchauffée.

Durant cette avance, les shouffs suivaient les hautes crêtes qui dominaient l'étrange océan figé et gardaient ainsi la colonne de toute surprise.

De loin en loin, on tombait sur des traces qui toutes se trouvaient sur le chemin du Nord et Cairandrini en les montrant à Jacques hochait la tête soucieusement et disait :

— Les « campements » remontent tous... Mauvais...

Le soir du quatrième jour, enfin, le détachement quitta les dunes pour déboucher dans une baten et tomber en plein milieu d'un gros campement.

Parmi les maigres mimosas, une soixantaine de tentes basses et biscornues éparpillaient leurs taches sombres. A leurs étoffes brunes coupées de larges bandes plus claires, Rhane-Allah, le brigadier maure, avait aussitôt reconnu des R'gueïbats.

— Le campement d'Ould-Daff-le-borgne, précisa-t-il.

Déjà des hommes surgissaient des tentes. Devant l'une d'entre elles, plus vaste que les autres, un tam-tam commençait à battre sourdement. Quelques détonations claquèrent en signe de bienvenue, saluant l'arrivée du détachement.

Jacques donna ses ordres à Cairandrini qui marchait à ses côtés.

— Le carré sera dressé à trois cents mètres sur la gauche des dernières tentes r'gueïbats. Formation habituelle avec, à cinq cents mètres en avant de chaque face, un petit poste de protection. Les goumiers occuperont le côté opposé au campement d'Ould-Daff. Les deux fusils mitrailleurs seront placés aux deux angles de la ligne des tirailleurs, face au campement maure. Compris?

— Compris, mon lieutenant. Et les bêtes, on les enverra au pâturage?

— Non, elles resteront aux environs mêmes du carré et le piquet de garde qui les surveillera devra être doublé. L'eau

ne doit pas être loin ? Vous devez savoir ça, vous, Cairandrini ?

— Non, mon lieutenant, je ne suis jamais venu ici. Mais Bertier connaît la région, je vais lui demander.

— C'est ça. Renseignez-vous. Il faudra faire le plein dès demain et mener les bêtes à l'abreuvoir. Nous resterons ici deux jours pour reposer tout le monde.

Cairandrini approuva.

— Ça ne fera de mal à personne ! La traversée des dunes a été plutôt dure. C'est tout, mon lieutenant ?

Jacques hocha la tête approbativement.

— C'est tout. Vous pouvez disposer, Cair.

Mais l'adjudant demeura à ses côtés. Tripotant sa barbe d'un air perplexe, il dit :

— Je vous demande pardon, mon lieutenant, mais, vous ne trouvez pas bizarre que personne n'accoure au devant de nous ? Oui... ils tirent les coups de fusils de bienvenue obligatoires et le tam-tam marche... mais...

Jacques eut un mince sourire.

— ...mais Ould-Daff ne daigne pas venir lui-même me souhaiter la bienvenue. Oui... j'ai noté... On mettra ça au clair, ne vous en faites pas...

Cette fois, Cairandrini salua, et s'en fut.

JEAN D'ESME

(A suivre.)

CHAMINADOUR

ENTREPRENEUR

J'ai fait la connaissance aujourd'hui d'un jeune entrepreneur de maçonnerie, qui fume par jour trente-cinq cigarettes, en se mourant de l'estomac. Il me dit que, pour lui, le bonheur, ce serait de vivre plié en deux, la tête entre les jambes : dans cette position seulement, il ne souffre pas. Cependant, son allure, son port de tête, l'expression du visage sont de la plus grande noblesse : il s'en faut même de peu qu'il ne se tienne un peu trop droit et qu'il n'y ait de la raideur dans ses attitudes, de la dureté dans ses traits. Mais non, un frisson, une sorte de frémissement, lui caressant de temps en temps l'échine, l'assouplit et une larme, brillante de tendresse, passant de minute en minute sur son regard, l'adoucit.

Sa femme nous confie que, hors de son métier, ce prince d'apparence est sans volonté : c'est elle qui tient la bourse. Elle? Une sorte de bonne de curé, énorme, vulgaire, stricte pour tout ce qui touche au régime. L'homme dit ce qu'il aime et ce qu'elle sert, c'est le contraire : il obéit. C'est ailleurs qu'il est le maître et quelle ne doit pas être son autorité, son prestige, auprès de l'équipe d'ouvriers qu'il maintient dans le devoir ! On le devine à la belle ordonnance de ses gestes, à la coupe impeccable de son corps que son habit épouse parfaitement, sans aucune affectation ; à l'espèce d'empire surtout qu'il exerce à chaque minute sur sa douleur, en se donnant l'air de toutes les faiblesses pour tout ce qui regarde

seulement la fumée et cette femme sans gloire qui l'accompagne ; l'une et l'autre, dans sa vie, simple affaire de tenue, de contenance dont il n'est pas dupe ! Savoir où aller quand le travail est fini, et ne pas être embarrassé de ses mains du moment qu'on ne fait plus rien ; paraître ressembler à tout le monde, quand il allume sa trente-cinquième cigarette, en souriant à Mégère ?

Chacun a de ces subterfuges pour échapper à soi-même.

CHANOINE

Quand il se promenait dans le cloître à l'heure de la rentrée des classes, il voulait tellement se donner l'air d'une ombre qu'il était son ombre, en effet, et malgré la défense muette qu'il vous opposait de toute sa force ; si l'on s'avisait de l'aborder, on cherchait vainement sa main qu'il faisait semblant de donner, sans l'approcher plus près de vous qu'il ne l'éloignait de lui et qui était si poudrée, si artificielle et comme inaccessible, peut-être malade après tout, qu'on hésitait longtemps à aller la prendre dans l'irréel ou derrière son dos où elle demeurait ; à la fin, on y renonçait.

Au Conseil surtout, qu'il présidait, son isolement était grandiose. Distrait tout le temps qu'on expédiait le plus important, il se réveillait quand on allait oublier ce qui lui importait seul. Alors, comme à la plongée, sa tête glissait, s'enfonçait entre ses épaules ; ses longs cils gris, abaissés précieusement sur ses joues pâles, il dodelinait du torse un moment et, après avoir avec lenteur enveloppé, d'un mouvement des bras d'une étroitesse qui n'était qu'à lui, ses longues jambes frileuses dans les replis ouatés de sa douillette de soie : « Messieurs, risquait-il, et sa voix pateline — qu'un éclair impérieux traversait — se desséchait peu à peu dans sa bouche, ne nous séparons pas, je vous prie, avant d'avoir fixé la date et le programme de la prochaine représentation. » Sa chevelure bouclée avait des airs de perruque, son visage l'immobilité, l'expression stéréotypée d'un masque et ses gestes défilaient avec la monotonie inflexible de ceux d'un mannequin de cire. Sa mort même ne fut qu'un spectacle.

Né pour diriger le grand Opéra ou les Variétés, le chanoine Malterre eut beau, toute sa vie, n'être chargé que de la conduite d'un pensionnat, il ne fut quand même que directeur de théâtre, du 1er octobre à la mi-carême et de la mi-carême au 15 juillet, avec l'air de veiller à l'éducation de quelques centaines de jeunes hommes, ne s'occupant que de la préparation d'une séance récréative qui partageait l'année scolaire et du divertissement qui, après la distribution des prix, l'achevait. Tout dans la maison, il l'exigeait, était subordonné à cela. Lui-même, acteur de la tête aux pieds, jouait plutôt qu'il ne célébrait les saints mystères et il tenait à ce point aux atours et aux attitudes que l'essentiel passait inaperçu.

N'est-il pas mort presque subitement, en mimant sur son lit d'agonie, à minuit, une nuit de Noël, la messe qu'il devait dire à la même heure parmi tout le *flafla* de la chapelle illuminée? Et depuis l'orchestre de choix auquel on demanda, sur son ordre, d'exécuter son *Ave verum* préféré, jusqu'à l'armée des enfants de chœur d'honneur que dirigeait un maître de cérémonie de haut style, tout un peuple d'invités de marque était là pour le voir mourir. Bien plus, assourdi, enivré par le bruit fastueux des voitures qui, sous sa fenêtre basse, encombraient la rue, ce n'est qu'après avoir, à l'aide d'une patène, visible seulement pour lui, ramassé sur son drap les miettes d'une hostie imaginaire et, en élevant à la hauteur de son visage un calice de rêve, déjà trop lourd pour lui, qu'il expira.

COIFFEUR

Du président du tribunal au dernier scribe de la ville, tout ce qu'il y a de distingué à Chaminadour ne réussit qu'à paraître son vassal : c'est qu'il traite du haut en bas tout le monde, à moins qu'on ait quelque teinture d'astronomie.

Dans son grenier, dès qu'il a une minute, entre une coupe de barbe et une friction, il saisit à deux mains son télescope et repère le soleil, la lune, les étoiles ou les planètes, qui l'intéressent plus que la tête de ses clients.

Avec cela, un si beau visage que les peintres et les photographes, à dix lieues à la ronde, le supplient de leur permettre

de faire son portrait qu'ils lui offrent encadré, pourvu qu'il consente à l'accrocher dans son magasin, à titre de réclame.

— Mais que diable, se demande-t-on, un si bel homme et tellement au-dessus de sa condition séquestre-t-il dans une étroite cour une femme aussi laide que la sienne, que ne convoite et qui ne convoite personne et qu'il n'a peut-être lu-même jamais bien regardée?

— C'est, vous répondrait son unique ami, que la nature en elle reçoit des hommages qu'il n'entend partager pas même avec le bon Dieu.

LE BOUCHER

Vêtu d'une blouse bleu lavé qui descendait jusqu'à terre, chaussé de sabots ou d'espadrilles selon la saison, une casquette à pont en taffetas, haute de forme, enfoncée sur des yeux tout petits et cachés derrière un nez, le plus gros, le plus bourgeonné, le plus pustuleux qu'on pût voir, il débitait chaque matin au menu peuple, sur une table volante au milieu de la place, de la viande de chèvre ou de bouc et se plaignait-on du poids trop fin, comme il jetait régulièrement par-dessus le marché un morceau de choix, en maugréant : « Chique n'en donc », c'est ainsi qu'on le nommait.

Une brebis, par chance, venait-elle à mourir dans le voisinage, c'était toujours « Chique-n'en-donc » qu'on appelait; alors il partait tout de suite, avant qu'elle fût froide, muni d'une corde et d'une hotte pour tout engin. Le marché conclu, la bête dans la benne, il avait soin de lui laisser la tête hors, le cou passé dans un licou dont il tenait d'une main l'extrémité, et tous les dix pas, je te tire sur le cordon, comme pour empêcher que la brebis ne bougeât, en réalité pour faire croire qu'elle bougeait, en même temps que, d'une voix qui lui venait du ventre, il imitait les bêlements « bêe, bêe », suivis d'une autre musique, exécutée celle-ci de la tête ; « le diable te bêle ! » Mais le tout si bien réglé, que tout le monde était trompé, sauf le bon Dieu et la brebis.

ORIGINE DES NOUVELLES GALERIES

Mon grand-père avait plusieurs enfants, me raconte Armandine et, comme c'est l'usage en Auvergne, il céda de son vivant son commerce à son fils aîné, en l'avantageant d'un quart, mais sa fille aînée, ma tante Annette, l'avait bien aidé après la mort de grand'mère. Aussi apprit-il qu'il y avait une rouennerie à louer à Chaminadour ; il s'y rendit seul, traita au nom de sa fille, rentra au pays et le jour convenu, à vingt-quatre ans, elle partit à son tour, sans l'ombre d'un compagnon, prendre possession d'un fonds de commerce qu'elle ne connaissait que par ouï-dire et dans une ville où elle n'était jamais venue, où elle arriva le matin de bonne heure, un peu avant le jour ; elle y devait vivre trois quarts de siècle, sans la quitter, y mourir, y être ensevelie ; mais bien que Chaminadour à l'époque n'eût pas plus de six mille âmes, elle commença par s'y perdre. Personne encore n'y était debout à quatre heures du matin en juin. Combien de temps erra-t-elle d'une rue à l'autre, sans rencontrer personne ? Enfin, parurent au coin de la grand'rue et de la venelle des Gayes, comme exprès pour la renseigner, juste en face d'elle et en face de chez elle, deux hommes (l'un, très grand, avait bien vingt ans de plus que l'autre), le sacristain Marien et Coqueton, son protégé, le chantre, tout petit, qui allaient sonner l'*Angelus*. Nul ne savait quel lien de parenté ou d'amitié faisait qu'on ne les voyait tous les deux qu'ensemble. Toujours est-il que ma tante les fascina ; pendant les trois mois qui suivirent, tous les soirs, à huit heures, leur journée finie, ils vinrent s'asseoir sur deux marches voisines pour la voir fermer ses volets et, un jour, Marien parla le premier : « Épouse-la, dit-il à Coqueton. Je la demande en mariage pour toi ; je paie tous les frais de la noce et il y aura des tapis depuis le maître-autel jusque chez la Pédurant. » Ce qui fut fait, et comme Coqueton fabriquait et raccommodait les parapluies et les ombrelles, la rouennerie s'enrichit d'un rayon nouveau, en attendant que ma tante Annette appelât auprès d'elle son frère cadet, mon

père, qui ouvrit une chapellerie à droite et qu'un peu plus tard sa sœur la plus jeune, à sa gauche, installât un magasin de chaussures.

LINGÈRE

Il est quatre heures : Nathalie, la protégée de ma mère, vient de repasser notre linge et après la collation, elle s'avance au milieu des jeux, lançant sa tête énorme à chaque pas, de droite et de gauche, comme font les canards. C'est elle qui bouleverse les groupes sur son passage, mais c'est elle qui se plaint qu'on la bouscule et qu'on va la faire tomber, dès qu'on l'approche, tout le temps qu'elle est debout, vous dispersant du geste et de la voix.

On ne saurait se recommander au monde plus solennellement, mieux parée, caparaçonnée, coiffée ; proposer aux yeux énigme plus curieuse : cheveux de jais lissés avec plus de soin autour d'un pneu de crins, ça et là visible, et couronnés de peignes en diadème plus étincelants ; corsage de satin noir à baleines adapté au torse cambré, plus héroïque, une armure digne d'une écuyère de cirque et tout cela posé, oh ! si drôlement, sur le train de derrière énorme d'un cheval, dont on retrouve, sans peine le profil sous le masque de la dame, assez voisine de l'hippocampe. Non, rien d'aussi troublant à la vérité que ce long visage grave et pompeux, attelé à cette croupe difforme, bouffonne, à la dérive à chaque enjambée, sous sa housse qui tombe au ras du sol, les jambes semblables à des cerceaux et les pieds sans doute à des tenailles. Enfin, de foulée en cahot, la voilà loin de tout, assise, fragile et immobile et vous vous croyez bien tranquille avec elle, au moment précis où, de son rocher ou de son trône de nuées, elle se détache par une sorte de défi et s'élance à la suite de la marelle qu'elle poursuit sur un pied, sur l'autre, en faisant claquer ses doigts au-dessus de sa tête, comme si elle dansait ; ou bien, une raquette en main, à la chasse au volant, elle court avec un entrain du diable, son agilité, sa grâce de naine boîteuse comme suspendue à un rythme puissant et cocasse et vous applaudissez, quand tout finit d'un coup par une catastrophe, au beau milieu

d'un massif de capucines ou de rhododendrons massacrés, cependant que, ni assez sérieux ni assez habiles pour lui porter secours efficacement, nous voilà tous penchés sur elle. Nous l'auscultons, en tâtonnant, incapables de retrouver ses petites jambes tordues, crochetées sous sa nuque, où ses longs bras embarrassés dans ses jupes. Comment remettre en place, réajuster cette machine, ces anneaux, articulations, pneu, passementeries, ces membres compliqués, vrais et composés de pièces fausses, invraisemblables, ici confondus, là, épars, disloqués, écroulés, non étiquetés? Mais, par miracle encore, comment cela s'est-il fait? En une seconde, elle se rassemble toute seule et debout, de ses trente-deux dents déployées, énormes, comme une collection de petits couperets d'ivoire, d'une oreille à l'autre elle rit, rafistolée, et se rencoigne d'elle-même sur son socle, où nous chargeons deux petits anges de la maintenir au moyen de sucreries et de chansons.

ABBÉ

— Oh! monsieur! C'est bien pauvre ici mais tout m'est si précieux dans ce petit couloir qui me sert de chambre. Songez que, durant sept années, j'y ai vécu sans une armoire où ranger mes hardes ni une commode où mettre mon linge avec un simple porte-manteaux et une malle, une table en bois blanc et une chaise paillée pour tout mobilier. Peu à peu, je me suis « gâté » un jour de ce bureau, une autre fois de ces deux fauteuils que j'ai trouvé à acheter d'occasion dans le quartier. Ah! pour moi, quelle affaire ce fut, monsieur, je vous assure, de décider pareille emplette et d'y arrêter mon choix. C'est que ces objets seront bien probablement, jusqu'à ma mort, les compagnons de ma solitude et quand j'ai installé confortablement mon visiteur, vous me voyez là me carrer sur ce trône, comme un roi. Mais de mon royaume, ce petit coin agréable et simple n'est que la figure : je ne sais pas m'ennuyer, je n'en ai, je dois le dire, été tenté jamais, je n'en ai jamais trouvé le temps. J'aime trop ce que je fais et je fais toujours quelque chose. Outre mes élèves de rhétorique, j'ai ici mes auteurs (il montre quelques livres sur un rayon) ;

et quand mes auteurs me lassent, je prends mon violon ; et quand mon violon m'a distrait, j'ai ma tapisserie (il désigne du doigt un métier). Deux fois la semaine, nous sommes cinq instrumentistes amateurs qui nous réunissons dans le salon d'une vieille demoiselle, et trios, quatuors, quintettes n'ont pas de secrets pour nous, de Haydn à Poulenc... Vous admirez ma descente de lit et ma carpette au point d'Aubusson ? Elles sont mon œuvre, l'une et l'autre. Je relève les modèles les plus difficiles et, sans négliger la moindre nuance, j'assortis mes laines. C'est bien, mais je crée aussi des dessins, monsieur, j'aime l'inédit et je les réalise moi-même. Où je passe mes vacances ? Régulièrement auprès de ma vieille mère, qui habite notre village natal, dans la montagne. Je vis là-bas deux mois l'été, comme un paysan : c'est moi qui rentre le bois pour l'hiver et je le casse bûche à bûche ou je le scie, je bêche le jardin, je raccommode le toit, j'irrigue le petit champ où paissent quelques brebis et une chèvre. Le vendredi, je prends mon panier et je vais, à pied, acheter notre poisson tout frais à la ville, à huit kilomètres ; vite, je le rapporte ; ma mère le fait cuire et nous nous régalons de pénitence. La vie, quand on sait, si pauvre qu'on soit, n'est que fête ; mais les hommes choisissent presque tous la mauvaise part : l'envie.

MARCEL JOUHANDEAU

L'EXPOSITION DE ROME DE 1942

POURQUOI l'Italie a-t-elle pris l'initiative d'organiser à Rome, en 1942, une Exposition Universelle à laquelle la France ne saurait rester indifférente, particulièrement dans les circonstances actuelles ? Parce que 1942 sera le vingtième anniversaire du Fascisme. Il n'est pas indifférent de noter que le Duce a conçu le projet de cette Exposition au printemps de l'année 1935, an XIII du régime, c'est-à-dire en pleine guerre éthiopienne.

Dans sa pensée, l'Exposition de 1942 n'apparaissait pas seulement comme une foire aux vanités, mais comme un acte ayant une valeur politique. « Acte de foi dans la nation italienne, déclare de son côté le sénateur Cini, commissaire général de l'Exposition de 1942 et de l'*Ente autonomo* (administration autonome s'y rattachant), affirmation de sa volonté de travailler et de produire, même dans le domaine de la collaboration internationale. »

Cette olympiade de la civilisation entend présenter, organiquement et le plus complètement possible, l'activité déployée par les différents peuples aussi bien dans le domaine matériel que dans le domaine spirituel. Voilà le thème. Comment l'a-t-on développé, réalisé ? Lorsque le Duce décida d'exposer le bilan de toutes les énergies idéales et matérielles de l'Italie nouvelle en les intégrant à l'évolution du pays, pendant son histoire trois fois millénaire et juxtaposée au développement parallèle

de la civilisation, il voyait, aussi bien que les hommes appelés à réaliser le plan, les exemples donnés par les expositions précédentes. Il voulait surtout en éviter les erreurs et la principale, à savoir l'énorme gaspillage de fonds qui est la conséquence inévitable de leur caractère provisoire.

En décidant que l'Exposition de Rome en 1942, l'E. 42, comme on l'appelle en Italie, aurait lieu hors les murs, et non en dedans des murs, M. Mussolini semble s'être inspiré du passage du *Discours de la Méthode* dans lequel Descartes préfère aux anciennes cités, qui de bourgades sont peu à peu devenues de grandes villes, *les places régulières qu'un ingénieur trace à sa fantaisie dans une grande plaine.*

Ce n'est pas une simple question d'esthétique. Nous avons eu l'occasion d'en débattre, nous autres Français, quand il s'est agi de préparer l'Exposition de 1937. Nous étions plusieurs à vouloir la situer hors les murs, dans le prolongement de l'axe tracé par Colbert, que suivent les Champs-Élysées, l'Avenue de la Grande-Armée, l'Avenue de la Défense, jalonnés par l'Obélisque de Louqsor, l'Arc de l'Étoile, le Pont de Neuilly, aboutissant par destination, en pleine forêt de Saint-Germain, dont les sentiers sont ainsi à quinze minutes du cœur de Paris. Mais les commerçants parisiens craignaient qu'une exposition hors les murs ne portât atteinte à leur commerce ; mais ceux qui se croient voués, par prédestination, à connaître des préférences du public, affirmèrent *à priori* que le public se détournerait d'un terrain aussi éloigné. On leur donna raison.

Rome a connu pareille hésitation. On ne peut qu'approuver la décision qui a été prise de lier à des projets d'extension urbaine le choix de l'emplacement de l'Exposition 1942, de telle sorte qu'un grand quartier de la ville puisse se substituer par la suite à l'Exposition. Dès lors, le choix du terrain prenait une importance particulière. La zone Nord, Nord-Ouest, que couronne le Monte-Mario, toute découpée et d'accès difficile, s'adaptait mieux à des parcs et à des promenades publiques ; la zone Est, constituée par les plateaux qui s'appuient aux collines tiburtines et latiales, était salubre et bien située, mais séparée du centre de la capitale, sur plusieurs kilomètres d'épaisseur, par un quartier d'habitation monotone et construit d'un point de vue strictement utilitaire : défoncer et traverser cette zone pour arri-

ver aux terres libres ne paraissait guère possible. La zone de l'Est, ainsi que la zone du Nord, Nord-Ouest, était déjà destinée à l'expansion de l'habitation et de l'industrie. M. Marcello Piacentini, qui édifia le Palais de l'Italie à l'Exposition de Paris en 1937 et qui a la haute main sur les destinées architecturales de l'E. 42, ne manqua pas de conclure que la zone du Midi, celle qui s'étend vers les fouilles anciennes d'Ostie, vers la mer, où « miraculeusement » l'activité constructrice ne s'était jamais développée dans le passé, laissait aux hommes d'aujourd'hui la possibilité de donner un nouveau visage à la Rome mussolinienne.

En urbanisme, je ne crois pas beaucoup aux miracles. Si Rome ne s'est pas développée vers la mer, c'est que les Anciens se tenaient de préférence à l'écart du rivage, se méfiant avec raison des incursions des corsaires. L'exemple des villes méditerranéennes de l'Ifrikia, comme Sousse et Sfax, est significatif. Les pratiques de la guerre aérienne et maritime ne contredisent point ce principe.

En résumé, le partage en grandes masses de la Rome mussolinienne s'organise ainsi : au Nord et à l'Ouest, les parcs, les allées qui déroulent aux yeux des passants une vue panoramique, l'expansion dense et populaire autour des « centres » industriels ; au Sud, l'expansion monumentale, en relation avec le centre de la ville, qu'on peut situer, comme jadis, au Capitole, au Forum et au Colisée.

« Nous aurons, déclare M. Marcello Piacentini, les places et les rues, techniquement construites pour être définitives avec leur pavage, leurs trottoirs, leurs arbres, leur eau, leurs égouts, leur gaz, leur électricité, *et cætera*. Aussi durables seront les parcs, les jardins, les fontaines, les escaliers, les décorations (sculptures, mosaïques, bronzes), le grand lac avec ses cascades et ses jeux d'eau, ses portiques et ses constructions, enfin une partie des constructions, un cinquième environ de ce qui aura été construit restera. »

Ainsi conçue, l'Exposition peut être considérée comme le cadre préparé d'une ville nouvelle, capable de recevoir quelque cent mille habitants, dans des conditions parfaites d'hygiène, de confort et de sécurité.

Certains craignent que l'Exposition ne puisse avoir lieu,

dans les circonstances difficiles que traverse l'Europe. Même en admettant, disent-ils, que l'Italie reste à l'écart du conflit actuel et qu'elle mène à bien les travaux commencés, mais considérablement entravés, dès aujourd'hui, par le manque de fer, comment recrutera-t-elle des exposants et des visiteurs dans un monde en armes, morcelé par des frontières quasi infranchissables, rétréci par les tracasseries du change, de la police et les difficultés de passeports ? En mettant les choses au pire, le plan adopté autorise, quasi sans dépense supplémentaire, la substitution d'un nouveau quartier à la manifestation projetée pour 1942 : à cela près que les constructions définitives y auront le pas sur les constructions provisoires. Ce ne sera pas le moindre mérite du chef que d'avoir paré aux deux hypothèses et fait confiance, dans tous les cas, à l'activité du peuple italien, si sobre et si laborieux.

Mais raisonnons comme si l'Exposition de 1942 devait avoir lieu dans un monde enfin pacifié. Les édifices durables auront deux destinations : l'une provisoire, pendant l'Exposition, l'autre définitive ; mais, puisque les programmes de ces deux destinations seront presque toujours en accord, la distribution des locaux et l'arrangement des mêmes édifices seront conformes à chacune d'elles. Par exemple, le Palais des Sciences sera l'Exposition de la Science puis le Musée de la Science.

Le fait de destiner les édifices durables aux manifestations de la culture a provoqué dans l'étude du tracé du quartier où ils s'implantent un rythme et une coupe de style monumental, dans la manière des types légués par les époques lointaines. Dans une ville où jadis on a élevé des bâtiments comme les thermes, les basiliques et les couvents chrétiens, aménagé des places comme celles du Peuple et de Saint-Pierre, comme le Quirinal et le Capitole, il est certes ardu, avoue avec modestie l'éminent surintendant de l'architecture à l'E. 42, de prétendre à de nouvelles harmonies, à de nouvelles beautés. Cependant, il a bien fallu en venir là et comprendre que « la grandeur de l'époque » l'exigeait.

Je ne puis qu'être saisi, véritablement, par la tournure d'esprit qui a engagé les maîtres de l'œuvre vers quelque chose qui échappe à cette hypocrisie du médiocre, à cette fausse pudeur de la démagogie qui sévissaient, il y a vingt ans, en Italie comme en

d'autres pays latins. Il y a là une attitude particulièrement courageuse. La cité qui fut d'abord la cité antique de notre Fustel de Coulanges, puis la cité des papes de la Renaissance, aspire à se dégager de la gangue pittoresque que les époques de médiocrité avaient insérée entre les chefs-d'œuvre de l'antiquité et du XVIe siècle.

Lorsqu'on examine le plan de Rome, on voit se dessiner une ligne presque droite qui joint le pont romain Milvius à la place de Venise, au Colisée et à Saint-Paul-hors-les-murs. Son prolongement vers Ostie détermine la position de l'E. 42, à sept kilomètres de la place de Venise, au lieu dit des Trois Fontaines. M. Gaëtano Minucci, architecte directeur des services de l'architecture et des parcs de l'E. 42, fait observer que la distance qui sépare cet emplacement de la place de Venise est égale à celle qui sépare la place de Venise du Forum Mussolini et que cette égalité même traduit le souci constant d'un équilibre entre les poussées de l'extension de Rome vers le Nord et vers le Sud.

La liaison du Centre de Rome avec l'E. 42 a naturellement préoccupé les organisateurs. Ils se sont efforcés, avec succès, de l'intégrer d'une manière intime au plan régulateur de la ville. De la gare centrale, qu'on achève de reconstruire pour la circonstance, dans le caractère qui convient à un aspect de la civilisation actuelle, un métropolitain se dirige en sous-sol vers le Colisée. De là il gagne, toujours souterrain, la place de Saint-Paul qu'ennoblit le voisinage de la pyramide de Cestius et de la basilique Saint-Paul-hors-les-murs. A partir de la gare du chemin de fer électrique qui mène à Ostie, le métropolitain longe, à ciel ouvert, la voie du chemin de fer d'Ostie, à quelque distance de l'autostrade jalonnée de signaux, plantée d'arbres, qui elle-même suit d'une manière générale le sillon creusé par le Tibre. Les hommes piétinent toujours les mêmes sentiers.

Il va de soi que le métropolitain pénètre au cœur même de l'Exposition. On a profité du Tibre pour aménager sur la rive droite, plus basse et plus accessible à l'inondation, un idroscalo joint à un aéroscalo, tous deux reliés à la place Saint-Paul par la via della Magliana.

On peut juger excessive la superficie de l'E. 42, qui mesure 400 hectares, surtout quand on la compare à celle des expositions antérieures, exception faite pour New-York 1939, qui cou-

vrait 460 hectares. Si l'on ne pense plus à l'Exposition mais au quartier qui lui succédera, cette superficie paraît complètement justifiée, surtout si l'on admet que le nouveau quartier devra avoir des caractéristiques monumentales.

Alors qu'une exposition est un divertissement doué d'une circulation spéciale, d'un esprit de nouveauté, par conséquent changeant et éphémère, un quartier monumental exige une plus grande rigidité de tracé, une expression architecturale et permanente, non seulement matérielle mais spirituelle. Quand la première conception heurtait la seconde, on a fait prévaloir celle-ci.

A priori le terrain, formant une sorte de colline coupée par la dépression transversale de la Valle della Valchetta, avec des niveaux qui varient de 25 à 46 mètres, semblait se prêter à des arrangements plus panoramiques que grandioses, à des quartiers fragmentaires et reliés par des pentes de 8, même de 10 pour cent. Il en fût résulté beaucoup de pittoresque mais aussi beaucoup de fatigue pour les visiteurs, des parcours longs et pénibles. Il eût été impossible d'employer des automobiles électriques avec accumulateurs, mode de transport qui convient à une exposition en raison de son silence et de son absence d'odeur ou de fumée. Impossible aussi de satisfaire aux raisons tirées de l'hydraulique, qui règlent le niveau des nouveaux collecteurs relativement à celui qui est en usage au moment de la plus haute crue du Tibre. Enfin et surtout, il eût été difficile de concilier le pittoresque des arrangements qu'aurait déterminé une adaptation trop étroite au terrain avec une composition vraiment romaine. Aussi les organisateurs se sont-ils ralliés à un plan d'aménagement d'un esprit classique, clairement et évidemment italien. En voici le schéma.

La voie impériale, venant de Rome et conduisant à la mer, en forme l'axe, orienté du Nord au Sud, approximativement. Ayant abandonné son caractère de communication, elle prend celui d'urbanisme monumental, affirmé dès l'entrée principale par une esplanade à double couronnement, avec portiques, jardins, fontaines et sculptures. Ensuite, de chaque côté de la Voie Impériale, deux tableaux architectoniques : à gauche le Palais de marbre, destiné aux réceptions et aux congrès, précédé par un portique, dominé par la masse imposante du salon central. A droite s'amorce une allée, décorée au centre de bassins et de

pelouses, qui monte légèrement, entre deux rangées de pylônes de feuillage, vers le grand édifice du fond, dédié à la civilisation italienne.

Plus loin, après les Propylées, la Voie Impériale s'élargit en une grande place du même nom. Cinq édifices de marbre, contenant les deux Expositions d'art ancien et d'art moderne, l'Exposition de la science, l'Exposition ethnographique et le cinéma ou salle des spectacles l'encadreront du côté de l'Ouest. A l'Est, elle s'ouvre par un vaste portique sur l'allée de l'industrie, qui conduit à une autre place, qu'entourent, celle-là, les édifices de la *Romanité*. A ce point s'encadre la vision panoramique du Monte Cavo et des châteaux romains.

C'est au sortir de la place Impériale, en allant vers le lac, que la Voie Impériale prend toute son ampleur. Large de 104 mètres, se composant d'une allée centrale et de deux allées latérales, plantée de pins, elle mettra en valeur les palais des grandes nations, parmi lesquels celui de la France.

A en croire la rumeur publique, on envisagerait non un palais provisoire mais un palais définitif, et qui serait en quelque sorte, après 1942, la maison de France à Rome.

Si la France souhaite justement avoir sa maison à Rome, où elle puisse manifester son génie dans tous les ordres d'idées et d'une manière permanente, ce doit être au centre de Rome, et non à deux lieues de la place de Venise. Si l'Exposition est, en 1942, le point de mire de l'univers, le quartier des Trois Fontaines, qui lui succédera, aura un caractère de résidence luxueuse, *mais excentrique*.

C'est sur les bords du lac que l'Exposition proposera son aspect le plus spectaculaire, sous la forme d'une grande cascade tombant d'une hauteur de 26 mètres, sur une largeur de 25 mètres. Le reste de la zone qui entoure le lac descend vers l'eau par de vastes terrasses aménagées en jardins ou en parcs : elles permettront à des dizaines de milliers de personnes de bien voir les fêtes de l'eau et de la lumière, accompagnées d'auditions musicales.

Tandis que sur la gauche, la zone du lac finit en un labyrinthe d'eaux et de jardins, que limite le Palais de l'agriculture et de la bonification des terres, sur la droite au contraire, elle s'achève en un amphithéâtre de feuillage et de pierre qui, en temps ordi-

naire, doit servir de motif de fond et, à certaines heures du jour ou de la nuit, de cadre aux spectacles de plein air. Le sommet de la colline forme une sorte de parc boisé, où il y aura place, si besoin est, pour des constructions provisoires.

Pour la commodité du visiteur, guidé presque toujours par une curiosité particulière, on a divisé cette « Olympiade de la civilisation » en zones qui correspondent chacune à un ordre particulier de la connaissance.

Je voudrais insister sur les parcs et les jardins qui feront l'agrément non seulement de l'E. 42, mais du quartier qui lui survivra. Dans les deux parcs situés à gauche et à droite de l'entrée principale, l'aménagement aura un style du type classique, tandis que dans les zones latérales et en direction de la mer, il prendra une tonalité plus régionale. Le choix des essences a été fondé sur des raisons esthétiques d'harmonie et sur des raisons techniques de climat, qui suggèrent l'emploi des pins, des chênes, des lauriers. Mais pour varier cet effet dominant et pouvoir le soutenir de mai à novembre, on plantera des arbustes suivant la nuance de leur vert et la période de leur floraison. De véritables champs de fleurs serrées appuieront de leur tonalité de vitrail ces verdures en quelque sorte architecturales. Pour les allées, routes et places, on a voulu des essences ombellifères et de croissance rapide : elles donneront plus d'ombre aux visiteurs que rafraîchira, par ailleurs, la vue des fontaines. A leur intention, on a multiplié les bancs, les portiques ombreux. Les jardins qui entoureront les trois bassins du lac auront le caractère grandiose d'une *villa,* dans le sens italien du mot.

Le bois d'eucalyptus, qui existe déjà, près de l'entrée, sera praticable, aménagé en zone de repos, particulièrement à l'intention des enfants que leurs parents pourront confier, jusqu'au soir, à des garderies.

A l'intérieur des lots, on multipliera les jardins, traversés par de petites allées qui abrégeront le trajet des visiteurs, auxquels seront réservés des coins de repos, d'ombre et de silence. Enfin, pour éviter le spectacle des foules qui bivouaquent et mangent sur les bancs, dans les allées principales, au pied des statues et jusque sur les degrés des palais, en y laissant le témoignage indésirable de reliefs et de papiers gras, on a prévu, un peu à

l'écart, des emplacements pourvus de banquettes, tables, fontaines et débits de boissons.

Ce qui existe déjà n'est pas négligeable. Il va de soi qu'il s'agit des aménagements permanents, non des constructions provisoires qui ne peuvent, de ce fait, être élevées plus de six mois avant l'ouverture. Je passe sous silence ce qui ne se voit pas en surface, comme l'équipement du sol. On discerne aux travaux de terrassement accomplis ce qu'un grand axe gagne à la mise en évidence d'une pente qui se relève en un point déterminé de la perspective. L'utilisation de la Valle della Valchetta produit sur nous le même genre d'effet que l'utilisation des marais de Versailles par Le Nôtre pour le grand canal.

Le village construit pour les ouvriers nous prouve la minutie de l'organisation. De même le restaurant réservé aux fonctionnaires de l'Exposition.

Un véritable palais abrite dès maintenant les œuvres du Commissariat et de l'*Ente autonomo*. Nous avons parcouru du haut en bas ses escaliers, ses salons où tous les marbres de la péninsule s'étalent avec profusion — ce qui est une manière de régionalisme architectural — ses ateliers où une foule de dessinateurs, hommes et femmes, travaillent dans des conditions d'hygiène, de lumière, de température véritablement idéales, ses bureaux ouverts sur les dégagements par des glaces posées au-dessus d'allèges. Sa façade, revêtue de marbre, se développe non sans majesté, accentuée par un redent, aérée par un portique, précédée par un miroir d'eau qui laisse voir, en transparence, les charmantes mosaïques du peintre Severini, dont la femme est la fille de notre poète Paul Fort. Un bas-relief de travertin, qui représente l'activité romaine, ne manque pas de qualité.

Les vastes ascenseurs montent et descendent ; des portes coulissantes, que mettent en mouvement des moteurs électriques, s'ouvrent dès que le visiteur, en s'approchant d'elles, intercepte par sa présence le contact établi par un rayon infra-rouge. Les portes sont de glace trempée, c'est-à-dire de glaces qu'on trempe comme de l'acier. Si intéressantes soient-elles comme procédé de fabrication, elles nous causent un peu d'inquiétude. Le raisonnement ne prévaut pas toujours sur l'imagination : elle joue sa partie dans le concert de l'architecture.

Ainsi du Palais des Congrès et des Fêtes. Sa salle centrale est couverte en voûte d'arêtes et entourée d'un portique de marbre, au fond duquel on aperçoit d'immenses peintures décoratives ; mais une console s'avance en porte-à-faux au devant de la façade : elle soutient le poids d'un quadrige. Nous avons beau savoir que le ciment armé autorise ces porte-à-faux ; nous ne pouvons nous défendre d'un sentiment de malaise en présence de cette application parfaitement logique d'un procédé de construction qui, dans ce cas particulier, fait figure d'un véritable tour de force, en dépit de sa banalité.

Je suis accompagné dans ma visite par l'architecte français Auguste Perret, qui veut bien signer avec moi un livre sur les nouvelles constructions italiennes qui doit paraître bientôt. D'une manière générale, M. Auguste Perret estime qu'il y a dans l'architecture nouvelle que manifestent les palais déjà existants trop de piliers carrés. Selon lui, le pilier carré trahit un souci d'économie. Il est moins coûteux de faire un revêtement de pierre ou de marbre sur un pilier que sur une colonne. Le pilier relève d'une géométrie contraire à la nature humaine. La colonne, elle, reste humaine parce que modelée, et donc sincère. Dans un seul cas, Auguste Perret préfère le pilier à la colonne : à l'angle d'un édifice, parce que la saillie que fait l'architrave à angle droit est véritablement plus heureuse sur un pilier que sur une colonne, quand on regarde le monument par la diagonale. On devrait d'ailleurs toujours considérer un monument en perspective, jamais dans l'axe. Le plan de l'E. 42 manque de diagonales ; elle a son axe noble, ses transversales ; ce découpage à angle droit produit parfois l'effet d'un lazaret ; elle gagnerait à être percée de diagonales qui présenteraient les palais en perspective.

L'E. 42 fournit assez de sujets à notre approbation pour que cette réserve apparaisse à ses animateurs comme la revanche d'un individualisme auquel ils font souvent appel. Construit par l'architecte Gaëtano Minucci, le Palais du Commissariat, où sont logés les bureaux de l'*Ente autonomo*, est destiné à devenir le Siège de la Fédération des Faisceaux de Combats de l'Urbe. Situé à la limite de l'Exposition, il peut ainsi être accessible de l'intérieur et de l'extérieur. Il dispose de salles pour le Commissariat et de pièces pour les bureaux, parmi lesquelles un grand salon destiné au public, un autre à

l'expédition des affaires concernant l'aménagement de l'E. 42.

Le Palais des Fêtes, Congrès et Réceptions, dû à l'architecte Libéra, abrite un salon avec une galerie intérieure et un vaste atrium, un auditorium pour les congrès, des salles de commissions, une bibliothèque, des bureaux, quelques services.

Le Palais de la civilisation italienne doit recevoir, pendant l'E. 42, l'Exposition de la civilisation ancienne qui deviendra, par la suite, le Musée de la civilisation italienne. Il doit exprimer par des formes claires, évidentes et compréhensibles la synthèse de cette civilisation, depuis ses origines jusqu'à nos jours, dans les arts, les sciences, la technique, les événements historiques, les lois sociales, la pensée philosophique, politique, religieuse. De cette manifestation doivent ressortir l'unité et la continuité du génie italien. Les architectes Guerrini, Padula, Mario Romano ont symbolisé cette notion de fierté nationale par une sorte de tour carrée, haute de 70 mètres, entourée sans interruption, sur les quatre côtés, par six étages d'arcades.

Je n'éviterais pas quelque monotonie en énumérant des chiffres. Je ne puis cependant résister au plaisir de citer ceux de la future Eglise, une des plus grandes de Rome. Elle mesurera en superficie 2.082 mètres carrés, en volume 94.000 mètres cubes, en hauteur 71 mètres, soit un mètre de plus que la Tour de la civilisation italienne. Le diamètre de sa coupole sera de 28 mètres. Elle servira de paroisse, par la suite, au quartier des Trois Fontaines. Elle avoisine logiquement le groupe d'immeubles qui serviront de cadre à une expérience de l'habitation et qui seront occupés par la suite. Il s'agit d'un quartier modèle, composé en grande partie de villas individuelles, de maisons à deux ou plusieurs appartements, mais aussi de maisons à plusieurs étages. Ces constructions permanentes seront élevées par des particuliers, sous le contrôle technique et esthétique de l'*Ente autonomo*, qui consentira des facilités particulières aux constructeurs ayant obéi à ses servitudes.

Les amateurs de jardins se réjouiront que dans l'ensemble on n'ait pas planté moins de 14 kilomètres de rangées d'arbres, de 20.000 plantes conifères, de 8.000 plantes d'espèces variées, de 16.300 arbres à feuilles caduques et à feuilles persistantes, de 1.600.000 plants pour haies, de 4 millions de fleurs.

Enfin les élites ne resteront pas indifférentes au fait que les

architectes ont été choisis à la suite d'un concours qui tendait moins à désigner des œuvres que des hommes.

La Voie Impériale s'échappe de l'Exposition par un arc d'aluminium en plein cintre, d'un diamètre de 300 mètres. Ce n'est pas au hasard que l'Exposition de 1942, qui s'ouvre sur un prolongement de la Voie Impériale, s'achève sur un arc-en-ciel barré par l'horizon maritime. Cela signifie sans doute que, pour être vastes, les perspectives de l'Urbe n'en sont pas moins encadrées, dirigées vers un but. Par la Via Imperiale, sans doute, l'*Urbe* grandit. Par la Via Imperiale, aussi, elle rejoint l'antiquité romaine et retrouve la cité antique d'Ostie au delà de ce portrait imaginaire que sera l'E. 42 et de ce portrait réel que sera la ville des Trois Fontaines. Ce nom même n'évoque-t-il pas la chanson de l'eau à Rome ?

LÉANDRE VAILLAT

L'HISTOIRE

Albert Petit, à qui je succède ici, charmait ses lecteurs par sa parfaite connaissance de tous les chapitres de l'Histoire. Il avait été, de longues années, professeur au lycée Janson de Sailly et ses anciens élèves témoigneraient tous qu'il se jouait avec une aimable aisance dans le domaine qui lui était réservé. Cette aisance venait précisément de l'étendue de sa science. Elle apparaissait encore dans sa conversation, que je goûtais beaucoup, et lui permettait des rapprochements entre les époques les plus éloignées et, en apparence, les plus différentes. A la tâche professorale qu'il n'était pas homme à remplir superficiellement, il avait joint celle du journaliste. Entré au *Journal des Débats*, il y a plus de quarante ans, il s'y était d'abord — et tout naturellement — spécialisé dans les questions d'enseignement et, jusqu'au bout, il a défendu la tradition des fortes études classiques avec un mélange de fermeté et de malice. Plus tard il a élargi le domaine de sa collaboration, apportant dans tous ses articles cette solidité foncière que parait un aimable enjouement, parfois fort piquant. La double tâche que, du lycée au journal, il avait assumée, l'absorba trop pour qu'il pût faire, à proprement parler, œuvre d'historien. Il a consacré un très bon volume à sa *Normandie* natale et un autre à l'*Ile-de-France*, sans appareil scientifique, mais avec une parfaite méthode ; l'on doit donc regretter que ce brillant agrégé d'histoire n'ait pu donner là toute sa mesure. Mais le journalisme

l'avait préparé — autant que l'enseignement — au genre de la *chronique*, et les lecteurs de la *Revue de Paris* savent avec quelle aisance il savait passer d'un livre sur l'Antiquité la plus reculée à un ouvrage consacré aux événements contemporains.

J'ai eu souvent l'occasion de « causer histoire » avec Albert Petit. Encore qu'il ne fût pas, naturellement, sévère, il aimait trop l'Histoire pour supporter qu'on en prît à son aise avec elle. Quand, il y a quelques années, la vogue s'attacha, pour quelque temps, à l'*histoire romancée*, il s'en montrait, comme tant d'entre nous, scandalisé — genre faux et bâtard.

Ce que nous reprochions à l'*histoire romancée*, c'était, entre autres choses, d'être parfaitement inutile. Depuis un demi-siècle, l'Histoire — j'entends la plus nourrie d'érudition — a fort généralement quitté le ton un peu gourmé qu'elle devait à un préjugé des vieux maîtres : un François Guizot professait, pour ce qu'il eût appelé « la dignité de l'Histoire », un respect que, avec un tout autre tempérament, partageait un Adolphe Thiers. Notre génération, formée cependant aux sévères disciplines auxquelles nos professeurs nous avaient pliés, concevait moins que Guizot ou Thiers le respect de la gravité dans les discours historiques. Comme Michelet, nous admettions que chercher dans la vie cachée des hommes publics, dans leurs passions particulières et jusque dans leurs misères physiologiques, le secret de certains de leurs actes, n'est nullement attenter à la « dignité de l'Histoire » mais que, par contre, c'est travailler à établir la vérité et à faire jaillir la lumière. Sans doute une telle pensée entraîne-t-elle à une enquête difficile et prolongée ; il est plus facile d'écrire, d'après les dépêches conservées au dépôt des Affaires étrangères, l'histoire d'une négociation, que de reconstituer, à l'aide de mille documents cherchés jusque dans le fond des archives familiales, notariales et même médicales, la vie d'un des grands acteurs de l'Histoire. Mais c'est un fait que celle-ci sort de pareilles enquêtes tout aussi vivante que des pages fantaisistes de l'*histoire romancée*. L'important est d'appliquer à la recherche des

« petits faits » de la vie privée la même conscience sévère et le même esprit critique qu'à l'étude de *la Monarchie franque* — telle que l'a conçue le grand Fustel de Coulange — ou de celle de la *Conquête de l'Angleterre* — telle que l'a conçue le grand Augustin Thierry.

Notons que l'idée que la vie intime d'un grand personnage peut seule expliquer ses gestes n'est pas si nouvelle. Pascal a parlé du rôle qu'a pu avoir, dans le drame où s'est joué le sort de l'Empire de Rome, la forme du nez de Cléopâtre, et Bossuet de ce gravier qui, formé dans la vessie d'Olivier Cromwell a arrêté une carrière dont nous imaginons mal comment elle eût fini pour l'Europe. Un Antoine disputant l'empire à un Octave, un Cromwell fondant une république dictatoriale en Angleterre, ce sont grands personnages de l'Histoire ; mais ces grands personnages sont entourés de plus petits dont la vie a été intimement mêlée à la leur et qui ont pu les influencer. La biographie d'un personnage de second plan — voire de troisième — peut éclairer, pour l'historien d'une époque, un épisode capital ou un événement essentiel. Et c'est pourquoi nous devons louer ceux qui, s'emparant en quelque sorte de la vie d'un de ces gens hommes ou femmes — traités de comparses, apportent à l'étudier la même passion et la même constance dans la recherche, qu'un chartiste courbé sur les diplômes carolingiens ou qu'un archéologue déchiffrant une inscription antique.

Napoléon est assurément, de tous les acteurs de l'Histoire, celui qui, depuis un siècle, a été le plus étudié. Il n'est pas surprenant qu'après avoir tenté de comprendre l'homme, si je peux dire, isolé, on ait, par la suite, cherché à voir plus clair dans sa prodigieuse existence en étudiant ceux qui l'ont entouré, servi — et même combattu — ; car les actions des hommes — je dis les plus *personnels* — s'expliquent par des réactions autant que par des influences. Ainsi a-t-on vu, depuis un quart de siècle, se multiplier les volumes — de valeur fort inégale — sur les conseillers, les serviteurs, les parents, les amis — et les ennemis — de Napoléon.

Peu de gens ont — action ou réaction — exercé sur lui plus d'influence que ses frères et sœurs ; mais pendant longtemps, les historiens les ont, en général, abandonnés, si je peux dire, au *spécialiste* qu'était Frédéric Masson. C'est que le vieux maître s'était imposé de tout le poids de son énorme enquête et que, je l'ai su mieux que personne, il admettait qu'il y avait là, pour lui, *chasse gardée*. Tant qu'il n'avait pas terminé son œuvre, on s'abstenait, en général, les uns par confiance, certains par déférence, quelques-uns même, par cette crainte du seigneur qui est le commencement de la sagesse, de choisir pour sujet d'étude, un des membres de la famille impériale. L'œuvre terminée, on a pu la juger — et on l'a jugée, nourrie d'un travail magnifique mais tout de même incomplète, animée d'une passion superbe mais facilement aliénante. Il avait entendu parler de tous — la mère, les frères, les sœurs, les beaux-frères, les belles-sœurs, les enfants adoptifs, sans parler des deux femmes et du « petit roi ». Cela faisait beaucoup. S'il eût composé son ouvrage, ayant en main de solides biographies telles que celles dont je vais précisément parler, il eût pu faire, sans trop de dangers, œuvre de synthèse ; mais justement éloignait-il l'idée d'une collaboration, travaillant lui-même dans les mille papiers — grands et petits — que souvent il découvrait ou qu'on lui communiquait en cours de publication. Je l'ai trop fréquenté dans ma jeunesse pour ignorer que, sans cesse, il recevait de ces papiers, qui allaient des lettres aux *mémoires* des tailleurs et des *marchandes de frivolités*. Il avait commencé, il l'avouait parfois, avec trop peu de documents, et voilà que, cinq ans après, il en était comblé, dix ans après encombré, presque accablé. De là vient la disproportion frappante entre ses volumes, par exemple entre le premier qui nous mène avec une relative rapidité de 1769 à 1802, — trente-trois ans — et tel des derniers où ne peuvent tenir à l'aise dix mois de cette vie d'une famille. L'afflux des documents eût pu, tout au moins, modifier ses jugements ; mais Masson n'était pas un Sorel, un Vandal, historien qui n'avaient commencé à écrire que tous leurs documents — ou presque tous — réunis et leurs jugements contrôlés ; Masson révisait rarement les siens. Le culte qu'il vouait à l'Empereur avait pour contrepartie une sorte de rancune violente et sans réserves

pour ceux qui l'avaient contrarié et, au premier chef, les gens de « la Famille ». Il s'en exprimait avec une extrême âpreté traversée d'une constante et parfois cruelle ironie, contre laquelle il était étonné que les descendants s'irritassent. Mon charmant et vieil ami, le comte Joseph Primoli, qui descendait de deux des frères, Lucien et Joseph, me disait un jour : « Ce Masson est étonnant ; il m'envoie, avec un hommage amical, un volume où l'un de mes grands-pères n'apparaît que comme un imbécile et l'autre que comme un voleur, et il se scandalise que je mette des réserves à mes remerciements. »

Nous étions beaucoup qui, quoique n'étant pas des « descendants », restions un peu en garde, à cause même du ton presque polémique des volumes — si documentés qu'ils parussent et de si bonne foi qu'ils eussent, évidemment, été écrits. Ce n'est pas que ceux d'entre nous qui étudient l'époque impériale fussent portés à l'indulgence pour les frères et sœurs de Napoléon, et j'ai dû reconnaître que, maintes fois, Masson, tout en étant bien dur, avait vu juste. La famille a joué, dans la vie du grand homme et dans l'histoire du Consulat et de l'Empire, le rôle le plus funeste, mais c'est tout aussi souvent par la faute de l'empereur que par celle des siens. Il les aimait tous, au fond, d'une indestructible et funeste amitié, et, d'autre part, estimait très sincèrement qu'il leur *devait* — le mot n'est pas trop fort — de les élever à mesure qu'il s'élevait lui-même. Sans doute ceux-ci estimaient-ils de leur côté, autant que lui — étant, comme lui, Corses — que ce *devoir* n'était pas, en effet, discutable — je m'en suis expliqué ailleurs. Mais parce qu'il exigeait d'eux — comme rançon de leurs invraisemblables fortunes (le mot pris dans ses deux sens) — une soumission entière à ses desseins et, partant, à ses volontés, ces frères et sœurs, tous ombrageux de nature, se dérobaient, quand ils ne s'insurgeaient pas. Par surcroît, n'étant pas tous très capables, ils le desservaient — même quand ils se soumettaient — plus qu'ils ne le servaient. C'est ce qui permet de dire que Masson a pu se tromper sur certains d'entre eux, mais qu'il n'a pas erré dans une conclusion que nous sommes amenés à tirer avec lui.

L'un des plus malmenés de ces princes d'aventure est assurément Lucien. A cela rien d'étonnant — si l'on se rappelle les dispositions de Masson — puisque ce Lucien a été le plus rebelle aux volontés de l'illustre frère. Il l'a été certes par prédisposition naturelle ; peut-être se fussent-ils cependant plus ou moins arrangés, si le mariage de Lucien avec « la veuve Jouberthon » n'eût scandalisé, blessé, irrité Napoléon et si, en gardant la femme qu'il avait épousée par amour et préférant son bonheur domestique aux grandeurs que lui offrait son frère, ce mari amoureux n'eût exaspéré la colère de l'Empereur — sans d'ailleurs s'être jamais aliéné son amitié, doublée d'une secrète admiration.

Précisément parce que Frédéric Masson a, manifestement, beaucoup trop maltraité Lucien et cette Alexandrine qui, aux yeux de l'historien, portait la responsabilité de la « révolte », il était désirable que nous fussions éclairés, par des historiens moins emportés, sur l'un et l'autre personnage.

Chose curieuse, deux livres ont paru, il y a quelques mois, à huit jours d'intervalle, l'un sur Lucien et l'autre sur Alexandrine — et à la même maison d'édition[1], et c'est certainement un fait sans précédent que deux époux, après avoir été si tendrement unis dans la vie, se soient trouvés réunis, dans la même semaine, à la montre des libraires. A lui seul, le fait méritait d'être signalé.

M. François Piétri trouve le temps de mener de front — autre fait assez rare, qu'on en croie un historien qui a été député — la tâche parlementaire la plus absorbante avec l'étude du passé. J'ai loué ailleurs l'excellent livre qu'il a consacré à la *Réforme de l'État au* XVIIIe *siècle*, consciencieusement étudié et fortement bâti. Le volume que vient de publier cet éminent représentant de la Corse sur Lucien Bonaparte — quoique d'un tout autre genre — constitue un ouvrage qui mérite les mêmes éloges. J'ajouterai qu'outre les nombreux volumes

1. François Piétri. *Lucien Bonaparte.* — Plon, 1940 ; Fleuriot de Langle. *Alexandrine Lucien Bonaparte.* — Plon, 1940.

consultés et les documents imprimés, M. Piétri a pu utiliser des correspondances inédites qui lui sont venues de famille et apporte ainsi à cette biographie un surcroît d'intérêt que les historiens prisent particulièrement.

J'en dirai autant de M. Fleuriot de Langle qui vient de se révéler, par son livre sur Alexandrine Lucien-Bonaparte, comme un ardent et heureux chasseur d'archives et, au moins autant, comme un très piquant chroniqueur. A tous les documents que, par centaines, il a, çà et là, découverts, il a joint les papiers qui, à lui aussi, sont venus par les siens. Et ainsi les deux livres, l'un sur le mari et l'autre sur la femme, apportent-ils sur le ménage un flot de lumière. Ils se rencontrent presque toujours, mais sans se répéter : après tout, Lucien a eu, avant de rencontrer Alexandrine, une histoire déjà considérable, et Alexandrine, avant de rencontrer Lucien, a de son côté eu son histoire ou tout au moins beaucoup — trop — d'*histoires* et, lui ayant survécu de quinze ans, elle a, en quelque sorte, prolongé au delà de la tombe, avec une fidélité touchante, la mémoire de l'époux qui lui avait tout sacrifié.

Je n'entends nullement donner des deux livres un résumé qui, si je ne risquais de le faire trop copieux, deviendrait trop sec. Les deux volumes sont bourrés de faits qui, déjà connus des historiens napoléoniens ou inconnus d'eux, fournissent une abondante substance — trois cent quarante et une pages chez l'un, trois cent quatre-vingt-treize chez l'autre. En outre, ils ont ce trait commun d'être écrits par deux hommes d'esprit, l'un mûri dans l'étude de l'humanité, résultat d'une expérience politique déjà longue, l'autre tout éclatant d'une jeune ardeur dans l'exploration des documents et déjà armés d'une méthode impeccable de travail.

Dans la certitude où je suis que mes lecteurs ont déjà été ou seront ceux de M. François Piétri et de M. Fleuriot de Langle, je me contenterai de dire ici l'impression d'un historien en ce qui concerne les deux « héros », ainsi mis en vedette.

C'est pour eux surtout que Frédéric Masson a été, sinon injuste, du moins tout à fait excessif.

Lucien avait ses défauts ; il était, après Napoléon, le plus Bonaparte des Bonapartes : intelligent, mais orgueilleux, opiniâtre, plein de lui-même, ambitieux, passionné, volontaire, absolu ; d'ailleurs, comme son frère Louis, bel esprit et écrivailleur. Mais s'il n'avait pas toujours le jugement droit, il avait un bon cœur et un esprit élevé. Il était certainement, après Napoléon encore, *le plus capable de la famille*. Bon élève à Brienne, où il passa des années, puis au séminaire d'Aix (car on le destina à la prêtrise), il en sortit fort cultivé — jusqu'à la pédanterie ; s'étant, à vingt ans, lancé, sans l'appui de Napoléon alors en Egypte, dans la vie politique, ce tout jeune homme, le *benjamin* du Conseil des Cinq-Cents, a étonné les politiciens déjà chevronnés du Directoire par l'aisance avec laquelle il a su se faire, presque dès l'abord, une forte situation, ayant tâté les partis, choisi sa place, mené sa politique. Certes le nom qu'il portait l'a aidé dès cette époque, mais il est des gens près desquels ce nom le pouvait, au contraire, desservir. Il a été, le plus jeune de l'assemblée, élu président du Conseil en vendémiaire an VIII en sa qualité de Bonaparte, a-t-on dit ; peut-être ; mais son aîné Joseph était, lui aussi, député, et nul ne songea à le porter au fauteuil ; pourquoi ? Parce que Joseph, médiocre et apathique, n'a joué aucun rôle que de compars de son cadet. Président, c'est lui qui, le 19 brumaire, quand tout se gâtait, a tout sauvé par un rare et vigoureux à-propos. J'ai dit que l'avènement de Napoléon était si fatal — de par l'assentiment de l'opinion — que, le coup manqué le 19, il eut, à mon sens, été sans doute repris le 20 ; mais peut-on en être sûr ? Lucien répara, en quelques instants, les maladresses de Napoléon, trop peu fait aux intrigues, manœuvres et sursauts des assemblées, alors que son cadet était né tacticien « parlementaire » avant qu'il y eût même un vrai « parlement ».

Il lui a paru que son concours valait d'être payé au plus haut, espéré qu'on le ferait troisième Consul et, ne l'ayant pas été, a dû se contenter d'un ministère — d'ailleurs considérable —, celui de l'Intérieur. Il y a été inégal, parce qu'il était naturellement inégal : le bel esprit l'emportant sans

cesse, chez lui, sur la politique, il n'a d'abord apporté ses soins qu'aux « lettres, arts et sciences » qui alors relevaient de son département — ce qui lui a, d'ailleurs, valu une place à l'Institut. Ayant perdu sa femme et désespéré de cette mort, il a, pendant un mois, abandonné son ministère aux sous-ordres, mais, rappelé sévèrement par le Premier Consul aux affaires de sa charge, il s'est, au contraire, mêlé si bien des affaires, qu'il a alarmé tout le monde — et peut-être, tout le premier, son frère Napoléon. Ancien jacobin, il est devenu l'adversaire résolu des ex-révolutionnaires ci-devant jacobins qui entourent le Premier Consul ; au fond « libéral » — avant la lettre encore — (ainsi que le remarque M. Piétri), il ne veut pas le retour de l'absolutisme monarchique ni avec les Bourbons ni avec son illustre frère ; mais il rêve néanmoins d'un renforcement de l'autorité au profit de celui-ci et y travaille, notamment par l'appui apporté au parti néo-catholique. Il y travaille trop ostensiblement et Fouché le fait trébucher. Il est congédié — disgrâce dorée puisqu'il est envoyé à Madrid où il réussit, mais non sans se faire payer de toutes mains ; car il en revient multimillionnaire — moins que ne l'a dit Masson, plus peut-être que ne le veut M. Piétri. Il rentre en France, et le Premier Consul pense utiliser ses talents de politicien-orateur en le plaçant au Tribunat ; il y parle mais y heurte, par ses manières hautaines, l'opposition et, par là, l'augmente. Néanmoins Napoléon continue à le tenir pour le plus capable des siens ; si, volontiers, il rabat son orgueil et le brocarde de traits cuisants, il est prêt à le pousser bien haut, lorsque, soudain, Lucien s'éprend de la belle Alexandrine Jacob de Bleschamps, femme de l'agent de change Jouberthon.

Alexandrine, qui est de bonne famille bourgeoise (il ne faut pas, fait observer M. Fleuriot de Langle, trop se laisser prendre à la particule), a épousé ce financier, assez suspect, qui, après banqueroute, est parti pour « les Iles ». C'est une très jolie femme qui, ainsi que l'on dit couramment, a, dans son demi-veuvage, beaucoup « fait parler d'elle » — mais pas plus, après tout, que Joséphine de Beauharnais.

Lucien a reçu le coup de foudre ; elle s'est laissée facilement conquérir ; a-t-elle pensé faire là un riche butin et, par ce

mari déjà si haut, arriver aux grandeurs? Ce serait un faux calcul. Le Premier Consul a des vues sur Lucien : il voudrait le marier — déjà — à une princesse, une Infante, demain reine, mais contrefaite, affreuse. Lucien se dérobe et, pour mettre entre la princesse et lui l'irréparable, il épouse Alexandrine, devenue, dit-on, fort opportunément, veuve. Par peur d'une interdiction formelle de la part du terrible Consul, il épouse sa maîtresse mais très secrètement; le fait suffirait à irriter le maître. Celui-ci, dès qu'il en a connaissance, déclare nul, à ses yeux, un mariage contracté sans son assentiment et somme Lucien de le faire rompre.

Alors commence la lutte entre les deux frères — aussi obstinés l'un que l'autre. Ce qui ulcère Lucien, c'est que le prétexte à l'opposition de Napoléon est qu'Alexandrine est une femme compromise, une drôlesse, il dira « une racaille ». Or elle n'est pas une racaille et Lucien entend le proclamer à la face de l'Europe. Il a d'elle un enfant qu'il a légitimé ; il en attend un autre ; il en aura bien d'autres. Ces enfants seraient des bâtards s'il laissait annuler son mariage. Pas un instant, il ne cèdera. Napoléon ne l'admettra donc pas — l'empire proclamé — au rang des princes. Mais déjà, pour mettre fin à toute tentative nouvelle de pression, Lucien a quitté la France, s'est réfugié dans les États du Pape. En vain, sans se décourager devant des refus parfois très rudes, Napoléon lui offrira-il-des couronnes — l'Italie, Naples, l'Espagne — s'il congédie Alexandrine. Il préfère « sa racaille ». Il a acheté des terres, un palais, le domaine de Cannino et, ayant obligé Pie VII désargenté, il a obtenu de lui le titre de prince que lui a refusé Napoléon — *prince de Cannino*. Il mène, à Rome, l'opposition à l'Empereur, d'une façon si déplaisante que, Rome réunie à l'Empire, il lui faudra quitter l'Italie. Il vogue vers l'Amérique, est enlevé en mer par les Anglais, interné en Angleterre où il mène vie de gentilhomme, revient à Rome en 1814, mais, à la nouvelle du retour de l'Ile d'Elbe, sent se réveiller son amitié pour l'Empereur dont la fortune est devenue hésitante, le rejoint à Paris, essaie de le servir ; rejeté de France, après la chute de Napoléon, il regagne les États romains où, magnifique dépensier et médiocre administrateeurs, il se ruine en entreprises — fouilles archéologiques et essais d'agronomie —

et meurt, laissant sa femme et ses enfants, sinon dans la gêne, du moins dans une relative impécuniosité.

Comment, malgré ses défauts, refuser à l'homme une réelle estime? Ce médiocre poète fut, à sa manière, un héros selon Corneille. Pour des couronnes, il n'a pas voulu abandonner celle qu'il aimait et ne l'en aima que plus.

Et elle, qu'était-elle? « Racaille » selon Napoléon, « épouse admirable » selon Lucien. Mérite-t-elle « et cet excès d'honneur et cette indignité? »

M. Fleuriot de Langle l'a suivie de sa naissance à sa mort. Alexandrine a pu être légère — mais à une époque où la démoralisation était générale. Elle aima Lucien pour l'amour qu'il lui témoignait. Elle était malheureuse de sentir qu'elle avait arrêté l'ascension de son mari. Elle écrivit à l'empereur des lettres, assez belles, qui restèrent sans réponse. Elle se consolait de cette disgrâce par la tendresse de son mari. Quant à être une merveille, telle que la voyait Lucien, il n'y paraît pas. Comme celui-ci, elle était bel esprit, femme auteur; elle composa un poème en douze chants, *Batilde* qui occupa de longues années de sa vie. Ce n'est pas une faute, mais une erreur. Après la mort de son mari, elle reparut quelques années à Paris où elle fréquenta les hommes de lettres : « M. de la Martine » — ainsi qu'elle écrivit toujours — et « M. Victor Hugo ». Celui-ci lui écrivait : « C'est une gloire pour vous d'être la belle-sœur de Napoléon. *C'est une gloire pour Napoléon d'être votre beau-frère* ». C'était, si j'ose écrire, un pataquès dans une hyperbole. Louis-Philippe avait toléré la princesse à Paris; Napoléon III la tint à distance; on n'est jamais trahi que par les siens. Elle revint mourir à Sinigaglia et fut ramenée à Canino où elle était en odeur de sainteté. Elle n'était ni une gourgandine, ainsi que le pensait Napoléon, ni une sainte, ainsi que proclamaient les Caninésiens : elle était une assez bonne femme qui avait été jolie, mais cette bonne femme en brouillant Lucien avec Napoléon, a peut-être, parce qu'elle était jolie, détraqué le cours des destins. — Un rôle « passif » remarque M. Fleuriot de Langle. Tout de même « le nez de Cléopâtre »...

LOUIS MADELIN

LES OPÉRATIONS MILITAIRES

PENDANT la première quinzaine de mars, l'Europe a assisté, impuissante, aux derniers sursauts de la résistance finlandaise. Comme on pouvait le craindre, les pertes subies par la faible armée finnoise, au cours des attaques d'ensemble lancées par les masses soviétiques contre la ligne Mannerheim, du 11 au 16 février, ainsi que pendant les contre-attaques répétées exécutées par les courageux défenseurs, n'ont pu être comblées. Les divisions finlandaises ont dû ensuite accomplir deux replis successifs, sans connaître le moindre repos. Faute d'effectifs, la relève des unités, arrivées à l'extrême limite de la fatigue, était impossible.

C'est dans ces conditions d'usure accentuée que l'armée du maréchal Mannerheim a dû accepter une nouvelle bataille, à hauteur de Viborg. Cette fois, les Russes ont porté leur effort contre la droite de la position finlandaise. Ils ont cherché à enlever Viborg, en l'encerclant d'abord par l'Ouest puis par l'Est et par le Nord. En même temps ils ont entrepris un large mouvement tournant, sur la glace du golfe de Viborg et sur le golfe de Finlande, également gelé, pour déborder par l'Ouest et faire tomber les nouvelles lignes de défense.

Le 2, les troupes soviétiques se sont emparé d'une île qui prolonge vers le Nord la longue presqu'île de Koivisto. Le 3, une attaque, partie de cette base de départ, en direction de la côte Nord-Ouest de Viborg, a été repoussée. Le 4, la tentative a été renouvelée et, cette fois, un bataillon rouge a réussi à prendre

pied sur la bordure du rivage. Le même jour, un mouvement de plus large envergure a été effectué sur la glace du golfe de Finlande. La troupe assaillante, composée de skieurs et de chars légers, a été partiellement détruite par les bombes de l'aviation finlandaise et par les projectiles de l'artillerie.

Le 5 enfin, les Russes, ayant placé des batteries dans deux îles situées au milieu du golfe de Viborg, ont accentué leur effort vers la côte Nord-Ouest de ce port et ont élargi la tête de pont qu'ils y avaient déjà conquise.

Ces succès des forces assaillantes n'auraient pas été inquiétants pour la défense si celle-ci avait disposé des réserves voulues pour étendre son front vers le Nord-Ouest et contre-attaquer les quelques unités rouges accrochées à une mince bande de terrain et ravitaillées péniblement sur la glace du golfe, défoncée constamment par les obus et les bombes. Mais l'état d'épuisement de l'armée finlandaise ne permettait plus l'exécution vigoureuse d'une contre-attaque qui s'imposait pour rejeter l'ennemi demeuré pendant plusieurs jours dans une situation précaire.

A Viborg, une lutte extrêmement dure se poursuivit pendant de longues journées. La ville, maintes fois bombardée par l'aviation soviétique, était en ruines. Mais les défenseurs, installés dans les maisons, opposaient une résistance extrêmement énergique.

Entre Viborg et le fleuve Vuoksi, les Russes n'ont lancé, dans les premiers jours de mars, que des attaques locales, assez décousues, qui ont été partout repoussées. A l'Est du Vuoksi, toutes les tentatives faites par les troupes soviétiques ont également échoué.

Au Nord du lac Ladoga, la situation est demeurée jusqu'à la fin favorable aux Finlandais. Le 2 mars, le communiqué officiel avait même annoncé un nouveau succès dans la région de Uoma. La 34e brigade de chars de Moscou avait été investie dans les bois et anéantie par fractions, dans des conditions identiques à celles où s'était produite, quinze jours plus tôt, la destruction de la 18e division soviétique, dans une zone forestière située un peu plus à l'Ouest.

Au Sud de Petsamo, la progression des Russes avait été enrayée.

En résumé, la résistance de la petite armée finlandaise n'était compromise nulle part quand, le 7 mars, on apprit que, à la suite d'une médiation germano-suédoise, des tractations étaient engagées à Stockholm, entre le gouvernement d'Helsinki et des représentants des Soviets.

Les combats se sont poursuivis avec beaucoup de violence, pendant tout le cours des négociations. Le 8, les Russes étaient maîtres de presque toutes les îles du golfe de Viborg. Le 11, ce port était complètement encerclé, mais résistait toujours.

Le 12, les négociateurs finlandais qui avaient consenti à se rendre à Moscou, acceptaient les conditions imposées par le gouvernement soviétique. Après tant de brillants succès, l'armée finlandaise, épuisée par trois mois de combats incessants, soutenus contre un adversaire quatre ou cinq fois plus nombreux et doté d'un matériel beaucoup plus abondant que le sien, dut poser les armes, sans avoir été vaincue. Les pertes se montaient à environ quinze mille tués, quinze mille grands blessés et trente mille blessés récupérables, soit le cinquième des effectifs globaux.

Les acquisitions territoriales réalisées par l'U. R. S. S. aux dépens de la Finlande présentent une importance stratégique considérable. L'isthme de Carélie tout entier, avec Viborg, est passé aux mains des Russes. La nouvelle frontière part du golfe de Finlande, à soixante kilomètres au Sud-Ouest de Viborg, se dirige vers le Nord-Est, laissant cette ville à vingt-cinq ou trente kilomètres plus au Sud, coupe le fleuve Vuoksi à treize kilomètres au Sud du grand lac Saimaa et à sept kilomètres en aval des usines hydro-électriques d'Imatra, qui fournissent la force motrice à une importante partie de la Finlande. Elle suit ensuite, à faible distance, les abords Sud du grand plateau des lacs, englobant, au Nord du lac Ladoga, une bande côtière de plus de vingt kilomètres, puis, continuant toujours vers le Nord-Est, rejoint l'ancienne frontière à trente kilomètres au Nord-Est d'Aglajœrvi, village qui a été souvent cité au cours des combats de janvier et de février. Ce tracé, du golfe de Finlande à la Carélie orientale, mesure environ trois cent vingt kilomètres. Tel est le développement que devra avoir une position fortifiée, si la Finlande veut, à l'avenir encore, se couvrir, face au territoire russe, par une barrière d'organisations permanentes. Mais,

tandis que la ligne Mannerheim, trois fois plus courte, avait ses deux flancs appuyés à d'immenses nappes d'eau, la nouvelle position aurait son flanc Nord-Est complètement en l'air.

Ainsi, les dirigeants soviétiques ont assuré à leurs armées, au delà de l'isthme de Carélie et du lac Ladoga, un large débouché qui leur permettrait, lors d'une agression ultérieure, d'engager tout de suite des forces considérables et imposerait aux Finlandais un déploiement d'effectifs dont l'importance absorberait sans doute, dès les premiers jours d'une guerre, la presque totalité des ressources en hommes de ce petit peuple.

Le lac Ladoga est devenu un lac entièrement russe et une bonne route facilitera, en cas d'opérations, les mouvements de rocade entre les rives Nord-Est et Nord-Ouest.

A hauteur du cercle polaire, les Russes se sont adjugé, en territoire finnois, une zone d'environ cent cinquante kilomètres de largeur, du Nord au Sud, et soixante de profondeur, qui leur assure un débouché à l'Ouest de Salla et de Kusamo, sur les deux routes les plus directes de la Carélie orientale vers le golfe de Botnie. Une voie ferrée, venant de Kandalakcha, sur la mer Blanche, doit rejoindre, à Kemijœrvi, la ligne actuelle qui passe par Rovaniemi et atteint le golfe de Botnie à Kemi.

La région, très peu habitée, acquise ainsi par l'U.R.S.S., ne présente aucun intérêt du point de vue agricole et industriel. Il est donc certain que les Soviets, en exigeant cette cession de territoire, se sont proposé uniquement de faciliter l'avance éventuelle de leurs troupes vers le golfe de Botnie et vers l'unique voie ferrée reliant la Finlande à la Suède.

Sur la côte de l'Océan Glacial, l'U.R.S.S. est maintenant maîtresse de toute la presqu'île des Pêcheurs, ainsi que de la presqu'île Sredny, qui flanque l'entrée du golfe de Petsamo. Elle pourra ainsi tenir sous son canon les accès maritimes du petit port finnois.

Enfin la mainmise soviétique sur Hangoë et sur toutes les îles du golfe de Finlande, conjuguée avec l'occupation antérieure de bases aéro-navales sur la côte Nord-Ouest de l'Estonie, place tout le golfe de Finlande sous la domination de Moscou.

Ainsi le traité russo-finlandais, qui apporte à l'U.R.S.S. un accroissement territorial absolument négligeable par rapport à l'immense superficie des contrées qui composent déjà son

domaine, lui assure, en revanche, des avantages stratégiques tels qu'elle sera, à l'avenir, en mesure de briser facilement la résistance que pourrait tenter de lui opposer une Finlande diminuée.

L'effondrement de la résistance finlandaise, après tant d'étonnants exploits accomplis par son admirable petite armée, a provoqué en France et en Angleterre une vive émotion. Chacun a senti qu'après avoir proclamé si haut l'intention d'aider ce pays à sauver son indépendance, l'impuissance où se sont trouvés les alliés à lui faire parvenir à temps le matériel et surtout les hommes dont il avait un urgent besoin, a marqué un véritable échec pour la cause commune. Faisons, de la façon la plus objective, le bilan des inconvénients et des avantages qu'eût présentés une intervention franco-britannique dans cette lointaine contrée.

Les inconvénients d'abord.

La Finlande est difficilement abordable. Elle n'a sur l'Océan Glacial qu'un étroit créneau où se trouve le petit port de Petsamo qui demeure, il est vrai, toujours libre de glaces, mais qui n'est équipé que pour un trafic très réduit : il ne possède qu'un appontement en bois d'assez faible longueur. De plus, les Russes ont d'assez bonne heure occupé Petsamo et ont refoulé ensuite à une centaine de kilomètres au Sud le détachement finlandais qui défendait la contrée. Un débarquement de vive force, en face d'un adversaire installé sur la côte, est une opération toujours délicate. Aucune route ne relie, à cette latitude, les territoires russe et finnois. Tous les envois de troupes soviétiques ont eu lieu par mer, de Mourmansk à Petsamo. Le seul moyen sûr d'accéder dans le Nord de la Finlande était de bloquer, en temps voulu, le port de Mourmansk. Si cette mesure avait été prise assez tôt, le fjord de Petsamo eût été libre et un débarquement eût pu être effectué sans coup férir. En admettant que les Russes aient pris les devants, il eût sans doute été possible au commandement finlandais d'envoyer de ce côté des réserves suffisantes pour jeter à la mer le détachement soviétique qui, pendant plusieurs semaines, est demeuré très faible. Il eût ensuite été nécessaire d'améliorer les installations matérielles du petit port et d'installer là une base susceptible d'alimenter en vivres, en matériel et en munitions les forces débarquées. Petsamo n'est relié au reste du pays que par

une bonne route, conduisant à Rovamienni, où passe le chemin de fer de Laponie qui aboutit au fond du golfe de Botnie. On eût donc été obligé d'organiser sur cette artère une ligne de transports automobiles. L'enlèvement de la neige et l'entretien de la route eussent exigé d'importants travaux et une nombreuse main-d'œuvre, pour qui il eût fallu construire des logements, dans une contrée presque inhabitée.

Par suite du froid extrême qui règne dans ces régions arctiques, en plein cœur de l'hiver, il eût été nécessaire que les hommes du corps expéditionnaire allié fussent équipés d'une façon spéciale, et bien sélectionnés.

L'autre moyen de transporter des renforts en Finlande consistait à les faire débarquer au port norvégien de Narwick puis de les acheminer à travers la Suède, sur un parcours de plus de quatre cents kilomètres, par la voie ferrée Narwick-Boden-Tornio. Cette unique ligne avait déjà un trafic très chargé. En terre finlandaise, pour parvenir jusqu'à l'isthme de Carélie, les unités avaient encore à parcourir une distance de deux mille kilomètres, sur des voies qui n'étaient pas équipées en vue de transports intensifs.

D'autre part, les convois amenant les troupes à travers la mer du Nord auraient été exposés aux entreprises des sous-marins allemands.

On sait que la Norvège et la Suède se sont opposées à la traversée de leur territoire par des unités alliées régulières.

Enfin, l'apparition de divisions franco-britanniques ou polonaises en Finlande pouvait provoquer l'intervention des Allemands. Ceux-ci auraient peut-être essayé de débarquer en Finlande et en Suède par la Baltique, qui est fermée aux escadres anglaises et françaises.

Ainsi, il est incontestable qu'une telle opération eût comporté de sérieuses difficultés techniques. Le ravitaillement d'un corps expéditionnaire de cent mille hommes eût exigé un très grand effort. Mais quels pouvaient être les avantages ?

Tout d'abord l'action des alliés, si elle se fût produite assez tôt, devait apporter à l'armée finlandaise un renforcement en matériel et en hommes suffisant pour lui permettre de poursuivre victorieusement sa résistance. La tension imposée à l'armée et surtout aux chemins de fer soviétiques eût pu entraî-

ner des répercussions importantes, dont la moindre n'eût pas été l'impossibilité pour les Allemands de se procurer le tonnage de pétrole et de matières premières dont ils ont un absolu besoin pour mener des opérations de grande envergure dans l'Est.

Le ravitaillement du Reich en fer suédois eût été coupé d'une façon définitive.

La présence d'un corps franco-britannique eût rassuré les Norvégiens et les Suédois et les eût sans doute persuadés de s'employer à nos côtés sans réserve, pour sauver la Finlande. Il était possible de leur prouver qu'ils ne devaient pas attacher trop d'importance aux menaces allemandes car un débarquement de vive force est une opération toujours difficile et qui demande de longs préparatifs. Les plages convenant pour une telle entreprise sont peu nombreuses et forcément connues. L'emploi de l'artillerie à tir rapide et des armes automatiques favorise grandement la tâche des défenseurs.

Enfin, la Grande-Bretagne et la France, en prenant hardiment le parti des petites nations victimes de l'ambition de l'Allemagne et de l'U.R.S.S., eussent sans doute donné confiance aux neutres et les eussent peut-être amenés à comprendre leur véritable intérêt qui est, comme le leur a dit M. Neville Chamberlain, au lieu de céder à la pression de Berlin ou de Moscou, de se défendre et de s'unir aux alliés pour empêcher l'Europe de tomber tout entière sous le joug hitlérien.

Aucune difficulté matérielle n'était insurmontable. Certes, il y avait des risques à courir. Mais quelle action de guerre n'en comporte pas ? Le risque est la loi de la guerre et qui ne veut rien risquer ne peut rien obtenir.

GÉNÉRAL BROSSÉ,
du cadre de réserve

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Ce qu'on peut dire de plus pénétrant sur son nouveau livre[1] et peut-être sur lui-même, M. Chardonne l'a écrit dans sa préface. Un jour, il a cessé de vouloir conduire des figures humaines à travers l'aventure d'un roman. Il a alors reconnu ce que signifiait pour lui un roman. C'était une communication avec lui-même. Il avait pris avec ses personnages l'habitude de penser à voix haute. Il a songé à rétablir cette communication. Mais que faire ? Écrire son journal ? Il nous raconte agréablement que sa sensibilité, qui est vive, retarde toujours un peu sur l'événement. « Je ne puis écrire sans choix, sans retouches et temps pour la réflexion — ni même rien voir je crois et lorsqu'en avril, tout à coup les prés et les arbres autour de ma maison s'éclairent d'une douce lueur sous la pluie, je le sais trop tard. » Il nous dit encore que l'immédiat lui paraît vain et fait pour s'évanouir comme la couleur du ciel. Avec ces sentiments, il est difficile de noter à mesure ses impressions. On est bien plutôt fait pour composer à loisir un livre de ses réflexions.

C'est ce qu'a fait M. Chardonne. « Ce sont, dit-il, mes impressions choisies durant les années 1938 et 1939 que voici. » Mais, en réalité, il s'agit bien plutôt d'un livre d'*Essais*, au sens de Montaigne. Le tempérament de l'auteur le porte à cette concentration mûrie, à ces maximes méditées . « Rien n'est donné, dit-il encore, rien n'est bon à cueillir sur la branche. L'amour, l'art, le bonheur sont des produits d'alambic. »

1. *Chronique privée*, par Jacques Chardonne (Stock).

La matière est distribuée avec un caprice qui a beaucoup de charme. Il est parti pour nous raconter son enfance mais, au premier souvenir d'une chevelure blonde, il laisse là ses souvenirs, pense aux jeunes filles d'aujourd'hui sur les plages et se trouve assailli d'images et d'idées. Il songe d'abord aux sauvagesses des îles Trobriand, à la fois libres et embarrassées de convenances exquises, et qui goûtent en toute innocence aux plaisirs de la chair. Comme il est naturel, ces primitives le ramènent à la préhistoire et il se rappelle que, selon Jean Rostand, un enfant qui vient au monde est moralement semblable aux enfants de l'âge de pierre. Les baigneuses de Pontaillac, plage familière à M. Chardonne, prolongeraient-elles jusqu'à l'âge adulte cette survivance de la Vénus aurignacienne de Willendorf ?

L'idée de ce retour aux origines est fort séduisante. Mais M. Chardonne croit devoir l'écarter. Il n'a pas de peine à démontrer que ses jolies compatriotes du Sud-Ouest sont beaucoup moins ingénues que les indigènes des îles Trobriand lesquels sont à ce point innocents que le mari ne se doute pas qu'il est pour quelque chose dans la conception des enfants. De là, M. Chardonne en vient à une vue historique de la condition des femmes, à l'amour courtois et à l'amour romantique. Et comme il est toujours romancier, voilà qu'en quelques mots, il esquisse un très joli sujet de roman. Il existe, dit-il, un troisième amour. Celui-là a besoin de la présence continue et il s'approfondit par la durée. « Cet amour n'a point pour caractère l'intensité et la fièvre, il ne provoque aucun délire. Il est fait de nuances, comme la mer et son horizon douteux près des côtes saintongeaises. Il n'est pas cristallisation, lente élaboration d'essences précieuses. Seuls le connaissent ceux qui ont appris par un long attachement qu'il faut toute une vie pour créer un être. » — Ah ! dira le lecteur, le passage est ravissant, mais le sujet est trop uni, trop heureux et trop beau pour être celui d'un roman. — En juger ainsi, lecteur, c'est mal connaître M. Chardonne. Ecoutez-le : « Cet amour-là, mieux que tout autre, a fait le bonheur ou le malheur des hommes. » Le malheur ! Voici dans ce ciel bleu reparaître les orages, patrie de tout romancier.

Il est évidemment hanté par ce sujet de l'amour parfait. Il dit encore : « Ce n'est pas le premier amour qui compte, ni le

second, ni le dernier. C'est celui qui a mêlé deux destinées dans la vie commune. » Et il cite une lettre, fort belle en effet, d'une employée des postes d'un village charentais. Elle parle comme lui : « Je conçois mal l'amour qui ne mêle pas complètement les vies. A dix-huit ans, je voulais un amour parfait ou rien. Pendant nos fiançailles, il m'arrivait de songer que peut-être livrer notre amour à la vie c'était risquer de l'abîmer. Je pense maintenant que c'est là sa grandeur. »

Dans *Claire* déjà, M. Chardonne a décrit un amour de cette sorte. Mais il y a mêlé des contre-coups de la vie et des caractères. Il les effacerait aujourd'hui. « A présent je dirais que même ces ombres n'existent pas dans l'amour parfait. Rien ne change pour lui, l'être aimé est immuable, hors du temps, affranchi de la mort. » Mais si l'être humain est affranchi des conditions humaines, où seront le drame et le mouvement du livre ? Déjà M. Chardonne les a trouvés. « Une ombre subsiste, nous dit-il : on n'attend plus rien de la vie que le malheur. » En somme, dans cette admirable prison de l'amour parfait, il n'y a plus de porte ouverte que sur le malheur. Au moment où nous pouvions craindre que le sujet ne fût d'une sérénité un peu lassante, M. Chardonne, maître des venins subtils, l'a empoisonné.

Je n'ai encore cité qu'un des essais du livre, sur les femmes et sur l'amour. Mais l'auteur a ainsi analysé tous les sujets habituels de sa pensée ou, si l'on veut, tous les sujets de réflexion que lui propose le décor habituel de sa vie. Il parle de la politique et de l'économie, sur quoi la vie a fini par lui former une opinion. Cette opinion, dit-il, « je la dois aux choses qui sont miennes et plus spécialement à ma province ». Cette province, il nous en parle aussi et de ce Barbezieux où il lui a paru que la société était insurpassable. Barbezieux l'a rendu conservateur. « Tout ce qui est contraire à la haute civilisation charentaise m'est ennemi. »

On le suit avec plaisir dans ces chemins de son enfance, sur lesquels « Bonheur de Barbezieux » nous avait déjà conduits. D'une image que je ne peux m'empêcher de croire un peu idéalisée, il a tiré une certaine idée de la bourgeoisie, à laquelle il adhère fermement, et de cette idée une doctrine, celle du capitalisme libéral. C'est la doctrine suggérée par l'exemple de

quelques fortes personnalités qu'il a connues et dont il descend : les fabricants de cognac à Barbezieux, les fabricants de porcelaine à Limoges, l'aristocratie du vin à Bordeaux, sur le quai des Chartrons. On croit d'abord qu'il s'est composé une doctrine économique. Mais, après quelques pages, on reconnaît que cette doctrine est surtout morale : elle fait reposer l'industrie sur la valeur humaine du chef. Suivant son usage, il a gravé sa pensée dans une maxime bien frappée : « Les hommes dont la valeur est efficace sont en très petit nombre et c'est d'eux que tout relève dans le temporel. » Ils sont la réalité vivante contenue dans ce qu'il appelle le capitalisme libéral ; ils le soutiennent et avec lui toute la société. Car la fortune de ces hommes, communiquée à tous par mille canaux, est une richesse pour tous. « Le capitalisme libéral est, avant tout, l'instrument rigoureux de la sélection et du contrôle des cadres, sans gêne pour la communauté. »

Il en vient enfin à son métier d'éditeur. Là encore il nous montre moins les choses en elles-mêmes qu'un certain tableau qu'il en compose et où l'on reconnaît l'ouvrage de son esprit. Mais il ne raisonne plus tout à fait comme il faisait quand il nous parlait du cognac. Il admettait alors que tout était l'œuvre d'un homme. Dans le commerce de l'édition, cet homme lui-même lui paraît étroitement déterminé par des forces assez mystérieuses. « L'éditeur, dit-il, n'est pas maître de son imagination et de sa volonté. Il subit la loi de son être. Il ne peut agir avec efficacité ni au-dessus de lui, ni au-dessous. S'il est doué pour éditer des œuvres de qualité, il les imposera. Mais il échouera dans les productions vulgaires. Il ne sera inventif et judicieux que dans le sens de sa personne. » — En un mot, l'éditeur subit ces mêmes contraintes qui dirigent malgré eux les artistes. Il est un artiste lui-même.

Viennent alors de très jolies réflexions sur la lecture, sur les auteurs, sur la gloire. M. Chardonne analyse, avec beaucoup de finesse, les raisons pour lesquelles le Français lit moins que d'autres peuples. C'est que ses propres idées lui suffisent : il est un créateur de paroles et les créateurs ne lisent pas. Ou plutôt la lecture n'est pas un amusement pour lui . « On ne trouve pas en France comme dans d'autres pays cet innombrable public de liseurs sans mémoire pour lesquels une légion d'auteurs inconnus ne cessent de produire n'importe quoi. En France, le livre

n'est pas un objet de pure distraction, mais un plaisir très relevé, une sorte d'amitié spirituelle. » La formule est charmante et elle est sûrement vraie, du moins si on la réserve à un certain nombre de lecteurs. Je n'ose espérer qu'elle soit générale. On dit que les grands hommes d'action, financiers, administrateurs, hommes politiques, font leur lecture de choix des romans policiers. Et cela se comprend assez. Mais font-ils vraiment amitié avec eux ? Cette fois encore nous surprenons, chez M. Chardonne, une vision idéale des choses, un peu plus belle que le vrai. Il a poussé à sa perfection une certaine forme amère de l'optimisme. Comment juger autrement des phrases comme celles-ci : « Nous n'avons pas à craindre beaucoup de chagrins. Nous sommes attachés à peu d'êtres et à peu de choses. » Est-ce de la quintessence de pessimisme, est-ce une résignation philosophique à notre infirmité ? C'est à M. Chardonne lui-même que nous demanderons la réponse. Il dit, quelques pages plus loin : « Un pessimisme extrême, des vues trop noires sur le monde sont peut-être une forme du mal. Dans nos jugements et nos pensées intervient aussi une grâce. »

•

M. Harold Nicolson, diplomate, écrivain, conférencier, aussi connu à Paris qu'à Londres, a publié sous ce titre : « Pourquoi la Grande-Bretagne est en guerre » [1], un incisif et savoureux commentaire des événements d'aujourd'hui.

Il a, avec cet humour plein de sens qu'on lui connaît, pris comme point de départ une aventure arrivée en 1815. Il s'agit d'un certain George Joseph Smith, bel homme de son état, qui, ayant épousé Beatrice Mundy, riche de 2.500 livres, lui affirma avec un tendre effroi, pendant le voyage de noces, qu'elle était très malade. Là-dessus, il lui fit faire deux actes : l'un était un testament en sa faveur ; l'autre était un témoignage, consigné dans des lettres à des amis, que Smith était le plus tendre et le plus attentif des maris. Après quoi il l'étouffa dans un bain. Smith recommença trois fois la même manœuvre, avec Beatrice Mundy, Alice Burnham et Margaret Lofty. Ce fut cette impu-

1. Harold Nicolson. *Why Britain is at war.* (Éditions du Pingouin.)

dente répétition qui le perdit. Quelqu'un s'avisa que la mort de Margaret Lofty ressemblait étrangement à celle d'Alice Burnham. On fit une enquête et Smith fut pendu.

Ce vieux crime ressemble étrangement à celui que Hitler a commis tour à tour envers l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Lui aussi, après avoir choisi une victime et avoir signé avec elle un premier traité de garantie, a fait constater publiquement que l'État dont il s'agissait était malade. Il s'est préoccupé de sa santé, en témoignant de beaucoup de sollicitude et en présentant à l'Europe un bulletin aggravé. Après quoi il a fait prendre à sa victime le bain que George Smith proposait aux siennes. Et il l'y a étouffée. Ainsi jugé, Hitler apparaît comme un récidiviste de droit commun. Et c'est bien la pensée de M. Nicolson de le présenter sous cet aspect.

Le livre est exactement le réquisitoire prononcé contre ce criminel, au tribunal de l'histoire. Il commence par le portrait de l'assassin. D'abord une biographie de l'étrange personnage à qui l'Allemagne a remis ses destins. Un meunier de Döllersheim nommé Jean-Georges Hiedler eut de Marie-Anne Schicklgruber un enfant naturel, Alois Schicklgruber qui, après avoir été apprenti cordonnier, obtint un petit poste dans les douanes autrichiennes. Il se maria trois fois, la troisième fois avec Klara Poelzl. Pour ce troisième mariage, il changea de nom et emprunta celui de la mère de Klara, Hitler. De ce mariage naquit, le 20 avril 1889, Adolf Hitler.

La famille ayant été transférée de Braunau à Linz, c'est là que l'enfant fut mis à l'école. Il déclara qu'il serait un artiste. Son père, qui voulait en faire un employé des douanes, s'y opposa violemment mais non pas plus énergiquement que ne le fit la nature elle-même. A l'opposition paternelle, Adolf répondit par la désobéissance passive. Puis ayant à douze ans perdu son père, il demeura dans la maison maternelle comme un enfant obstiné et paresseux. Enfin, à 18 ans, convaincu qu'il serait un grand artiste, il se rendit à Vienne et se présenta à l'École de l'Académie des Beaux-Arts. Il fut refusé, ses dessins prouvant infailliblement, disent ses notes, qu'il n'était pas destiné à être un artiste. Il décida alors de devenir architecte. Sur ces entrefaites, sa mère mourut. Pendant trois ans, il vécut dans un asile, parfois balayeur de rues, parfois peintre en bâtiments, parfois men-

diant. L'asile abritait le rebut de la population viennoise. C'est de ces nuits de dortoir que lui vint une répulsion physique pour les Juifs. Au printemps de 1912, il quitta Vienne pour Munich, vécut de misère, travaillant chez un entrepreneur et vendant à l'occasion de mauvaises cartes postales qu'il avait peintes. A la guerre il s'engagea, comme on sait, dans l'armée allemande. Il fut employé à un état-major de régiment, tantôt comme garçon de mess, tantôt comme vaguemestre. En 1916, il fut blessé d'un éclat de schrapnell et en 1918 il fut gazé. La croix de fer de première classe, obtenue pour avoir ramené seul douze prisonniers français, est une imposture éhontée. Après la guerre, ne sachant que devenir, il s'adressa à Munich à son ancien régiment, et fut employé par le capitaine Rœhm comme agent provocateur pour surveiller les menées communistes. C'est comme espion et policier qu'il fut mêlé d'abord à la politique. Il réussit admirablement dans ce métier. Il gagna l'affection et la confiance de Rœhm. C'est le même qu'il fit assassiner le 30 juin 1934. Telle est la jeunesse de Hitler, moitié misérable, moitié répugnante. C'est un aventurier devenu chef de parti.

Après avoir dessiné ce portrait, M. Harold Nicolson en vient au récit des trois crimes. Ils sont connus et je n'y reviens pas. Il faut cependant marquer avec quelle précision et quelle vigueur l'accusateur a tracé son réquisitoire. Le chapitre sur l'occupation de la Tchécoslovaquie par exemple est un modèle de récit concis, vivant et documenté : ultimatum allemand du 27 septembre 1938, trouble de la Grande-Bretagne et de la France, alarmes et démarches des États-Unis et de l'Italie. Pourquoi la Russie ne fut-elle pas invitée alors à joindre ses efforts à ceux du monde entier ? Questionné à Genève le 23 septembre, M. Litvinov avait fait une déclaration très nette en faveur de la Tchécoslovaquie, proposé des conversations militaires. Les choses en restèrent là. On ignore pourquoi.

La description de la séance du 28 septembre aux Communes, dans une atmosphère sombre et anxieuse, est saisissante. On voit M. Chamberlain, debout, le dos de sa main gauche dans la paume de sa main droite, lisant la copie de son discours étalée devant lui, et de temps en temps, ôtant son pince-nez pour regarder fixement le ciel. La Chambre écoutait en silence le long récit de ses déceptions. A ce moment, dans la tribune des Pairs, on vit lord

Halifax, qui écoutait attentivement jusque-là, se lever. Une feuille de papier passa entre les mains de Sir John Simon, qui la passa à M. Chamberlain. Celui-ci s'arrêta, ajusta son pince-nez, et sa figure parut changée. L'anxiété en parut effacée. « J'ai quelque chose, dit-il, à annoncer à la Chambre. Je viens d'être informé par M. Hitler qu'il m'invitait à le rencontrer à Munich demain matin. » Les accords de Munich furent signés le 30 septembre à une heure du matin. Tout le livre est rempli de ces scènes dont le lecteur croit être le témoin.

Après le récit, pareillement condensé et ressenti, de l'attentat contre la Pologne, le livre s'achève par un chapitre que l'auteur a appelé : Buts de guerre. Or ceux-ci dépassent de beaucoup la personne de Hitler. La fin poursuivie n'est pas seulement de châtier un meurtrier monomane. Il faut maintenant fonder une paix durable. Elle ne peut être assurée que par les États-Unis d'Europe, et l'Angleterre seule peut les créer. « Comme je suis convaincu, dit M. Nicolson, que cette guerre, telle qu'elle se développe, prendra de gigantesques proportions, je crois que l'établissement final sera lui aussi gigantesque. C'est parce que j'ai cette foi que je regarde l'avenir avec souci, avec résolution, mais sans crainte. »

HENRY BIDOU

PARIS... d'hier et d'aujourdhui

UNE MAISON DE BALZAC

Imaginez que, vers la fin du règne de Louis XVI, vous débarquiez à Paris, accompagnant quelque chevalier Rutlidge ou quelque baronne d'Oberkirch. Parti à la découverte, vous voilà aux Champs-Élysées, à la place qu'occupent actuellement les bureaux de la Revue de Paris. *Vers l'Ouest, les allées d'arbres, si fâcheusement réduites de notre temps, montent jusqu'à l'« étoile » du sommet de la colline, où s'élèvera l'Arc de Triomphe ; vers le Nord, la rue neuve de l'Oratoire (rue Washington) court vers Monceau. Or, entre l'avenue, la rue de l'Oratoire, le faubourg du Roule (Saint-Honoré) et l'avenue Sainte-Marie (à peu près, l'avenue Hoche) s'étend une seule et immense propriété : la retraite, la « Chartreuse » où M. de Beaujon vient parfois chercher l'air frais et la solitude.*

C'est que ce pauvre financier est un peu à l'étroit dans son domicile du faubourg Saint-Honoré : il a acheté l'hôtel d'Évreux — notre Élysée présidentiel — que son jardin de curé ne suffit pas à rafraîchir. Aussi s'est-il fait établir par Girardin, au Roule, un grand pavillon d'un seul étage sous combles, simple de lignes et largement ouvert sur un parc immense où s'égaillent, parmi les arbres rares, les pièces d'eau et les pelouses, une laiterie, une ménagerie, un moulin à vent « gothique », un belvédère sur les Champs-Elysées et Chaillot : tout ce qu'il faut à un chartreux. C'est là que Beaujon donne les repas célèbres dont une cruelle maladie d'estomac l'éloigne ; c'est là que les attentions d'un essaim de jolies femmes le consolent de son abstinence forcée d'autres plaisirs. Pour décrire ses appartements nous nous contenterons des deux mots que répètent

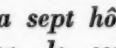
sans se lasser les Guides *contemporains : abondance et volupté.*

Cependant, sur l'autre rive du faubourg du Roule, Beaujon avait construit l'hôpital dont le bâtiment subsiste et qui a gardé son nom à Clichy, où il a été transféré il y a quelques années. A l'origine, il y avait établi un orphelinat largement doté. Une petite chapelle classique, dédiée à son patron saint Nicolas, fut élevée en 1783 *par Girardin, à côté du pavillon d'habitation (angle des rues Balzac et Berryer) ; elle desservit à la fois la chartreuse et l'hospice. Somme toute, cet égoïste travaillait beaucoup pour autrui.*

Après sa mort, la propriété passe à un autre financier, Bergerac, puis la Révolution fait de l'orphelinat un hôpital et de la chartreuse, comme de l'Élysée, un jardin public. Les frères Ruggieri animent les bals de feux d'artifice et d'illuminations variées. En 1817, *on y élève les premières « montagnes russes » ou « françaises » : des chevaux remorquaient les chariots où s'installait le public jusqu'en haut de la pente accidentée où on les lâchait ; le* 30 *juin* 1818, *un colonel russe et un commissaire des guerres français y trouvèrent une mort peu héroïque. Autour, des théâtres, une salle de concert, un café, un restaurant, une salle de bal champêtre ; les plaisirs parisiens ne changent guère, et pour cause.*

Cependant, la majeure partie des terrains demeurait la propriété d'une famille Vandenberghe, où Rapp avait pris femme ; il se maria à Saint-Nicolas, conservé comme succursale de Saint-Philippe-du-Roule. En 1825, *la propriété fut achetée par une Société de lotissement qui fit ouvrir les rues de Chateaubriand, Fortunée (du nom de la femme d'Hamelin, actionnaire ; aujourd'hui rue Balzac) et lord Byron. En* 1842, *un nouveau propriétaire, Bleuart, prolonge la rue Fortunée jusqu'au faubourg Saint-Honoré (du Roule) et joint la rue d'Artois au même faubourg par l'actuelle rue Berryer. Tout le lotissement compose alors un quartier privé, dont les entrées sont fermées par des grilles. L'avenue de Friedland, qui l'éventra, est de* 1854-1864.

C'est alors que viennent s'y établir, entre autres, Arsène Houssaye (il y posséda sept hôtels !), Théophile Gautier, le comte d'Orsay, Béranger, le prince de Capoue, Rosa Bonheur, Nieuwerkerke, Lamennais, le peintre Gudin, qui avait son atelier dans le pavillon de Girardin, et — enfin — Balzac.



Après l'Observatoire, après Passy, après les Jardies, Monceau avait tenté l'écrivain mais la spéculation de terrains qu'il y voulait faire étant trop coûteuse, il se rabattit sur un bâtiment qui subsistait depuis Beaujon, communiquant avec la chapelle (il était très heureux d'assister de sa tribune aux offices) et voisin du

pavillon. En 1846, il s'engageait à le payer 32 800 francs le 28 septembre 1850.

Victor Hugo assure que Balzac a donna ainsi « un charmant petit hôtel » et les « Lettres à l'étrangère » attestent, à chaque page, le soin avec lequel il l'embellit et le meubla pour sa « grosse chatte aimée », la comtesse Hanska, depuis madame de Balzac. En tête de cet article, notre dessin — fait d'après une photographie — montre, en effet, une assez agréable demeure (rue Balzac, près la rue Berryer) mais — que Marcel Bouteron me pardonne ! — les détails donnés par Balzac sur l'ameublement font l'éloge de son cœur plus que celui de son goût. Que d'or ! Que de pendules de faux Saxe ! Que de candélabres à fleurs ! Que de meubles incrustés d'agate et d'ivoire ! Que de palissandre ! Et le buste colossal, par David d'Angers ! Et la « Vierge du XIIe ou XIIIe en marbre de Carrare ! » Et le « service à thé Watteau » ! Et la cassette en fer de Mayence ! Ce n'est pas seulement dans son œuvre que Balzac a fait place au bric-à-brac.

Mais il était bien content : la sœur de madame Hanska l'assurait que rien que pour la maison, une femme serait folle de le refuser » et « le jeune Ballard » évaluait l'hôtel à plus d'un million. Le cadre serait digne de sa femme : cela valait bien de se tuer de travail.

Il y mourut, en effet, le 20 mai 1850 et madame de Balzac y finit aussi, le 9 avril 1882, sans avoir réalisé le grand dessein qu'elle méditait : transformer la maison en un musée dédié à l'écrivain. Les dessins de l'architecte qu'elle avait choisi, Eugène Monier, montrent que nous l'avons échappé belle. Le monument projeté était encore plus laid que l'affreux hôtel que le père de Georges Ohnet édifia pour la baronne Salomon de Rothschild, à partir de 1890, sur les ruines de l'hôtel Balzac, de la chapelle et de la chartreuse de Beaujon (entrée 11, rue Berryer).

Par-dessus le mur qui borde la rue Balzac, quelques colonnes ioniques passent leur chapiteau : elles soutenaient jadis la coupole de Saint-Nicolas, c'est tout ce qu'on nous en a laissé. Je pense que nos hommes de lettres vont parfois vénérer ces colonnes qui ont vu prier Balzac.

PIERRE D'ESPEZEL

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Rédacteur en Chef de la Revue de Paris, *114, avenue des Champs-Elysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

TABLE

Mars-Avril

LIVRAISON DU 1er MARS 1940

		Pages.
ALEXANDRE ARNOUX	Aviateurs	1
ANDRÉ SIEGFRIED	Le canal de Panama	21
ALAIN	L'Imagination dans le roman	47
LUCIEN MAULVAULT	Les oubliés de Dahra	53
ALFRED JOLIVET	La Finlande	89
JANE ALLEN	Superfilm. — IV	106
ALBERT BÉGUIN	Pascal... et l'Allemagne	131
ÉMILE COOARNERT	Les conflits du travail au XVIII siècle	144
ROLAND DE MARÈS	Les initiatives américaines	159
GÉNÉRAL BROSSÉ	Les possibilités militaires des États balkaniques	167
PIERRE D'ESPEZEL : Vieux Paris.		

LIVRAISON DU 15 MARS 1940

JEAN MISTLER	Après six mois de guerre	181
★★★	Politique scandinave	189
JEAN D'ESME	Les chevaliers sans éperons. — I	203
GABRIEL HANOTAUX	Le Serment du Prophète	235
A. H. BRODRICK	La situation en Extrême-Orient	247
MAURICE LANOIRE	Un Anglo-Français, Georges du Maurier	263
GEORGES LE FÈVRE	L'A. O. F. en guerre	282
JANE ALLEN	Superfilm. — Fin	295
FRANÇOIS PORCHÉ	Le Théâtre	324
GÉNÉRAL BROSSÉ	Les opérations militaires	334
HENRY BIDOU	Le Mouvement littéraire	341
ALBERT FLAMENT	Tableaux de Paris	349
PIERRE D'ESPEZEL : Vieux Paris.		

LIVRAISON DU 1er AVRIL 1940

ALEXANDRE ARNOUX	Infanterie	361
IGNOTUS	Le Général Georges	381
ANDRÉ SUARÈS	Ariel dans l'orage	388
PAUL OLAGNIER	Les trois Allemagnes	403
JEAN D'ESME	Les chevaliers sans éperons. — II	429
ROBERT DE TRAZ	Les raisons de la neutralité suisse	467
H. E. BATES	La petite ferme	478
ARMAND PIERHAL	Comment fut négocié le pacte germano-soviétique	505
ED. GISCARD D'ESTAING	Finances françaises de guerre	517
ROLAND DE MARÈS	L'offensive de paix et la Finlande	525
MARCEL THIÉBAUT	Selma Lagerlöf	533
ALBERT FLAMENT	Tableaux de Paris	542

LIVRAISON DU 15 AVRIL 1940

ANDRÉ SIEGFRIED	Une grande enquête américaine	553
IGNOTUS	Le Cardinal Verdier	581
TRISTAN DERÈME	Délices des poètes	591
JACQUES CHASTENET	La guerre totale	611
SAMUEL PEPYS	Journal intime	624
ADOLPHE JAVAL	L'agriculture en guerre	641
JEAN D'ESME	Les chevaliers sans éperons. — III	658
MARCEL JOUHANDEAU	Chaminadour	683
LÉANDRE VAILLAT	L'Exposition de Rome de 1942	691
LOUIS MADELIN	L'Histoire	703
GÉNÉRAL BROSSÉ	Les opérations militaires	714
HENRY BIDOU	Le Mouvement littéraire	721
PIERRE D'ESPEZEL : Vieux Paris.		

Souscrivez

Thésauriser c'est :

1. Prolonger la guerre;
2. Rendre la victoire incertaine;
3. Vouloir la mort de beaucoup de soldats;
4. Créer un mauvais état des finances, appauvrir la France.

Souscrire c'est :

1. Rendre la guerre plus courte;
2. Assurer la victoire;
3. Protéger la vie des soldats;
4. Aider, fortifier l'état de nos finances, préparer une paix féconde.

CRÉATION TAHON

R 3

BONS D'ARMEMENT

VIN TONIQUE

Fortifiant
Fébrifuge

Anémiés
Convalescents
Fiévreux
prenez du

Quinium Labarraque

En vente toutes pharmacies
Gros : Maison Frère, 19, Rue Jacob - Paris (6e)

CRÉDIT LYONNAIS

LOCATION DE COFFRES-FORTS

Le **Crédit Lyonnais** met à la disposition du public des Coffres-forts entiers ou des compartiments de Coffres-forts, pour la garde des **Valeurs, Papiers, Bijoux, Argenterie, Dentelles, Objets d'Art**, etc.

Ces Coffres-forts sont situés dans les sous-sols du Crédit Lyonnais ; leur construction et leur installation présentent les plus complètes garanties contre les risques d'incendie et de vol.

Chaque locataire reçoit une **Clé spéciale**, dont il n'existe pas de double, et il peut faire varier les combinaisons de la serrure à son gré.

Il peut seul ouvrir le coffre-fort qu'il a loué.

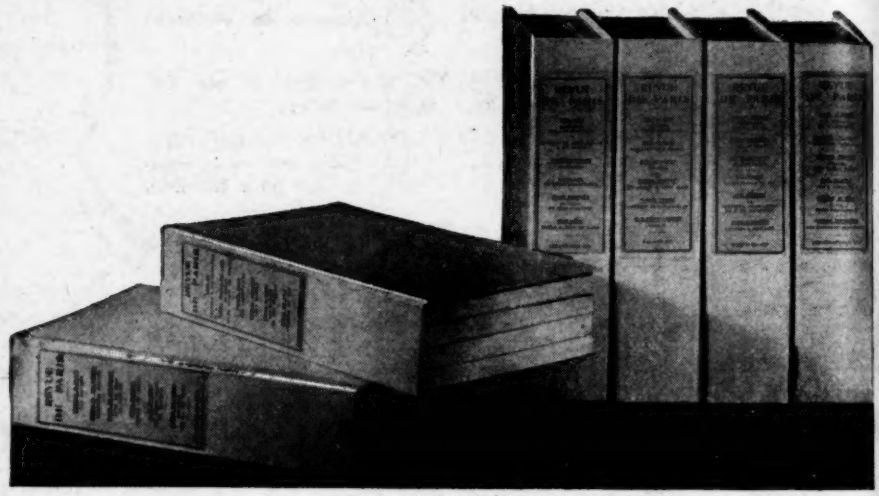
Le **Crédit Lyonnais** accepte aussi en garde **Coffrets, Cassettes, Caisses, Malles** et autres objets.

S'adresser **SIÈGE CENTRAL**
19, boul. des Italiens ou dans les BUREAUX DE QUARTIER

Pour classer vos livraisons de la

REVUE DE PARIS

ACHETEZ NOS CARTONNAGES SPÉCIAUX



Plats et dos de la même couleur que la couverture de la Revue.
Étiquettes rouges collées sur le dos du cartonnage.

Chaque carton-classeur permet de réunir quatre livraisons **rognées.**

L'étiquette collée indique les principales publications contenues dans les quatre numéros ainsi rassemblés.

Grâce à ces classeurs, vous pourrez facilement retrouver, dans votre bibliothèque les romans, mémoires, études, etc..., publiés par la *Revue de Paris*, et les collections de livraisons se présenteront, sur vos rayons, sous l'aspect de véritables volumes.

Prix du cartonnage, permettant de réunir 4 numéros : **5 francs.**

Supplément pour expédition *à l'étranger* : 1 franc.

Les abonnés qui en feront la demande recevront dorénavant six fois par an le classeur bimensuel pour la somme globale de* 30 francs *(pour l'étranger :* 36 francs*).

REVUE DE PARIS, 3, RUE AUBER, PARIS-IXe

Faites votre marché

PAR

COLIS AGRICOLES

5, 10, 20, 30, 40 ou 50 kg.

Directement de la ferme ou du port chez vous

Les colis agricoles peuvent être remis aux gares ouvertes au service de la grande vitesse, aux dépôts de colis et aux bureaux des correspondants des chemins de fer

LIVRAISON GRATUITE A DOMICILE

Procurez-vous des denrées plus fraîches à meilleur marché

— Renseignez-vous dans les gares —

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

L'ARGUS de la PRESSE

" VOIT TOUT "

Fondé en 1879

LES PLUS ANCIENS BUREAUX D'ARTICLES DE JOURNAUX

37, Rue Bergère, PARIS, (IXe)

Lit et dépouille par jour 20.000 Journaux ou Revues du Monde entier

Collectionne :

LES ARCHIVES DE LA PRESSE

Édite : **l'Argus de l'Officiel**

contenant tous les votes des Hommes politiques

L'Argus recherche articles et tous documents passés, présents, futurs.

LA NATIONALE

Compagnie anonyme d'Assurances sur la Vie

Entreprise privée, régie par le Décret-Loi du 14 Juin 1938

FONDÉE EN 1830 - CAPITAL SOCIAL **75 MILLIONS** (1/4 versé)

SIÈGE SOCIAL : 2, Rue Pillet-Will, PARIS

R. DU C. SEINE 43793

Pour garantir votre Sécurité et celle des vôtres
ASSURANCES DÉCÈS-RETRAITE, DÉCÈS-RETRAITE-INVALIDI

Pour préparer la tranquillité de vos vieux jours
ASSURANCES DE CAPITAUX ET DE RENTES DIFFÉRÉS
RETRAITES A PRIMES REMBOURSÉES, RENTES VIAGÈRES.

Pour constituer une dot à votre fille, pour faciliter à votre fils ses débuts dans la vie
ASSURANCES DE DOTATION ET DE PRÉVOYANCE.

Pour accorder à votre personnel de maîtrise une retrai et des prestations en cas de décès et d'invalidité
ASSURANCES DE GROUPES.

CAPITAUX ASSURÉS DEPUIS L'ORIGINE DE LA COMPAGNIE :

Plus de 14 MILLIARDS 500 MILLIONS de Fran

ACTIF DU BILAN :

Plus de DEUX MILLIARDS de Francs

Renseignements confidentiels au Siège Social, à Paris ou chez les Agents Généraux en Province.

Vient de paraître :

ÉDITIONS "JE SERS" PARIS

107, BOULEVARD RASPAIL, VIe

SELMA LAGERLÖF

GÖSTA BERLING

Nouvelle édition
Texte intégral
Nouvelle traduction de
T. HAMMAR et M. METZGER

" Le maître-livre de la littérature scandinave "

Un volume in-8 cour., 450 p. sur vélin Edita Prioux .. **35** fr.

ŒUVRES DE SELMA LAGERLÖF AUX ÉDITIONS " JE SERS " :

L'ANNEAU DES LÖWENSKÖLD .. .. 1 vol. : **12** fr.
CHARLOTTE LOWENSKÖLD .. .. 1 vol. : **18** fr.
ANNA SVARD .. .. 1 vol. : **18** fr.
LA MAISON DE LILLIECRONA .. .. 1 vol. : **15** fr.
LES ÉCUS DE MESSIRE ARNE .. .. 1 vol. : **15** fr.

et

SELMA LAGERLÖF

SA VIE, SON ŒUVRE

par LÉON MAÈS

La *seule* biographie et étude complète de l'œuvre du grand écrivain suédois qui vient de mourir

Un volume illustré de photographies .. .. **20** fr.

LE DOCUMENT

publie chaque mois des numéros intéressant
L'on n'a pas oublié les excellentes études d'avan
guerre sur l'Histoire des grands pays d'Europe de 191
à 1938, Les Flottes de combat du Monde, les Pilot
d'Essai, la Science au service de la Mort, le Mond
des Courses, l'Elysée, l'Ukraine, etc.

Depuis la guerre, **LE DOCUMENT DE L
GUERRE,** (titre provisoire adopté par **LE DOCU
MENT**) a publié des articles sur l'Armée de l'Empir
les Balkans, les Armées polonaises et tchèques recon
tituées, Paris 1940, les Histoires nazies...

Ne manquez pas de demander, le 15 de chaq
mois, **LE DOCUMENT DE LA GUERRE**
votre marchand de journaux habituel.

Mieux : abonnez-vous et abonnez les vôtres!

	1 AN	6 MOIS	3 MOIS
France et colonies	45 fr.	25 fr.	13 fr.
Étranger (pays signataires)..	65 fr.	35 fr.	
Étranger (pays non signataires).	70 fr.	40 fr.	
Abonnement Maginot (militaires à S. P.)	28 fr.	14 fr.	13 fr.

Envoi d'un spécimen contre 1,50 en timbres.

Éditions SPEG, 28, rue du Four, Paris. C. C. P. 2.233.93. Par

ÉDITIONS STOCK

DELAMAIN et BOUTELLEAU, PARIS

WILLA CATHER

LA MORT ET L'ARCHEVÊQUE

L'Épopée de deux missionnaires français qui apportèrent au Nouveau-Mexique les vérités de la foi catholique

21 fr.

JULIA DE BEAUSOBRE

LA FEMME QUI NE POUVAIT PAS MOURIR

Un document unique sur la vie en Russie et dans les prisons russes

21 fr.

ELEMIR BOURGES

LA NEF

L'ouvrage capital d'Elemir Bourges avait paru il y a 20 ans à tirage très limité. Voici pour la première fois une édition courante

40 fr.

MARY DUCLAUX

RACINE **21** fr.

Le nouveau roman de Pearl Buck

LE PATRIOTE *paraitra fin avril*

Chronique privée

par

JACQUES CHARDONNE

Voici un livre admirable. Je le déclare, tout bien pesé, parce que M. Jacques Chardonne est un écrivain admirable, parce qu'il nous offre le magistral exemple d'une pensée indépendante et que sa marque propre est un art infini de la nuance dans tous les ordres.

FRANÇOIS PORCHÉ *(L'Époque).*

Aussi pittoresque qu'une autobiographie, aussi animée qu'un journal intime, cette Chronique d'un artiste, d'un citoyen, d'un sage, nous transporte à Bordeaux, à Limoges, à Barbezieux, à Paris, en 1900, en 1940. Elle est de ce style cristallin qui fait de Jacques Chardonne le plus pur écrivain français.

ANDRÉ THÉRIVE *(Le Temps).*

L'intraduisible mot anglais survey rend assez bien l'attitude que M. Jacques Chardonne observe en face de la vie. La vie! Personne de notre temps, personne jamais peut-être ne se sera penché avec une attention plus sérieuse sur l'insaisissable réalité que désigne ce mot.

GABRIEL MARCEL *(Le Jour).*

Il y a chez Jacques Chardonne un miracle du style qui dérobe presque les choses à force de limpidité.

ANDRÉ ROUSSEAUX *(Le Figaro).*

Le Temps

PARIS — 5, Rue des Italiens, 5 — PARIS

Registre du Commerce Paris n° 70.722

6 ou 8 PAGES GRAND FORMAT

TÉLÉPHONE :
CINQ LIGNES GROUPÉES : **TAITBOUT 76.60**

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : **TEMPS-PARIS**

Directeurs : Jacques CHASTENET et Emile MIREAUX

Le plus grand journal d'information.
Rend compte de toute l'activité
politique, intellectuelle, artistique
et économique du monde entier

Services Télégraphiques et Téléphoniques
POLITIQUES, COMMERCIAUX ET FINANCIERS PARTICULIERS
DE TOUTES LES CAPITALES
ET DE TOUS LES DEPARTEMENTS FRANÇAIS

PRIX DE L'ABONNEMENT :

		Trois mois	Six mois	Un an
PARIS, DÉPARTEMENTS et COLONIES FRANÇAISES		52 fr.	98 fr.	185 fr.
ÉTRANGER	Pays accordant une réduction de 50 0/0 sur les tarifs postaux	92 fr.	175 fr.	340 fr.
	Autres pays	130 fr.	260 fr.	500 fr.

LES ABONNEMENTS DATENT DES 1er ET 16 DE CHAQUE MOIS

Par abonnement le numéro ne coûte que 50 centimes

Pour la Publicité, le Temps s'impose par sa diffusion, sa présentation et la qualité de ses lecteurs

CALMANN-LÉVY, Éditeurs, 3, rue Auber, PARIS-IXe

BERTRAND DE JOUVENEL

D'UNE GUERRE A L'AUTRE

I

DE VERSAILLES A LOCARNO

Toutes les difficultés de l'après-guerre de 1918.
Toutes les conséquences des solutions adoptées alors.
Toutes les erreurs à éviter à la fin de la présente guerre.

Un volume in-8° .. .. 40 fr.

Il a été tiré 50 ex. numérotés sur Vélin Nemours à. .. .. 70 fr.

CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

—:—

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION: 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

(Les abonnements sont également reçus 114, avenue des Champs-Élysées.)

PRIX DE L'ABONNEMENT

		UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES		150 »	76 »	39 »
ÉTRANGER	Demi-tarif postal	190 »	96 »	49 »
	Plein tarif	230 »	116 »	59 »

LA LIVRAISON : 10 francs.

On s'abonne à la Revue de Paris, 3, *rue Auber, dans toutes les librairies, dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger et aussi en utilisant le compte de* Chèques postaux *de la* Revue de Paris, *n°* 360-50, *Paris.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande. Prière de joindre la somme de* 1 *franc et une bande d'abonnement à toute demande de changement d'adresse.*

Les abonnements partent du 1er *ou du* 15 *de chaque mois.*

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, 3, *rue Auber.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La Revue de Paris *décline la responsabilité des manuscrits qui lui sont confiés.*

Tables décennales : (1894-1903) ; (1904-1913). — *Chaque livraison* . . . . . **10 fr.**
Tables (1914-1933) . . . . . **20 »**

IMPRIMERIE CHAIX, 20, rue Bergère, Paris.